Banque Centrale
de la République de Guinée

Rapport annuel 2020

DÉVELOPPER LA CONFIANCE,
GARANTIR L'AVENIR

BCRG
BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Le Rapport Annuel de la Banque Centrale de la République de Guinée est disponible
sur le site de l'Institution à l'adresse suivante : www.bcrg-guinee.org/publications

BCRG

BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

Rapport annuel 2020

Carte administrative de la Guinée

RÉGION NATURELLE

Chef-lieu de la Région Administrative

Lettre introductive

Adressée à
Son Excellence Monsieur
Le Président de la République

Par

Monsieur Le Gouverneur
de la Banque Centrale
de la République de Guinée

***Excellence Monsieur le Président de la République**,*
J'ai l'honneur et l'agréable plaisir de soumettre à votre haute attention, conformément aux dispositions de la loi L/2017/017/AN portant Statut de la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG), le Rapport Annuel de la BCRG pour l'exercice 2020.

Ce rapport décrit les principales évolutions qui ont marqué l'économie mondiale et l'économie guinéenne en 2020. Il aborde également les activités réalisées par la Banque Centrale et les perspectives pour les prochaines années.

***Excellence Monsieur le Président de la République**,*
L'économie guinéenne a évolué en 2020 dans un contexte international marqué par l'apparition de la pandémie de COVID-19. Malgré ce contexte difficile et inédit, le taux de croissance du PIB s'est situé à 7 %, contre une projection initiale de 1,3 %, grâce au dynamisme des secteurs minier, de l'énergie et des télécommunications.

Le taux d'inflation, en glissement annuel, s'est établi à 10,6 % en décembre 2020, contre 9,9 % à la même période de l'année précédente. Cette tendance est liée à la hausse des coûts de transport maritime, à l'augmentation des prix des produits alimentaires sur le marché mondial, ainsi qu'aux travaux de reconstruction des infrastructures routières qui ont fortement affecté le circuit d'approvisionnement en biens de consommation.

L'exécution budgétaire de l'Etat s'est traduite par une dégradation des principaux soldes budgétaires. Le solde budgétaire base engagement dons inclus est ressorti déficitaire de 2,4 % du PIB, contre un déficit de 0,6 % du PIB en 2019.

Dans le but d'accompagner le secteur financier affecté par la pandémie de COVID - 19, la mise en œuvre de la politique monétaire a été marquée par la baisse du taux directeur de 12,5 % à 11,5 %, et par celle du coefficient de réserves obligatoires de 16 % à 15 %, en avril 2020.

En matière de politique de change, la Banque Centrale a poursuivi sa politique axée sur la gestion rigoureuse des avoirs extérieurs et la consolidation des réserves de change. À cet égard, un nouveau mécanisme de change dénommé opérations aux enchères basées sur les règles est mis en place et complète le dispositif existant basé sur le Marché aux Enchères Bilatérales de Devises. Ces différentes actions se sont traduites par une réduction de la prime de change qui s'est établie à -0,01 % pour le dollar US et à 0,004 % pour l'euro à fin 2020, contre respectivement 1,04 % et 0,3 % à fin 2019.

En outre, la Banque Centrale a mis en œuvre le processus de digitalisation des opérations de change. Ce processus a abouti au lancement de la salle des marchés qui permet l'automatisation des opérations d'adjudication du marché aux enchères, le suivi en temps réel des opérations de change interbancaires, ainsi que le suivi des cours internationaux des devises et des matières premières.

La Banque Centrale a également poursuivi la surveillance du secteur financier. Le paysage bancaire Guinéen compte vingt-un (21) établissements de crédit comprenant dix-huit banques, une institution financière spécialisée et deux établissements financiers de crédit-bail, soit une nouvelle banque (CORIS BANK) et un nouvel établissement financier (African Lease Guinée) agréés au cours de l'année 2020.

Dans la dynamique des nombreuses réformes engagées, la Banque Centrale s'est dotée d'une charte graphique qui lui permet d'avoir une identité visuelle forte permettant à l'Institution de mieux faire comprendre son rôle.

***Excellence Monsieur le Président de la République**,*
L'économie guinéenne continue de subir les effets de la pandémie de la COVID-19, en dépit de sa forte résilience. Les secteurs les plus touchés sont le commerce, les transports, le tourisme et l'hôtellerie. La propagation de cette pandémie atténue les perspectives de croissance malgré le dynamisme des secteurs minier, de l'énergie et des télécommunications.
La politique budgétaire devrait être confortée par des réformes structurelles, notamment en matière d'amélioration de la gestion des dépenses publiques, de mobilisation de recettes additionnelles, ainsi que d'amélioration de l'équité et de la transparence du régime fiscal.

Dans le domaine de la politique monétaire, la Banque Centrale poursuivra la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente pour garantir la stabilité des prix, indispensable pour créer les bases d'une croissance économique forte et durable.

La politique de crédit sera orientée vers la mise en œuvre du Projet d'appui à la modernisation du secteur financier guinéen, notamment dans sa composante relative à la mise en place d'une bourse des valeurs.

La Banque Centrale compte également renforcer son dispositif technique en matière de supervision bancaire. Les différents chantiers en cours portent sur l'adoption des normes IFRS 9 et 16, l'implémentation de Bâle II et III et la transposition du modèle de Loi Bancaire de la ZMAO. Elle continuera la modernisation du système des paiements et le développement de la monétique pour renforcer l'inclusion financière dans le pays.

En matière de politique des changes, la Banque Centrale entend renforcer les réserves de change par l'application de la réglementation des changes en matière de rapatriement des recettes d'exportation.

Enfin, la Banque Centrale envisage de se doter d'un plan stratégique qui définira ses principaux axes d'intervention au cours des trois prochaines années.

*Je vous prie d'agréer, **Excellence Monsieur le Président de la République**, l'expression renouvelée de ma très haute et déférente considération*

Dr. Louncény NABE

Message du Gouverneur

Dr. Louncény NABE
Gouverneur de la BCRG

L'année 2020 a été particulièrement difficile pour l'économie mondiale, en raison de la pandémie de COVID-19 qui a perturbé les circuits économiques et a causé d'énormes pertes en vies humaines. La conduite de la politique monétaire et de change a donc été fortement impactée par cet environnement économique aussi bien au niveau national que mondial.

Au niveau mondial, l'année s'est caractérisée par une forte réduction des échanges commerciaux, de fortes variations des taux de change et un nombre élevé de morts, notamment dans les pays développés et émergents, toutes choses qui ont concouru au ralentissement sans précédent de l'économie mondiale.

Au niveau national, dès les premières heures d'apparition de la pandémie, notre Institution a pris des mesures qui s'inscrivent dans le cadre du programme d'accompagnement initié par le Gouvernement, pour atténuer son impact sur la population nationale et l'économie.

En termes de politique monétaire, la BCRG a baissé son taux directeur et son coefficient de réserves obligatoires, afin d'apporter de la liquidité au système bancaire et d'amener les banques à baisser le coût du crédit. Elle a également mis en place un programme d'injection de liquidité permettant aux banques de continuer à financer le secteur privé.

En matière de politique de change, la Banque Centrale a mis en place un marché des enchères d'achat et de vente de devises basé sur des règles précises afin de stabiliser le taux de change. Le processus de digitalisation mis en place par la Banque a abouti au lancement d'une salle des marchés moderne.

Toutes ces actions ont eu un impact significatif sur les principaux indicateurs monétaires et financiers. La masse monétaire a augmenté de 23 % par rapport à fin 2019, les crédits au secteur privé ont progressé de 8 %, les réserves internationales brutes ont augmenté de 4,4 %, en glissement annuel, pour couvrir environ 4 mois d'importations. En dépit des effets de la crise sanitaire, le cours de la monnaie nationale a connu une dépréciation relativement faible par rapport au dollar.

Dans le cadre de la surveillance du secteur financier, la Banque Centrale a poursuivi la consolidation des réformes engagées, malgré les effets de la pandémie. En 2020, le secteur bancaire est resté particulièrement résilient, avec une bonne croissance de l'activité bancaire. Les dépôts collectés ont progressé de 20,7 %. Les banques enregistrent un résultat net bénéficiaire en hausse de 45,2 % par rapport à 2019. Le secteur de la microfinance enregistre un résultat excédentaire en hausse de 67 %. Le marché de l'assurance enregistre une augmentation de 20,6 % de son chiffre d'affaires.

En dépit de ces résultats, les défis à relever restent nombreux. La Banque Centrale continuera la mise en œuvre d'une politique monétaire qui favorise la maîtrise de l'inflation et le renforcement du pouvoir d'achat de la monnaie. A ce titre, elle poursuivra la gestion active de la liquidité bancaire et les réformes au niveau du marché des changes, à travers la dynamisation des opérations de la salle des marchés. Elle poursuivra également aux côtés du Gouvernement, les efforts de reconstitution des réserves de change de la Nation, afin de maintenir, et améliorer la couverture des importations.

En outre, la BCRG envisage de rendre opérationnel le Conseil National d'épargne et de crédit, de procéder à la révision de la loi bancaire, de rendre automatiques la transmission et le traitement des situations comptables des banques et des IFI, d'adopter des normes prudentielles tenant compte des dispositions de Bâle II et Bâle III, de procéder à l'implémentation des normes IFRS 9 et 16, et d'élaborer un cadre de stress testing approprié.

La Banque Centrale continuera à accompagner les projets de développement du Gouvernement.

Table des matières

— Carte administrative de la Guinée 04
— Lettre introductive 08
— Message du Gouverneur 12
— Liste des Tableaux & Graphiques 18
— Chronologie d'Événements Marquants de l'Année 2020 22
— Liste des Membres du Conseil d'Administration de la BCRG au 31 Décembre 2020 26
— Liste des Membres du Comité de Politique Monétaire de la BCRG au 31 Décembre 2020 27
— Liste des Membres du Cabinet et des Directeurs Généraux de la BCRG au 31 Décembre 2020 28
— Sigles utilisés dans le Rapport 29

Chapitre 1 : Environnement International 30

1.1 — Activités économiques mondiales 31
1.2 — Inflation et cours des matières premières 33
1.2.1 Inflation 33
1.2.2 Matières premières 34
1.3 — Politique monétaire et conditions financières 36
1.3.1 Politique monétaire et marchés financiers 36
1.3.2 Marché financier et des changes 36

Chapitre 2 : Secteur Réel 38

2.1 — Production et prix 39
2.1.1 Secteur primaire 39
2.1.2 Secteur secondaire 39
2.1.3 Secteur tertiaire 40
2.2 — Analyse de la croissance du côté de la demande 41
2.2.1 Consommation finale 41
2.2.2 Investissements 41
2.3 — Inflation 42
2.3.1 Composantes de l'indice des prix à la consommation 42
2.3.2 Évolution des prix des produits de première nécessité 43

Chapitre 3 : Opérations Financières de l'État 46

3.1 — Recettes et dons 47
3.2 — Dépenses 48
3.3 — Solde budgetaire et financement 51
3.4 — Dette publique 52
3.4.1 Dette publique extérieure 52
3.4.2 Dette publique intérieure 53

Chapitre 4 : Monnaie, Crédit et Change 44

4.1 — Contreparties de la masse monétaire 55
4.1.1 Avoirs extérieurs nets 55
4.1.2 Avoirs intérieurs nets 56
4.2 — Composantes de la masse monétaire 56
4.3 — Gestion de la liquidité bancaire et operations de crédit 56

4.3.1 Opérations d'open market, de prises en pension et opérations interbancaires collatéralisées 57
4.3.1.1 Opération d'open market 57
4.3.1.2 Prise en pension et opération interbancaires 59
4.3.2 Réserves obligatoires 59
4.3.3 Taux directeur 59
4.3.4 Évolution des dépôts 60
4.3.5 Évolution des crédits 60
4.3.6 Système d'Information du Crédit (SIC) 62
4.4 — Operations et règlementation de change 63
4.4.1 Évolution du taux de change 63
4.4.2 Marché aux Enchères Bilatérales de Devises (MEBD) 64
4.4.3 Organisation des séances des enchères basées sur des règles 64
4.4.4 Suivi des activités des bureaux de change et des établissements de transfert d'argent 64
4.4.5 Exécution du budget en devises de la nation 64

Chapitre 5 : Secteur extérieur 66

5.1 — Compte des transactions courantes 67
5.1.1 Balance commerciale 68
5.1.2 Balance des services 71
5.1.3 Balance des revenus primaires 71
5.1.4 Balance des revenus secondaires 72
5.2 — Compte de capital 72
5.3 — Compte financier 72
5.4 — Solde global et financement 72

Chapitre 6 : Activités de supervision des institutions financières 74

6.1 — Paysage bancaire 75
6.1.1 Situation 75
6.1.2 Evolution des postes du bilan 75
6.1.3 Activités de supervision 76
6.2 — Institutions de microfinance 78
6.2.1 Aperçu sur le paysage du secteur de la microfinance 78
6.2.2 Activités de contrôle et de supervision 81
6.3 — Établissements de monnaie electronique 82
6.3.1 Présentation du paysage du secteur 82
6.3.2 Nombre de comptes 83
6.3.3 Distribution de la monnaie électronique 83
6.3.4 Usage de la monnaie électronique 84
6.3.5 Transfert d'argent transfrontalier 84
6.3.6 Activités de supervision 85
6.3.7 Suivi de la situation covid 85
6.4 — Societés d'assurance 86
6.4.1 Situation 86
6.4.2 Surveillance du marché 87

Chapitre 7 : Activité opérationnelles de la banque centrale **90**

7.1 Approvisionnement de l'économie en moyens de paiement **91**
7.1.1 Gestion des comptes courants, virements et compensations 91
7.1.2 Opérations en devises 91
7.2 — Gestion fiduciaire **91**
7.2.1 Assainissement de la circulation fiduciaire 91
7.2.2 Émission et monnaie en circulation 92
7.3 — Gestion des ressources humaines **93**
7.3.1 Gestion du personnel 93
7.3.2 Amélioration des conditions de vie du personnel 94
7.4 — Actions de formation **94**
7.5 — Études et recherche **95**

Chapitre 8 : États financiers de la banque centrale **96**

8.1 — Analyse du bilan **97**
8.1.1 Analyse des postes de l'actif 97
8.1.2 Analyse des postes du passif 98
8.2 — Analyse du compte de résultat **100**
8.2.1 Produits 100
8.2.2 Charges 100
8.2.3 Résultat d'exploitation 100
8.2.4 Résultat exceptionnel 100
8.2.5 Résultat de l'exercice 100

Chapitre 9 : Coopération sous-régionale et relations internationales **102**

9.1 — Performance des pays par rapport aux critères de convergence **103**
9.1.1 Critères de convergence de premier rang 103
9.1.2 Critères de convergence de second rang 104
9.2 — Harmonisation des politiques en Guinée **104**
9.2.1 Harmonisation des cadres de politique monétaire 105
9.2.2 Harmonisation de la règlementation et de la supervision des banques et autres institutions financières 105
9.2.3 Harmonisation des statistiques 105
9.2.4 Schéma de libéralisation des échanges de la cedeao (slec) 105
9.3 — Coopération avec le fonds monétaire international **106**

Chapitre 10 : Perspectives et politiques pour 2021 **108**

10.1 — Perspectives de l'économie mondiale **109**
10.2 — Perspectives de l'économie guinéenne **109**
10.2.1 Secteur réel 109
10.2.2 Finances publiques 109
10.2.3 Politiques monétaire et de change 110
10.2.4 Supervision bancaire 110
10.2.5 Supervision des institutions financières inclusives 110
10.2.6 Supervision des assurances 111

Annexes **114**

Liste des tableaux

Tableaux

1 — Évolution de la croissance économique mondiale 33

2 — Inflation dans le monde 34

3 — Prix de quelques produits de base (en USD par tonne) 35

4 — Taux de change du dollar par rapport à quelques devises internationales 37

5 — Variation en glissement annuel des composantes de l'indice des prix (en %) 43

6 — Évolution des recettes courantes (en milliards de GNF) 48

7 — Évolution des intérêts dus (en milliards de GNF) 50

8 — Évolution des financements du déficit budgétaire (en milliards de GNF) 51

9 — Évolution de la dette extérieure (en millions d'USD) 52

10 — Structure de la dette intérieure (en milliards de GNF) 53

11 — Évolution des composantes des avoirs intérieurs nets afin de période (en %) 56

12 — Évolution des composantes de la masse monétaire (en %) 57

13 — Évolution du volume des émissions, souscriptions, adjudications et remboursement des BDT (en milliards de GNF) 58

14 — Évolution des taux du marché interbancaire 59

15 — Évolution des dépôts dans les banques (en milliards de GNF) 60

16 — Évolution du crédit dans les banques (en milliards de GNF) 61

17 — Risques-clients par nature de crédit au 31 décembre 2017 (en milliards de GNF) 62

18 — Risques-clients par terme au 31 décembre 2020 (en milliards de GNF) 62

19 — Évolution des composantes du compte des transactions courantes (en millions d'USD) 67

20 — Évolution des soldes des échanges commerciaux avec les pays partenaires (en millions d'USD) 70

21 — Évolution de la balance des services (en millions d'USD) 71

22 — Situation des revenus primaires (en millions d'USD) 71

23 — Situation des revenus secondaires (en millions USD) 73

24 — Mouvement des capitaux (en millions d'USD) 73

25 — Évolution du financement du solde global de la balance des paiements (en millions d'USD) 73

26 — Évolution du nombre d'infractions relevées sur les banques 77

27 — Évolution des principaux indicateurs du secteur (à fin de période) 79

28 — Évolution des fonds propres par catégorie des IMF à fin de périodes (en milliards GNF) 79

29 — Évolution du résultat par catégorie des IMF (en milliards de GNF) 79

30 — Part de marché du secteur des IMF (à fin 2020) 80

31 — Évolution du portefeuille des crédits en souffrance (en %) 81

32 — Évolution des concours accordés par secteur d'activité (en %). 81
33 — Liste des Etablissements de Monnaie Electronique en 2020 82
34 — Évolution des transactions par usage (en milliards de GNF) 84
35 — Évolution du nombre de comptes ouverts en 2020 85
36 — Évolution des chiffres d'affaires des compagnies d'assurance (en milliards de GNF) 87
37 — Évolution du chiffre d'affaires par branche (en milliards de GNF) 87
38 — Situation des billets retirés de la circulation en 2020 92
39 — Situation du stock des billets rétirés de la circulation en 2020 92
40 — Structure des émissions de billets 93
41 — Dépenses d'assistance médicale et paramédicale (en GNF) 94
42 — Évolution des actions de formation réalisées 94
43 — Actions de formation en Guinée 95
44 — Séminaires et Formation diplômantes à l'étranger 95
45 — Évolution des créances sur l'étranger (en milliards de GNF) 97
46 — Situation des principales devises 99
47 — Décomposition des créances sur les entreprises publiques non financières et les particuliers (en milliards de GNF) 99
48 — Évolution des dépenses de fonctionnement (en milliards de GNF) 101
49 — Nombre de pays qui ont rempli les critères de convergence au sein de la CEDEAO 105

Liste des graphiques

1 — Croissance économique mondiale 31
2 — Indices des matières premières 34
3 — Évolution du cours du pétrole (en USD par baril) 35
4 — Évolution de la croissance du PIB (en %) 39
5 — Évolution de la contribution par secteur dans la croissance du PIB réel (en %) 40
6 — Évolution de la consommation finale (en %) 41
7 — Évolution du taux de croissance des investissements (en %) 41
8 — Inflation en glissement annuel (%) 42
9 — Évolution du prix du riz local et du riz importé en 2020 44
10 — Évolution du prix de la tomate et du poisson fumé en 2020 44
11 — Évolution des recettes et dons (en milliards de GNF) 47
12 — Évolution des dépenses publiques (en milliards de GNF) 48

13 — Évolution de la structure des dépenses courantes (en milliards de GNF) 50

14 — Évolution du solde budgétaire base caisse (en milliards de GNF) et en % du PIB 51

15 — Contribution des composantes des avoirs extérieurs nets à la croissance des AEN (en %) 55

16 — Évolution des encours des BDT par maturité (en milliards de GNF) 58

17 — Répartition du crédit par secteur d'activité à fin décembre 2020 (en %) 63

18 — Évolution du taux de change GNF/USD et GNF/EURO (à fin de période) 64

19 — Évolution de la Balance des paiements (en millions d'USD) 67

20 — Évolution des principaux postes de la balance commerciale (en millions d'USD) 68

21 — Contribution des principaux produits à l'exportation en 2020 (en %) 69

22 — Contribution des principaux produits à l'importation en 2020 (en %) 70

23 — Parts de marché des EME en 2020 82

24 — Évolution du nombre de points de services 83

25 — Répartition géographique des points de services par région administrative 83

26 — Évolution des transferts transfrontaliers reçus (en millions d'euros) 85

27 — Structure du personnel par grade 93

Chronologie d’événements marquants de l’année 2020

1 Charte graphique

Le 1er mars 2020, la Banque Centrale de la République de Guinée (BCRG) s'est dotée d'une charte graphique comprenant un logotype, une signature, une typographie, des couleurs, des motifs, un style illustratif, etc. Cet outil s'inscrit dans le cadre de la mise en place de la nouvelle stratégie de communication de la Banque. Elle permet de doter la BCRG d'une identité forte afin de mieux faire connaître son rôle.

2 Décaissement de 148 millions de dollars par le FMI en faveur de la Guinée

Le 19 juin 2020, le Conseil d'Administration du Fonds Monétaire International a approuvé le décaissement d'USD 148 millions en faveur de la Guinée au titre de la facilité de crédit rapide (FCR). Cet appui, conjugué à l'allégement de la dette consenti au titre du fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (ARC), a aidé le pays à satisfaire les besoins urgents de financement du budget et de la balance des paiements suite à la pandémie de COVID -19 et aux mesures d'atténuation qui ont été adoptées. Ce décaissement a fourni le financement nécessaire à la mise en œuvre du plan de riposte des autorités face à l'urgence sanitaire causée par la COVID -19 et à en atténuer les répercussions.

3 Nomination des membres du Comité de Politique Monétaire

Par Décret D 2020/163/PRG/SGG, en date du 17 juillet 2020, et conformément au Statut de la BCRG, le Président de la République a nommé les membres du Comité de Politique Monétaire (CPM) de la Banque Centrale de la République de Guinée. Ce Comité a tenu sa première réunion, de prise de contact, le 07 octobre 2020 à la Banque Centrale, sous la présidence de Dr. Louncény NABE, Gouverneur de la BCRG.

4 8ème Table Ronde de l'Initiative Africaine de politiques d'inclusion financière (AFPI)

Le Jeudi 20 août 2020 s'est tenue par visioconférence la 8ème Table Ronde de l'Initiative Africaine de politiques d'inclusion financière (AFPI), qui a coïncidé à la fin du mandat de M. le Gouverneur en qualité de Président de cette institution. Au cours de cette mandature de 2 ans, des actions ont été réalisées au sein du réseau et par la BCRG. Il s'agit notamment de :

- l'adoption de documents cadres sur les paiements transfrontaliers innovants en Afrique et l'interopérabilité des services financiers numériques en Afrique ;
- l'adoption des recommandations du document relatif à l'amélioration de la synergie entre la finance digitale et la microfinance en Afrique ;

- la formalisation d'un cadre de politique sur le crédit numérique responsable ;
- la mise en place d'un cadre de travail sur la Finance inclusive verte ;
- l'organisation d'une série de dialogues sur l'inclusion financière (DIAFIN) avec pour but d'offrir un espace de dialogue entre les différents acteurs de la finance inclusive, afin de dresser un bilan des innovations dans les processus et produits visant à approfondir et à élargir l'inclusion financière ;
- la mise en place, en partenariat avec l'UNCDF, d'un Groupe de Travail sur la Finance Inclusive ;
- la création au sein de la Banque Centrale d'une commission de suivi des indicateurs de l'inclusion financière ;
- la mutation de la Direction de la Supervision des Institutions de Microfinance en Direction de la Supervision des Institutions Financières Inclusives afin de mettre l'accent sur l'engagement de la BCRG dans la mise en œuvre de la stratégie de finance inclusive en son sein.

5 Mission virtuelle du Fonds monétaire international

Une équipe du Fonds Monétaire International a effectué une mission virtuelle, du 23 septembre au 23 octobre 2020, sur les 5ème et 6ème revues combinées du programme économique et financier de la Guinée appuyé par un accord de facilité élargie de crédit (FEC) de trois ans. L'accord obtenu vise à favoriser une croissance inclusive et à réduire la pauvreté, en préservant la stabilité macroéconomique. Il s'agit là d'une performance exceptionnelle du Gouvernement du Professeur Alpha CONDE : la conduite heureuse à son terme du deuxième programme du genre.

6 Inauguration de la Banque Nationale d'Investissement de Guinée

Le 21 novembre 2020, Son Excellence Professeur Alpha Condé, Président de la République, a procédé à l'inauguration de la Banque Nationale d'Investissement de Guinée (BNIG). Cette banque est dotée d'un capital social de GNF 100 milliards. Elle est détenue à 60 % par l'Etat Guinéen, à 30 % par la BCRG et à 10 % par Afriland First Bank.

La BNIG a pour mission de permettre aux entrepreneurs guinéens d'obtenir des prêts à des taux préférentiels (ne dépassant pas 10 %), avec pour priorité les projets liés au secteur agroalimentaire et ceux promouvant l'entrepreneuriat des jeunes et des femmes. Sous son impulsion de mettre en place un système d'agropole, elle intègre la production, la transformation et la distribution de produits agricoles.

7 Symposium sur les 60 ans de la monnaie guinéenne

Le 23 décembre 2020, la Banque centrale a organisé un symposium sur les 60 ans de la monnaie. Le thème de ce symposium a porté sur «60 ans de la souveraineté monétaire au service du développement ». Ce symposium a permis de passer en revue les réformes monétaires menées par la BCRG depuis la création de la monnaie guinéenne en 1960, et de mener des réflexions sur les perspectives de la BCRG en matière de politiques monétaire et de change, ainsi que sur les projets de digitalisation et de développement de la finance inclusive. Il a connu la participation de plus d'une centaine de cadres de la BCRG, de l'Administration publique, des Universités et du secteur privé.

8 Inauguration de la Salle des marchés de change

La salle des marchés financiers de la BCRG a été inaugurée par le Premier Ministre, Chef de Gouvernement, le mercredi 23 décembre 2020. Elle est l'aboutissement d'un long processus de digitalisation des opérations de change permettant l'automatisation des opérations d'adjudication du marché aux enchères, le suivi en temps réel des opérations de change interbancaires, ainsi que le suivi en temps réel des cours internationaux des devises et des matières premières.

Elle permettra de mettre en œuvre une stratégie active de gestion des devises, avec pour corollaire des rendements plus importants accompagnés de minimisation des risques. Elle sera aussi un catalyseur pour diligenter le processus de notation financière de la Guinée auprès des agences internationales de notation.

Liste des membres du Conseil d'Administration de la BCRG au 31 décembre 2020

M. Louncény NABE	Gouverneur
M. Thierno Madjou SOW	Premier Vice-Gouverneur
M. Baidy ARIBOT	Deuxième Vice-Gouverneur
Mme. Sanaba KABA	Administrateur
M. Ibrahima Sory SANGARE	Administrateur
M. Amadou Oury Koré BAH	Administrateur
M. André LOUA	Administrateur
M. Bily Nankouman DOUMBOUYA	Administrateur
M. Kadiata Mory CAMARA	Administrateur

Liste des membres du Comité de Politique Monétaire de la BCRG du 31 décembre 2020

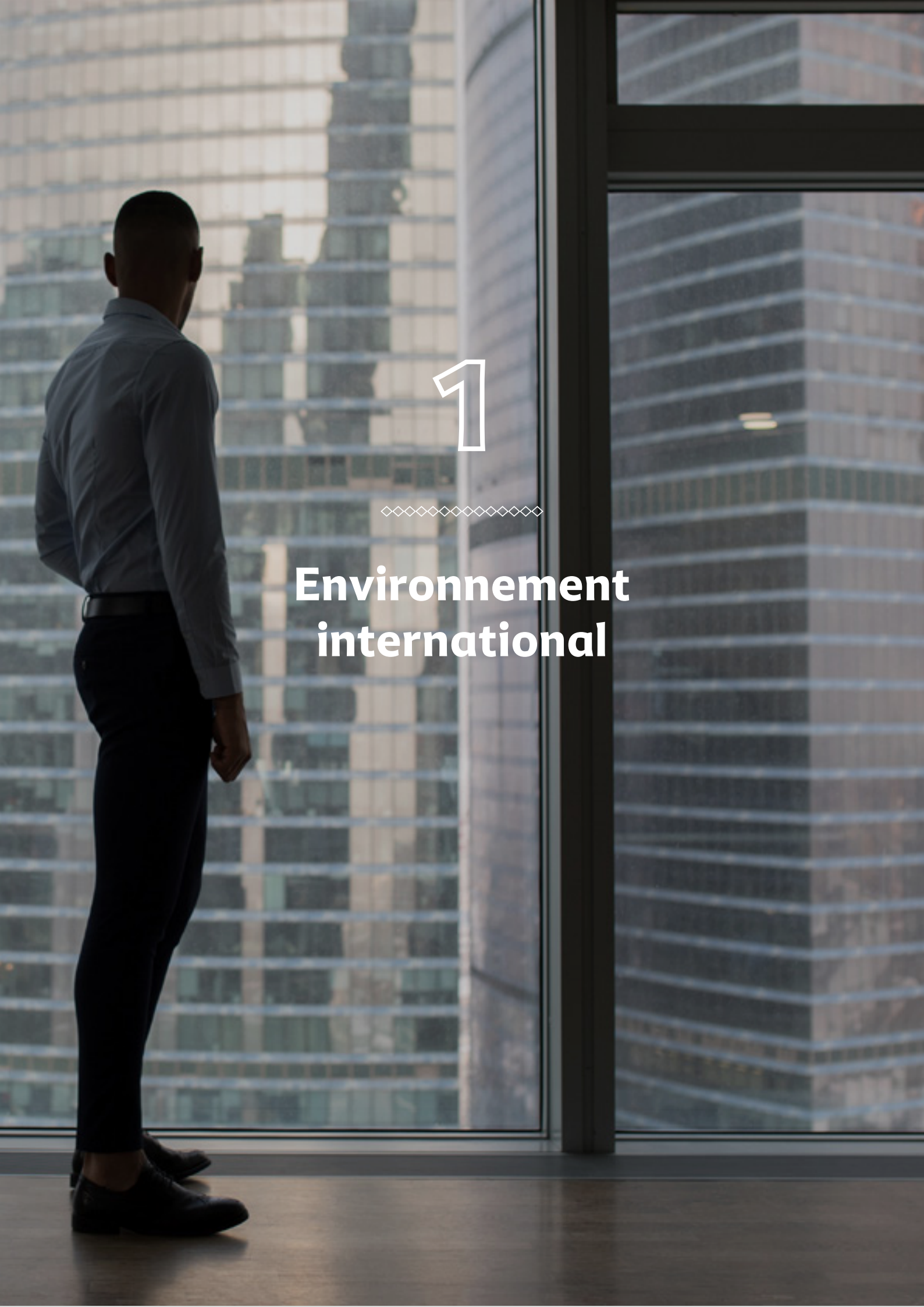
M. Louncény NABE	Gouverneur
M. Thierno Madjou SOW	Premier Vice-Gouverneur
M. Baidy ARIBOT	Deuxième Vice-Gouverneur
M. Aboubacar KABA	Directeur Général de l'Institut National de la Statistique
M. Lancinè CONDE	Conseiller du Ministre de l'Économie et des Finances Chargé des Relations avec les Institutions
M. Mamadou BALDE	Consultant
M. Sékou Falil DOUMBOUYA	Consultant

Liste des membres du Cabinet et des Directeurs Généraux de la BCRG au 31 décembre 2020

M. Nasser KEITA	Conseiller Chargé des Questions Économiques et Monétaires
M. Diafarou BAH	Auditeur Général
M. Aboubacar FOFANA	Directeur Général de l'Administration et des Services Juridiques
M. Ahmed Tidiane DIALLO	Directeur Général des Études et des Statistiques
M. Georges GBANAMOU	Directeur Général du Crédit et des Changes
M. Ibrahima Kalil MAGASSOUBA	Directeur Général de l'Exploitation
M. Mohamed Lamine CONTE	Directeur Général de la Supervision des Institutions Financières
M. Moussa GUILAVOGUI	Directeur Général des Finances et de l'Informatique
M. Aly TOURE	Directeur Général du Contrôle Permanent

Sigles utilisés dans le Rapport

3AE	Agence Autonome d'Assistance Intégrée aux Entreprises
AFRICA-RE	Africaine de la Réassurance
AMAO	Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BCRG	Banque Centrale de la République de Guinée
BDT	Bons du Trésor
BICIGUI	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de la Guinée
BIG	Banque Islamique de Guinée
BNG	Banque Nationale de Guinée
BPMG	Banque Populaire Maroco-Guinéenne
BSIC-Guinée	Banque Sahélo-Saharienne pour le Commerce et l'Investissement de Guinée
CAFODEC	Centre d'Appui et de Formation au Développement à l'Epargne au Crédit et à l'Education Civique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
COVID-19	Maladie à coronavirus 2019
CPECG	Caisses Populaires d'Epargne et de Crédit de Guinée
CRG	Crédit Rural de Guinée
DSIMF	Direction de la Supervision des Institutions de Microfinance
DTS	Droits de Tirages Spéciaux
EDG	Electricité de Guinée
FEC	Facilité Elargie de Crédit
FIBANK	First International Bank
FINADEV	Financial développement
FMI	Fonds Monétaire International
GNF	Franc Guinéen
IARD	Incendie Accidents et Risque Divers
MECREPAG	Mutuelle d'Epargne et de Crédit des Pêcheurs Artisanaux de Guinée
MGE	Maison Guinéenne de l'Entrepreneur (MGE)
MIGUI	Société de Coopérative de Mobilisation des Ressources pour l'Investissement en Guinée
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit Net Bancaire
PPTE	Pays Pauvres Très Endettés
RAFOC	Réseau d'Assistance Financière aux Organisations Communautaires
RTGS	Real-Time Gross-Settlement
SGBG	Société Générale de Banques en Guinée
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
USA	Dollar américain
ZMAO	Zone Monétaire de l'Afrique de l'Ouest
UNCDF	Fonds d'Equipement des Nations Unies



1

Environnement international

La pandémie de la COVID - 19 a fortement impacté l'activité économique mondiale qui s'est contractée sous l'effet des mesures de confinement mises en place par les Gouvernements. La récession qui a frappé l'économie mondiale en 2020 est plus marquée dans les économies avancées et émergentes, excepté certaines économies dont la Chine qui s'est plus rapidement remise de la crise. La baisse des activités économiques, en impactant la demande mondiale, s'est répercutée sur l'inflation (qui est restée faible en 2020), et s'est accompagnée de la baisse des cours des matières premières.

Du plan macroéconomique, la pandémie a eu pour conséquence la détérioration des finances publiques. Les déficits budgétaires se sont accrus, en raison de la baisse des recettes fiscales et de l'envolée des dépenses publiques engendrée par les mesures de soutien mises en place pour contrer les effets de la crise sanitaire.

Dans ce contexte difficile, en appui aux mesures de relance budgétaire, les politiques monétaires ont été assouplies pour soutenir la demande, fournir un filet de sécurité durable aux principaux marchés du crédit, et garantir la stabilité financière. Ces mesures de politique monétaire ont permis de stabiliser les marchés financiers, même si le marché des changes a été marqué par la dépréciation du dollar par rapport aux principales devises étrangères.

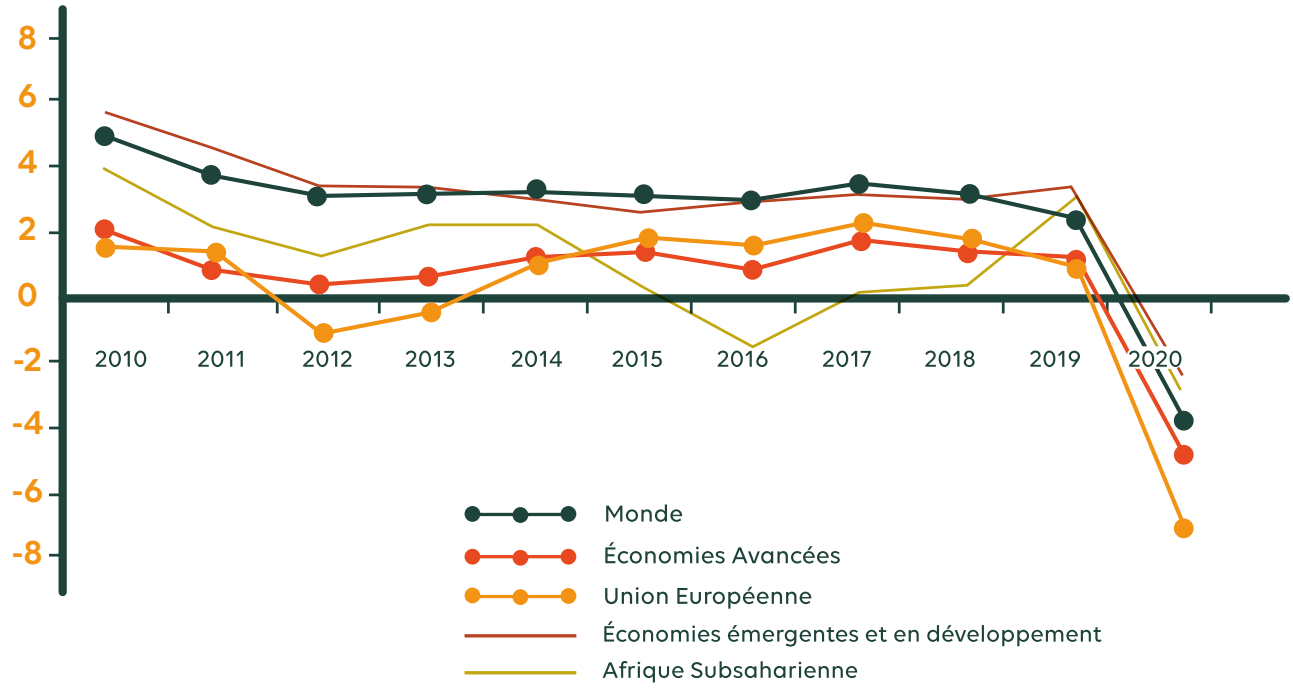
1.1 — Activités économiques mondiales

Le choc de la pandémie de coronavirus et les mesures prises pour l'enrayer ont plongé l'économie mondiale dans une grave récession. Cette situation a provoqué une diminution de la demande et de l'offre qui a pesé sur la croissance et entrainé une forte dégradation du marché du travail. La baisse de la demande et de l'offre, au travers des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, a amplifié les conséquences économiques de la crise à partir du deuxième trimestre 2020.

L'effet de la COVID - 19 sur l'économie mondiale varie d'une économie à l'autre, reposant sur le niveau de sévérité de la pandémie. En 2020, l'économie mondiale a ainsi enregistré une récession de 3,4 %. La baisse des activités économiques dans les économies avancées a conduit à une contraction de leur PIB de 4,7 %. Dans les économies émergentes et en développement, le PIB s'est contracté de 2,4 %.

L'activité économique dans les économies avancées s'est fortement contractée en 2020, sous l'effet des perturbations de l'offre et de la demande intérieures, ainsi que des échanges extérieurs et de la finance.

Graphique 1 — Croissance économique mondiale (en %)



Source : Fonds Monétaire International

Aux Etats-Unis, du fait des perturbations liées aux mesures de lutte contre la pandémie, le PIB a chuté de 3,6 % par rapport à 2019 où il avait enregistré une hausse de 2,1 %. Face aux difficultés économiques engendrées par la crise sanitaire, le gouvernement fédéral a mis en place un plan de relance d'USD 2 200 milliards en mars 2020, augmentés de 900 milliards en décembre 2020.

Dans la Zone euro, le produit intérieur brut a chuté de 6,6 % (contre une croissance de 1,3 % en 2019), en raison de l'arrêt des activités économiques dû à l'ampleur de l'épidémie. Afin de soutenir l'activité économique, les Etats membres de la Zone se sont mis d'accord, en juillet 2020, sur un plan de relance de EUR 750 milliards.

Néanmoins, l'activité économique s'est contractée de 6 % en Allemagne. Cette contraction du PIB est due à la faiblesse de la demande intérieure, en dépit de la mise en place par le Gouvernement d'un programme de soutien à l'économie de EUR 289 milliards. Après plusieurs années d'excédents, le budget de l'Allemagne a enregistré un déficit de 4,8 % du PIB.

En France, l'économie a subi une récession, avec une chute du PIB de 8,3 % contre une hausse de 1,1 % en 2019. Les mesures de confinement mises en place ont impacté la demande intérieure qui a baissé de 6 %. Dans le cadre du plan de relance des activités économiques, le Gouvernement a déployé EUR 184,6 milliards.

Premier pays européen fortement impacté, l'Italie a enregistré une récession de 8,9 %, après une croissance de 0,3 % en 2019. Le déficit public a augmenté à 9,5% du PIB contre 1,6% en 2019. Ce déficit est en lien avec le soutien budgétaire du Gouvernement de EUR 67,9 milliards dans le cadre du plan de relance. La dette publique s'est hissée à 155,6% du PIB, contre 134,6% en 2019.

Au Royaume Uni, le PIB a chuté de 9,9 % en 2020. Les mesures budgétaires mises en place se sont élevées à EUR 289 milliards, creusant le déficit de 2,3 % du PIB en 2019 à 19 % du PIB. La dette publique s'est élevée à GBP 2 467,3 milliards, soit 103,66 % du PIB contre 85,4 % en 2019.

Le PIB japonais s'est contracté de 5,3 %, à la suite du ralentissement de l'activité imputable aux mesures de prévention contre le coronavirus. Le plan de relance budgétaire mis en place par le Gouvernement s'est élevé à JPY 117 100 milliards. Ce soutien massif à l'économie s'est accompagné d'un accroissement du déficit budgétaire qui s'est situé à 14% du PIB en 2020 contre 3,3 % en 2019. La dette publique s'est accrue de 238 % du PIB en 2019 à 266 % en 2020.

Dans les économies émergentes, l'impact de la pandémie a été également important. La Chine qui a réalisé une croissance de 2,3 %, s'est montrée plus résiliente que d'autres pays émergents. Cette performance résulte de la reprise rapide de la production industrielle, soutenue par la demande étrangère de produits médicaux et de matériel pour le télétravail. La reprise a été facilitée par l'aide budgétaire du Gouvernement de CNY 1000 milliards, qui a augmenté le déficit budgétaire de 6,3 % du PIB en 20219 à 11,4 % en 2020. La dette publique s'est accrue en passant de 52,6 % du PIB en 2019 à 61,7 % en 2020.

Après une croissance de 1,3 % en 2019, la Russie a enregistré une chute de son PIB de 4 %, due aux restrictions imposées pour combattre le coronavirus et à la chute de la demande mondiale de ressources énergétiques. Le gouvernement russe a mis en place un plan de relance de RUB 5 000 milliards, entrainant une dégradation du solde budgétaire qui est passé d'un excédent de 0,4 % du PIB en 2019 à un déficit de 4,5 % du PIB en 2020. La dette publique a augmenté de 13,8 % du PIB en 2019 à 18 % en 2020.

Le PIB indien a baissé de 9,6 % contre une augmentation de 4,2% en 2019. Le déficit public s'est établi à 13 % contre 8 % en 2019, en partie en raison du soutien budgétaire de EUR 250 milliards. La dette publique s'est située à 89,6 % du PIB, contre 73,9 % en 2019.

L'activité économique brésilienne s'est contractée de 4,5 %, suite à la baisse de la production industrielle et des activités dans les services. Du côté de la demande, les investissements ont baissé de 0,8% et la consommation des ménages de 5,5%. Le déficit budgétaire s'est creusé en se situant à 15 % du PIB contre 5,9 % en 2019. Sous l'effet de l'accroissement du déficit budgétaire, La dette publique s'est hissée à 94,9 % du PIB contre 75,8 % en 2019.

L'Afrique subsaharienne, dont les économies sont dépendantes de la conjoncture internationale, a subi une baisse de 3,2 % de son PIB contre une croissance de 3,1 % en 2019, même si elle semble moins touchée que les autres continents. Les économies de l'Afrique de l'Est ont enregistré une croissance de 0,7 % de leur PIB contre 5,3 % en 2019. L'Afrique australe est la région la plus durement touchée par la pandémie, avec une contraction de 7 %. En Afrique centrale, la contraction du PIB est estimée à 2,7 %.

Le PIB en Afrique de l'Ouest a connu un recul de 1,5 %, dû à la baisse du PIB notamment du Nigéria, du Liberia et du Cap Vert de 4,1 %, 3,1 % et 8,9 %, respectivement. Cependant, plusieurs pays comme la Guinée, le Bénin, la Côte d'Ivoire et le Niger ont enregistré une croissance de 7 %, 2,3 %, 1,8 % et 1,2 %, respectivement.

Tableau 1 — Évolution de la croissance économique mondiale (en %)

	2016	2017	2018	2019	2020
Monde	3,3	3,7	3,0	2,3	-4,3
Economies Avancées	1,7	2,5	2,2	1,6	-5,4
Etats-Unis	1,6	2,4	3,0	2,2	-3,6
Union européenne	1,9	2,5	1,9	1,3	-6,6
Allemagne	2,2	2,5	1,5	0,6	-6,0
France	1,1	2,3	1,7	1,5	-8,3
Italie	1,1	1,7	0,9	0,3	-8,9
Japon	0,6	1,9	0,6	0,3	-5,3
Royaume Uni	1,8	1,8	1,4	1,2	-9,9
Economie émergente et en développement	4,6	4,8	4,3	3,6	-2,6
Chine	6	6,8	6,6	6,1	2,3
Russie	0,3	1,6	2,5	1,3	-4,0
Turquie	3,2	7,5	2,8	0,9	0,5
Brésil	-3,3	1,1	1,8	1,4	-4,5
Inde	8,2	7,2	6,1	4,2	-9,6
Afrique subsaharienne	1,4	3	2,6	2,4	-3,7
Côte d'Ivoire	8	7,7	6,8	6,9	1,8
Ghana	3,4	8,1	6,3	6,5	1,1
Kenya	5,9	4,9	6,3	5,4	-1,0
Nigéria	-1,6	0,7	1,9	2,2	-4,1
Rwanda	6	6,1	8,6	9,4	-0,2
Sénégal	6,4	7,1	6,4	5,3	-0,7
Afrique du Sud	0,4	1,4	0,8	0,2	-7,8

Source : Fonds Monétaire International

1.2 — Inflation et cours des matières premières

1.2.1 Inflation

En raison de la faiblesse de la demande liée aux mesures de confinement adoptées par les Gouvernements, l'inflation a été faible dans les économies avancées et émergentes, en dessous de leurs cibles.

Aux Etats-Unis, les prix ont progressé de 1,2 % contre 1,8 % en 2019, en raison de la baisse du coût des produits de soins médicaux, des prix de l'énergie et des services de transport.

Les prix à la consommation dans la zone euro ont baissé de 0,3%, après une inflation de 1,2 % en 2019. La faiblesse de la demande et l'appréciation de l'euro face au dollar sont actuellement les principaux facteurs alimentant la baisse des prix. Les prix à la consommation en Allemagne ont reculé de 0,5 %. En France, l'inflation s'élève à 0,5 %, en lien avec le repli des prix des produits manufacturés et le ralentissement des prix des services et de l'alimentation. Les prix à la consommation ont baissé de 0,2 % en Italie, en raison de la pression à la baisse des prix du pétrole et de la consommation privée.

Le taux d'inflation au Royaume-Uni a baissé de 1,7 % en 2019 à 1 % en 2020. Cette baisse est attribuée, principalement, aux pressions liées à la baisse des prix des vêtements, de l'ameublement et des denrées alimentaires.

Au japon, les prix ont baissé de 1,2 % contre une hausse de 0,8 % en 2019.

Tableau 2 — Inflation dans le monde (en %)

	2016	2017	2018	2019	2020
États-Unis	1,3	2,1	2,4	1,8	1,2
Zone euro	0,2	1,5	1,8	1,2	-0,3
Allemagne	0,5	1,5	1,7	1,4	-0,5
France	0,2	1,0	1,9	1,1	0,5
Italie	-0,1	1,2	1,1	0,1	-0,2
Royaume-Uni	1,0	2,6	2,3	1,7	1,0
Japon	-0,1	0,5	1,0	0,8	-1,2
Chine	2,0	1,6	2,1	2,9	2,4
Russie	7,0	3,7	2,9	4,5	3,4
Brésil	8,7	3,4	3,7	3,7	3,2
Inde	4,9	2,5	4,9	7,7	5,6
Afrique du Sud	6,6	5,2	4,5	4,1	3,2

Source : Fonds Monétaire international

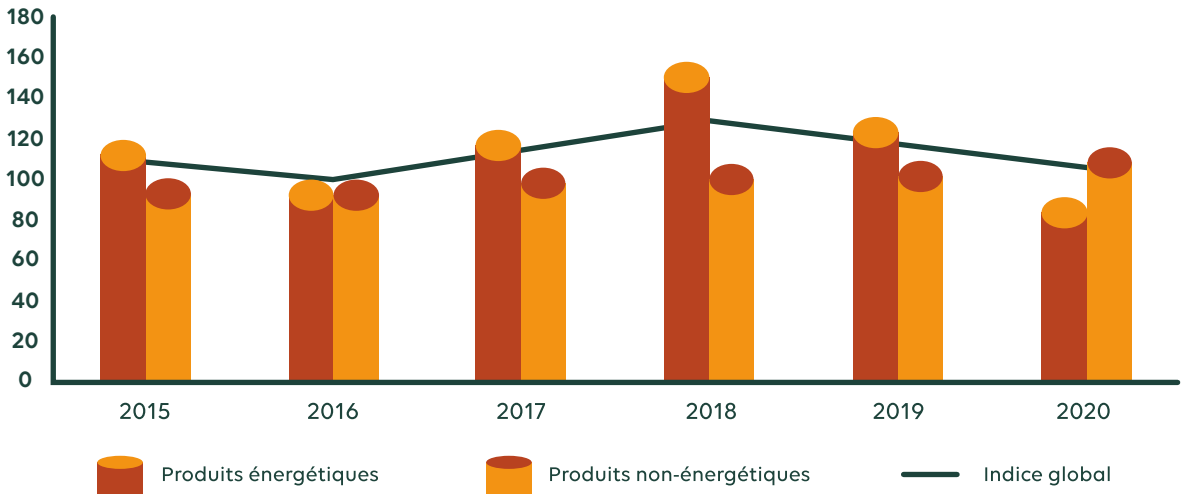
Dans les économies émergentes, l'inflation a été de 2,5 %, contre 2,9 % en 2019, en Chine. Cette hausse est due à l'augmentation des prix des produits alimentaires.

En Russie, les prix ont augmenté de 3,4% contre 4,5 % en 2019. Cette augmentation s'explique par la dépréciation du rouble par rapport à l'euro et l'augmentation des prix mondiaux des denrées alimentaires de base. Le taux d'inflation s'est situé à 5,6 % en Inde et à 3,2 % au Brésil.

1.2.2 Matières premières

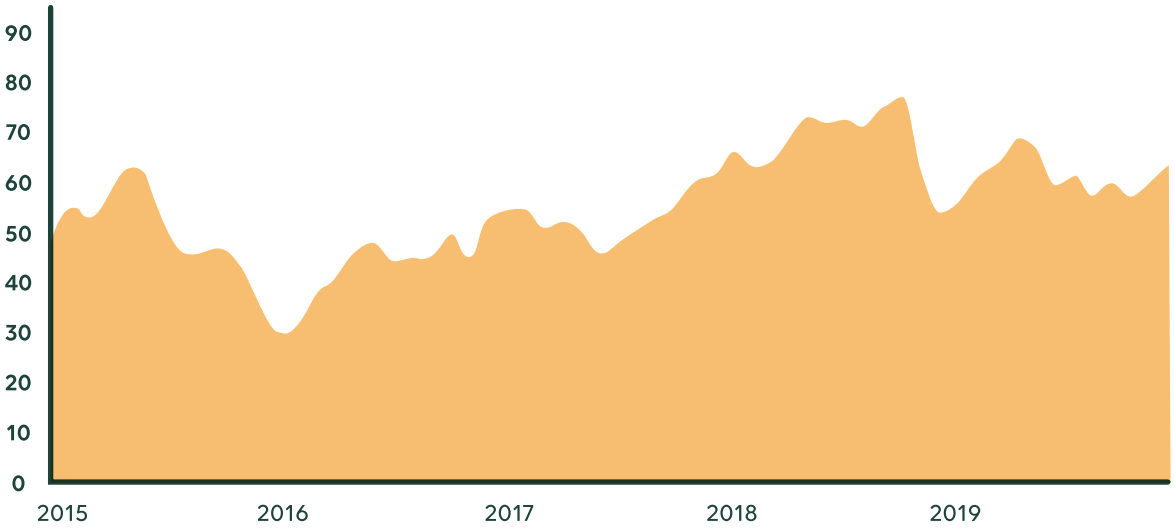
Le choc économique mondial dû à la pandémie de la COVID-19 a entraîné une baisse des prix de la plupart des produits de base en 2020. L'indice global des matières premières du Fonds Monétaire International s'est situé à 105,9 contre 117,6 en 2019, soit une baisse de 9,9 %. Cette baisse est due à la chute des prix des produits énergétiques dont l'indice a reculé de 29,9 % passant de 130,4 en 2019 à 91,4 en 2020, malgré une hausse des prix des produits non-énergétiques de 6,7 %.

Graphique 2 — Indices des matières premières



Source : Fonds Monétaire international

Graphique 3 — Évolution du cours du pétrole (en USD par baril)



Source : Fonds Monétaire International

Le marché des produits énergétiques a fortement été impacté par la crise économique de la COVID-19, suite au confinement et aux restrictions des voyages internationaux imposés pour limiter la propagation de la pandémie. Le cours du pétrole a ainsi chuté de 32,7 %, passant d'USD 61,4 le baril en 2019 à USD 41,3 en 2020. Les prix du gaz naturel et du charbon ont également baissé de 23,3 % et 17,1 %, respectivement, leurs cours respectifs se situant à USD 3,2 le m^3 et USD 63,6 la tonne.

La crise économique a profité aux matières premières non-énergétiques dont les prix se sont renchéris. Les prix des matières premières industrielles ont augmenté de 1,9 %, leur indice se situant à 128, contre 125,6 en 2019. Ils sont tirés par le prix des métaux précieux. Le cours du palladium est passé d'USD 251 en 2019 à USD 357,6 en 2020, soit une hausse de 42,5 %. Le cours de l'or, en augmentant de 27,2 %, s'est hissé à USD 141,8 l'once. Le prix de l'argent s'est situé à USD 120 la tonne, contre USD 94,7 en 2019, soit un accroissement de 26,7 %. Parmi les métaux, les cours du fer et de l'uranium se sont établis à USD 184,5 et USD 111,1 par tonne, respectivement, avec une augmentation respective de 15,4 % et 13,6 %.

Les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les mesures prises par le gouvernement pour restreindre les exportations ou stocker des produits de base par crainte de pénurie, ont profité aux cours des matières premières alimentaires qui ont augmenté. Les tonnes de cacao et de café se sont échangées à USD 2 348,3 et USD 117,6 respectivement. Les cours des produits céréaliers se sont accrus de 8,4 %, grâce notamment au cours du riz qui a augmenté de 20,5 % par rapport à 2019 pour s'établir à USD 477,8 la tonne. Le prix du blé a également augmenté de 13,6 %, le cours de la tonne passant d'USD 163,3 en 2019 à USD 185,5 en 2020.

Le prix du sucre s'est établi à USD 19,9 la tonne, contre USD 19,2 en 2019, soit un accroissement de 3,6 %. Le marché de la banane s'est bien porté, le cours se situant à USD 1217,2 la tonne, en hausse de 6,5 % par rapport à 2019. Le prix de l'huile de palme a augmenté de 27,1 % par rapport à 2019 pour se situer à USD 666,1 la tonne.

Tableau 3 — Prix de quelques produits de base (en USD par tonne)

	2016	2017	2018	2019	2020
Cacao	2 891,3	2 029,3	2 293,7	2 340,8	2 348,2
Café	129,4	128,3	112,8	108,7	117,6
Thé	287,4	362,2	298,3	268,3	253,9
Riz	388,3	399,1	403,1	396,5	477,8

Source : Fonds Monétaire International

1.3 — Politique monétaire et marchés financiers

Les difficultés économiques engendrées par la pandémie de la COVID-19 ont poussé les banques centrales à assouplir leurs politiques en abaissant les taux d'intérêt et en injectant des liquidités importantes. Ces mesures ont permis de stabiliser les marchés financiers.

1.3.1 Politique monétaire et marchés financiers

Les politiques mises en place dans les économies avancées et émergentes ont été accommodantes. Face à la faiblesse de la demande et de l'inflation, les banques centrales ont assoupli les conditions monétaires, en abaissant les taux d'intérêt.

La Réserve Fédérale Américaine a abaissé le taux des fonds fédéraux d'un total de 1,5 point de pourcentage depuis mars 2020, le ramenant à une fourchette de 0% à 0,25 %. La Banque Centrale Européenne a modifié ses taux directeurs dans le cadre du soutien à l'activité économique dans un contexte économique difficile pour la zone euro, entre la deuxième vague de la pandémie et les craintes sur les conséquences d'un Brexit sans accord. Ainsi, le taux de la facilité de dépôt a été fixé à -0,5 %, le taux de refinancement à zéro et le taux de la facilité de prêt marginal à 0,25 %. La Banque d'Angleterre abaisse son taux directeur de 0,25 % à 0,1 %. La Banque du Japon a maintenu son taux directeur à - 0,1 %, en vigueur depuis 2016.

La Banque Populaire de Chine a ajusté à la baisse son taux de facilité de prêt moyen terme à un an de 3,32 % à 3,15 %. La Banque Centrale de Russie a abaissé son taux directeur à 4,25 %. La Banque Centrale du Brésil a diminué son taux directeur à 2 %. En Inde, la Banque Centrale a réduit son taux directeur à 4 %.

1.3.2 Marché financier et des changes

Les mesures de politique économique mises en place par les gouvernements ont profité aux marchés financiers qui ont clôturé l'année 2020 en hausse, tandis que le marché des changes s'est caractérisé par une dépréciation du dollar par rapport aux principales devises internationales

Après une chute brutale en début d'année, suite à la mise en place des premières mesures de confinement, les indices boursiers mondiaux ont rapidement rebondi grâce aux mesures de soutien à l'activité économique et aux politiques accommodantes des banques centrales.

Les marchés américains ont été performants en 2020, les indices Dow Jones, Nasdaq et S&P 500 ayant enregistré des gains de 6 %, 43 % et 15 %, respectivement. En Europe en revanche, les bourses ont eu plus de mal à surmonter la crise. L'Euro Stoxx 50, qui regroupe des sociétés de la zone euro, a baissé de 4 %. L'indice FTSE 100 des principales actions cotées à Londres a chuté de 14,3 %, s'expliquant aussi par les incertitudes liées au Brexit. Le DAX allemand a terminé 2020 avec un gain de 3,5%, aidé par une forte demande pour les actions technologiques et de meilleures perspectives de croissance pour le principal partenaire commercial de la Chine. Le CAC 40 a affiché une baisse de 6%. En Italie, le FTSE MIB a baissé de 5,4 %, tandis qu'en Espagne l'IBEX a perdu plus de 15 %.

Le marché des changes est marqué par la dépréciation du dollar par rapport aux principales devises internationales, profitant à l'euro qui s'est plutôt apprécié. Ainsi, un euro s'est échangé à USD 1,2271, contre USD 1,1234 en 2019, soit une dépréciation du dollar de 9,2 %. Par rapport à la livre sterling et au yen japonais, l'euro s'est apprécié de 5,7 % et de 3,7 %, respectivement.

Tableau 4 — Taux de change du dollar par rapport à quelques devises internationales

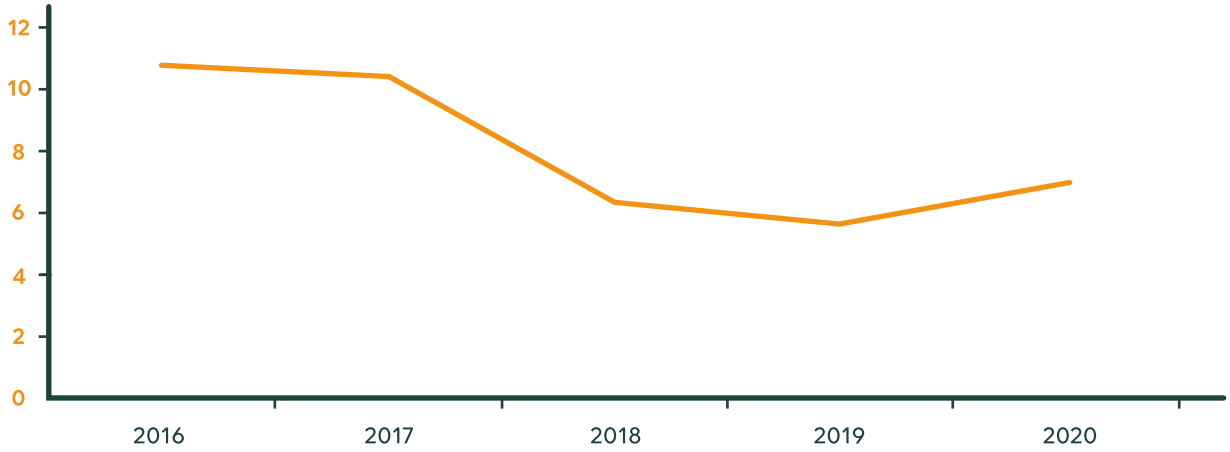
	2016	2017	2018	2019	2020
EUR	1,1	1,1	1,2	1,1	1,2
JNY	108,8	112,2	110,4	109,0	106,8
GBP	1,4	1,3	1,3	1,3	1,3
Chine	6,6	6,8	6,6	6,9	6,9
Inde	67,2	65,1	68,4	70,4	74,1
Brésil	3,3	3,3	3,9	4,0	5,2
Afrique du Sud	14,7	13,3	13,2	14,4	16,5
Tunisie	2,1	2,4	2,6	2,9	2,8
Maroc	9,8	9,7	9,4	9,6	9,5
Nigeria	253,5	305,8	306,1	306,9	358,8
XOF	592,6	580,7	555,4	585,9	575,6
Ghana	3,9	4,4	4,6	5,2	5,6
Cap Vert	99,7	97,8	93,4	98,5	96,8
Sierra Leone	6 290,3	7 384,4	7 931,6	9 010,2	9 829,9

Source : Fonds Monétaire International

2

Secteur réel

Graphique 4 — Évolution de la croissance du PIB (en %)



Source : Ministère du Plan et du Développement Economique

En 2020, l'activité économique a été résiliente, grâce à la mise en œuvre du PNDES et du Plan National de Riposte contre la pandémie de la COVID-19 dans un contexte difficile caractérisé par des mesures restrictives prises par le Gouvernement pour endiguer l'impact sanitaire et socio-économique de la crise.

2.1 — Production et prix

Pour une prévision initiale de 1,3 %, au début de la pandémie, le taux de croissance du PIB réel s'établit à 7 % en 2020 contre 5,6 % l'année précédente. Cette performance résulte de la résilience des secteurs des mines, de l'énergie et de la communication.

2.1.1 Secteur primaire

La croissance du secteur primaire se situe à 6,1 % en 2020, pour une prévision initiale de 3,1 %, contre 7,6 % en 2019, soit une décélération de 1,5 point de pourcentage. Cette décélération est due essentiellement au ralentissement des sous-secteurs agricole et de la pêche lié à l'impact de la pandémie de COVID-19.

Le taux de croissance des activités agricoles s'établit à 5,2 % en 2020 contre 7,1 % en 2019. Ce ralentissement est lié à l'impact de la pandémie qui a conduit à des difficultés d'approvisionnement en intrants agricoles, à la mise en chômage technique et à l'augmentation des coûts de production, due aux dépenses engendrées pour le respect des mesures barrières.

Le sous-secteur de la pêche s'accroit de 11,5 % pour une prévision initiale de 2,1 %, contre 12,3 % en 2019, en raison de la baisse des exportations de produits halieutiques suite aux mesures de restrictions imposées par les pays partenaires. Toutefois, le secteur a été plus résilient à cause de la mise en œuvre de la politique nationale de pêche et d'aquaculture.

Le taux de croissance du sous-secteur de l'élevage s'établit à 7,8 % contre 8,2 % en 2019. La résilience de ce sous-secteur résulte de la poursuite de la lutte contre les épizooties, du renforcement de l'approvisionnement en intrants et en équipements zootechniques, et de la poursuite de la distribution des géniteurs.

Le sous-secteur de la sylviculture décroit de 1,8 %, comme prévu initialement, contre un accroissement de 1,3 % en 2019. Cette baisse est en lien avec les mesures réglementaires prises contre la coupe abusive du bois par les exploitants non agréés.

2.1.2 Secteur secondaire

Pour une prévision initiale de 2,1 %, le taux de croissance du secteur secondaire se situe à 21,5 % contre 7,6 % en 2019. Cette croissance résulte essentiellement du dynamisme du secteur minier, de l'accélération des activités de construction, et de l'amélioration la production énergétique.

Le sous-secteur des activités extractives est resté vigoureux en 2020, malgré la pandémie de la COVID-19. En effet, pour une prévision initiale de 2,8 %, il s'accroit de 34,7 % contre 9 % l'année précédente. Cette évolution résulte essentiellement de l'augmentation de la production de bauxite et d'or grâce à l'extension des infrastructures de production et l'entrée en production de Chalco Guinea Compagny et de l'Alliance Guinéenne de Bauxite, d'Alumine et d'Aluminium (AGB2A). La production de bauxite est passée de 70,2 millions de tonnes en 2019 à 87,8 millions tonnes en 2020, soit une hausse de 25 %. Les exportations s'établissent à 82,4 millions de tonnes en 2020 contre 66,3 mil-

lions l'année précédente, soit une augmentation de 24,3 %. La production d'or, dominée par l'exploitation artisanale, a plus que doublé en passant de 1 420 153 onces en 2019 à 3 553 494 onces en 2020, soit une augmentation de 150,2 %.

Pour une prévision initiale de 2,4 %, la croissance du sous-secteur de la construction augmente de 8,3 %, contre une hausse de 3,9 % en 2019, grâce à la construction d'infrastructures routières, socioéconomiques et énergétiques.

La production de l'industrie alimentaire s'accroit de 2,9 %, contre 6,8 % l'année passée. Ce ralentissement est dû à l'impact de la pandémie qui a contraint les industries au travail à temps partiel, avec un personnel réduit.

Les activités de production d'eau et de gaz s'accroissent de 36,4 %, contre 9,1 % en 2019, pour une prévision initiale de 4,2 %. Cette augmentation est tirée par la production d'électricité à travers le lancement de la centrale thermique de la Tannerie d'une capacité de 50 mégawatts et de la centrale thermique flottante d'une capacité de 120 mégawatts.

La croissance des activités manufacturières est de 2,2 %, pour une prévision initiale de -0,1 %, contre 4,1 % l'année précédente. Cette situation s'explique par les mesures d'accompagnement prises par e Gouvernement pour protéger les entreprises contre les effets négatifs de la COVID-19.

2.1.3 Secteur tertiaire

Les activités du secteur tertiaire enregistrent une baisse de 2,3 %, contre une hausse de 5,1 % en 2019. Cette décélération résulte de l'atonie des activités du commerce, du transport et de l'hôtellerie consécutive aux mesures restrictives prises par le Gouvernement pour endiguer la propagation de la maladie du coronavirus.

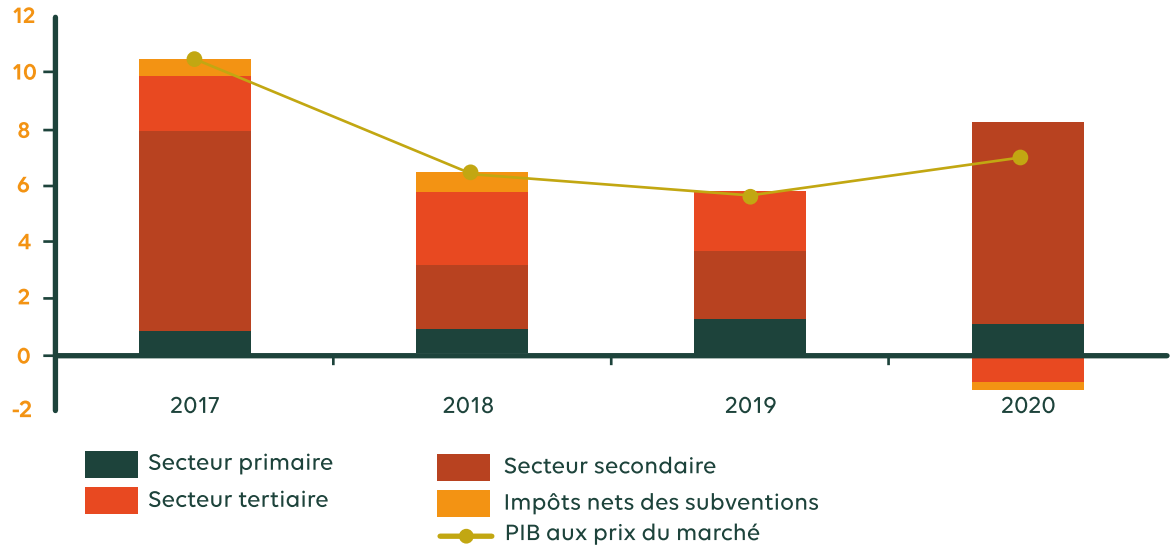
Les activités du sous-secteur du transport se contractent de 1,9 %, contre une croissance de 4,6 % en 2019, en raison de la suspension des vols, de la restriction des voyages, et de la fermeture des frontières dans le cadre des mesures contre la pandémie de COVID-19.

Les activités d'hôtellerie baissent de 6,4 %, contre une augmentation de 4,2 % en 2019, en raison de la baisse de la clientèle, suite à la restriction des mouvements induite par la pandémie.

Quant au sous-secteur des télécommunications, il est resté très résilient malgré la crise. Pour une prévision initiale de 10,6 %, il croit de 16,8 % contre 4,6 % en 2019. Cette performance s'explique par le recours massif à la téléphonie, à l'internet et au mobile banking durant la période de confinement.

Les activités dans le sous-secteur du commerce se sont contractées de 10,8 % en 2020, contre une croissance de 5,4 % atteint en 2019, résultant des difficultés d'approvisionnement des marchés en marchandises, suite à la fermeture des frontières.

Graphique 5 — Évolution de la contribution par secteur dans la croissance du PIB réel (en %)



Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

2.2 — Analyse de la croissance du coté de la demande

L'évolution de la croissance du PIB réel en 2020 est tirée en partie par les exportations et dans une moindre mesure par les investissements.

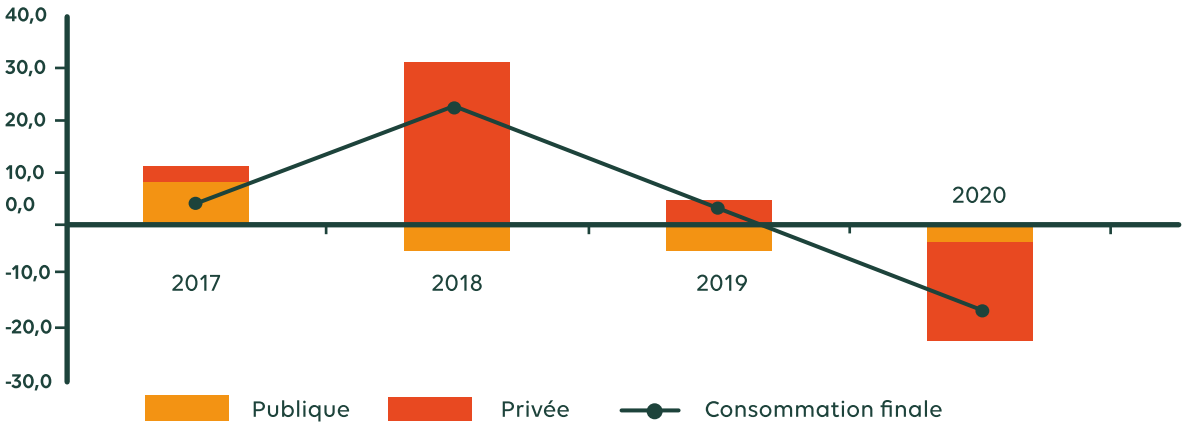
2.2.1 Consommation finale

Les dépenses de consommation finale baissent de 16,3 % contre une hausse de 2,9 % en 2019. Cette contraction résulte de la diminution des consommations publique (- 3 %) et privée (-19,2 %). La baisse de la consommation privée est liée à la mise en application des mesures sanitaires qui a conduit à une réduction des revenus des ménages, à la rareté de certains produits sur le marché, à l'augmentation des prix à la consommation et aux difficultés de transport.

2.2.2 Investissements

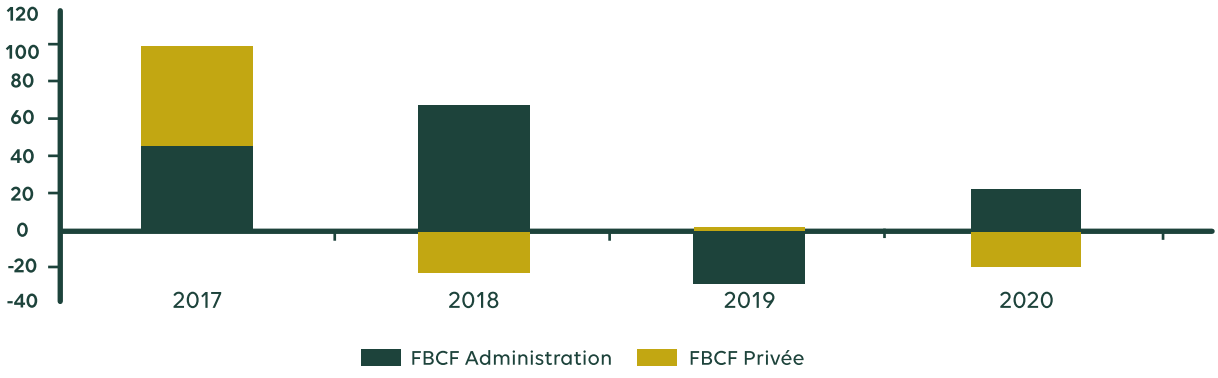
Les investissements augmentent légèrement de 0,3 % contre une baisse de 14,8 % en 2019, en lien avec la hausse des investissements de l'administration publique dans le cadre de la poursuite des travaux de réalisation des infrastructures routières et énergétiques. Les investissements du secteur privé enregistrent, quant à eux, une baisse de 18,8 % contre une croissance de 2,1 % en 2019, en lien avec les effets négatifs de la pandémie sur les ménages et les entreprises. Le taux d'investissement s'établit à 18,5 %, contre 21,3 % en 2019. Les taux d'investissement des administrations publiques et du secteur privé se situent respectivement à 10,6 % et 7,8 % contre 10,1 % et 11,2 % en 2019.

Graphique 6 — Évolution de la consommation finale (en %)



Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

Graphique 7 — Évolution du taux de croissance des investissements (en %)



Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

2.3 — Inflation

Le taux d'inflation en glissement annuel s'établit à 10,6 % en décembre 2020 contre 9,1 % un an auparavant. Ce niveau d'inflation est essentiellement dû par l'évolution des prix des produits alimentaires et des transports.

En moyenne, ces composantes du panier contribuent respectivement à 35,6 % et 22 % à la hausse générale des prix. En moyenne annuelle, la variation du niveau général des prix se situe à 10,6 % en décembre 2019 contre 9,5 % en décembre de l'année précédente.

L'inflation sous-jacente s'établit à 10,1 % en décembre 2020 contre 4 % un an auparavant. Ce niveau reflète principalement l'augmentation des prix du transport, du sous-groupe « sel et épices », et des équipements ménagers.

2.3.1 Composantes de l'indice des prix à la consommation

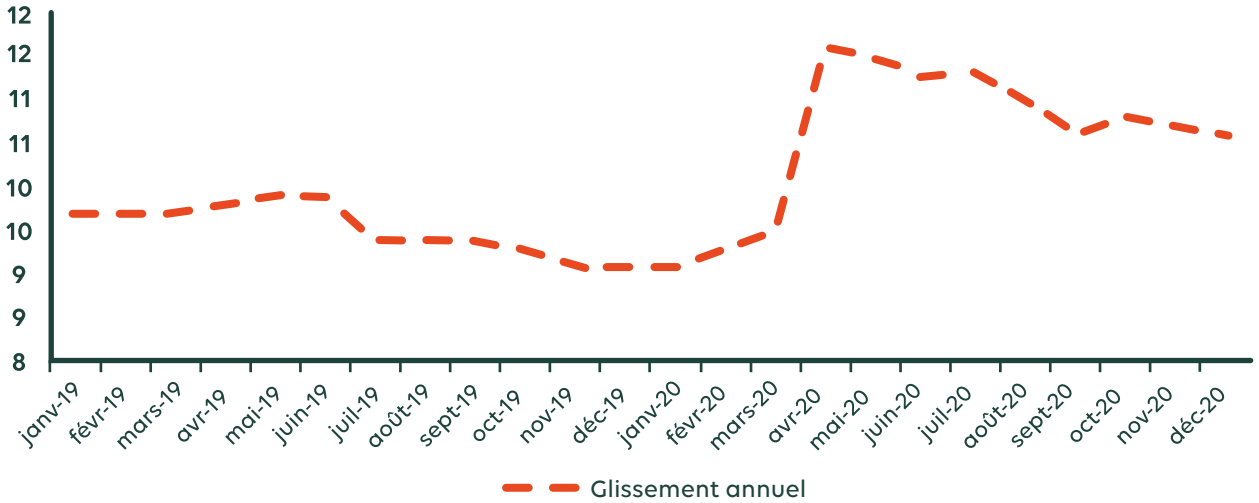
Les prix des produits alimentaires augmentent, en glissement annuel, de 12,2 % en décembre 2020, reflétant la hausse des prix des sous-groupes « sel et épices », « viande », « poisson » et « légumes autres que pommes de terre et tubercules ».

Les prix de la composantes transport augmentent, en glissement annuel, de 25,4 %, en raison des mesures sanitaires de distanciation appliquées aux moyens de déplacement pour limiter la propagation du virus.

La hausse des coûts du transport maritime résultant de la pandémie de la COVID-19, la faible capacité de stockage et de conservation, ainsi que la mauvaise qualité des infrastructures de transport ont contribué à accélérer la hausse des prix des produits locaux. En effet, l'indice des prix des produits locaux progresse de 13,1 % en décembre 2020 contre seulement 3,2 % pour l'indice des produits importés.

En glissement annuel, l'indice des produits du secteur tertiaire progresse de 16,9 % en décembre 2020 tandis que les indices des prix des produits des secteurs primaire et secondaire augmentent respectivement 10,9 % et 9,1 %.

Graphique 8 — Inflation en glissement annuel (%)



Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

Tableau 5 — Variation en glissement annuel des composantes de l'indice des prix (en %)

Groupes de produits	Déc-15	Déc-16	Déc-17	Déc-18	Déc-19	Déc-20
Alimentation	9,3	12,6	14,2	12,3	11,6	12,2
Pain et céréales	*1,4*	*6,4*	*5,6*	*10,6*	*1,8*	*9*
Viande	*1,8*	*9,0*	*10,8*	*9,4*	*-1,7*	*23,8*
Poissons	*16,3*	*21,6*	*18,8*	*17,5*	*6,6*	*13,6*
Lait, fromage et œuf	*3,7*	*5,6*	*2,7*	*11,6*	*4,8*	*10,4*
Huiles et Graisses	*8,9*	*5,8*	*10,5*	*-1,0*	*5,1*	*4,3*
Légumes autres que pomme de terre et tubercule	*13,4*	*13,7*	*20,5*	*13,1*	*14,7*	*11,8*
Sel, épices, et produits alimentaires	*7,6*	*9,2*	*16,0*	*32,4*	*87,8*	*27,7*
Habillement et chaussures	5,7	3,7	1,1	4,1	7,4	1,3
Ameublement/ Equipement ménager	5,9	3,5	2,7	3,6	4,6	8,2
Transport	19,6	-16,6	0,0	13,3	0,8	25,4
Logement / Electricité / Eau Gaz	8,2	4,9	4,3	5,1	11,7	4,3
Santé	6,3	5,4	4,8	2,4	2,7	3,7
Loisir / spectacle / culture	5,8	1,3	2,1	3,9	2,5	1,8
Enseignement	3,3	3,1	1,6	2,8	0,1	-0,1
Hôtels café restaurants	0,9	1,4	-0,3	2,8	1,7	3,2
Autres biens et services	2,2	0,8	0,1	16,4	2,1	0,1

Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

2.3.2 Évolution des prix des produits de première nécessité

Les prix des produits de première nécessité, dont le pain, la viande de bœuf, la pomme de terre, l'oignon, la feuille de patate, la farine de maïs et le gombo, augmentent globalement au cours de l'année 2020, en raison des mesures de restriction pour endiguer la crise sanitaire et la dégradation des infrastructures routières.

Le prix du litre de carburant à la pompe est passé de GNF 10 000 à GNF 9 000 en avril 2020.

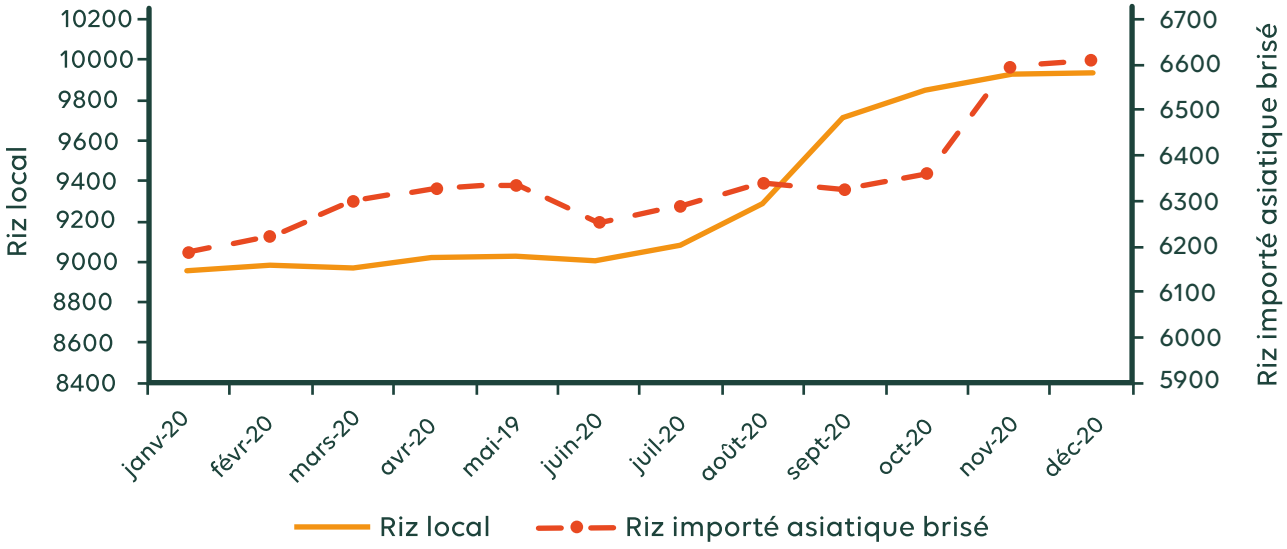
De façon générale, les prix administrés tels que ceux de l'eau et de l'électricité ne varient pas considérablement. Les prix unitaires de la première tranche d'eau (m^3) à la Société des Eaux de Guinée et des différentes tranches de l'électricité à la Société Electricité de Guinée sont restés stables au cours de l'année.

Le prix du riz local augmente de 7,1 % en glissement annuel pour s'établir à GNF 9 936 le kilogramme en décembre 2020 contre GNF 9276 une année auparavant. Cette augmentation résulte des impacts négatifs de la pandémie sur le transport interurbain et l'état dégradé des infrastructures routières.

Le prix du riz importé « asiatique brisé » s'accroit également de 7 % en glissement annuel pour s'établir à GNF 6 611 en décembre 2020, en raison de l'impact des mesures de confinement prises dans les pays d'origine.

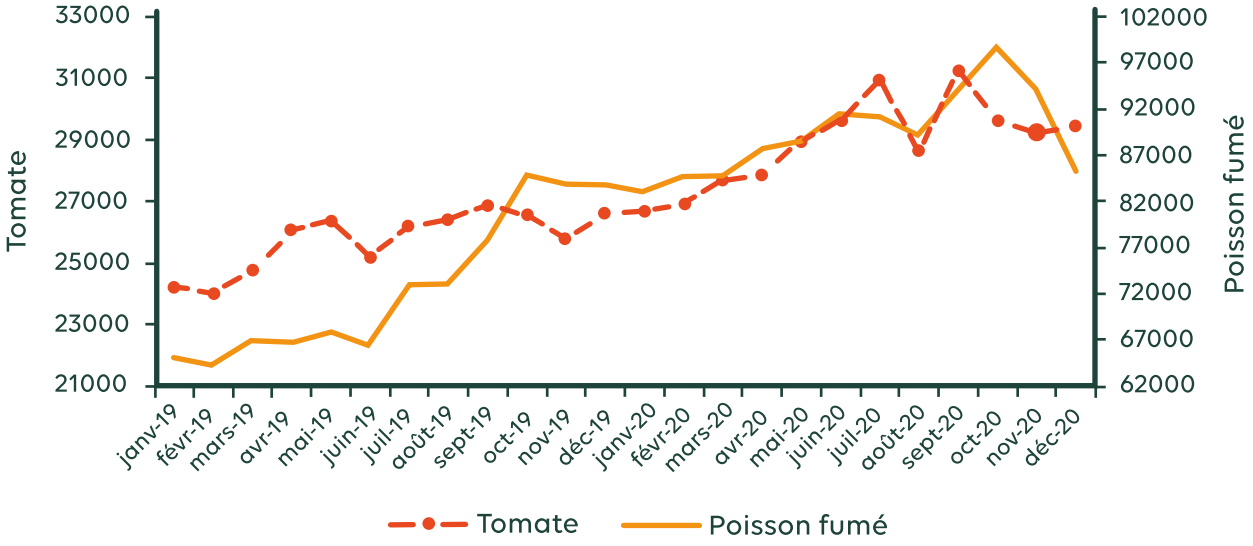
Les prix du poisson fumé et de la tomate gardent une tendance à la hausse au cours de l'année, avec des taux de 1,7 % et 10,6 %, respectivement.

Graphique 9 — Évolution du prix du riz local et du riz importé en 2020



Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

Graphique 10 — Évolution du prix de la tomate et du poisson fumé en 2020



Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

3

Opérations financières de l'État

L'exécution budgétaire en 2020 est réalisée dans le contexte de la crise sanitaire liée à la pandémie de coronavirus qui a entrainé une dégradation des soldes budgétaires ainsi qu'une hausse du taux d'endettement public.

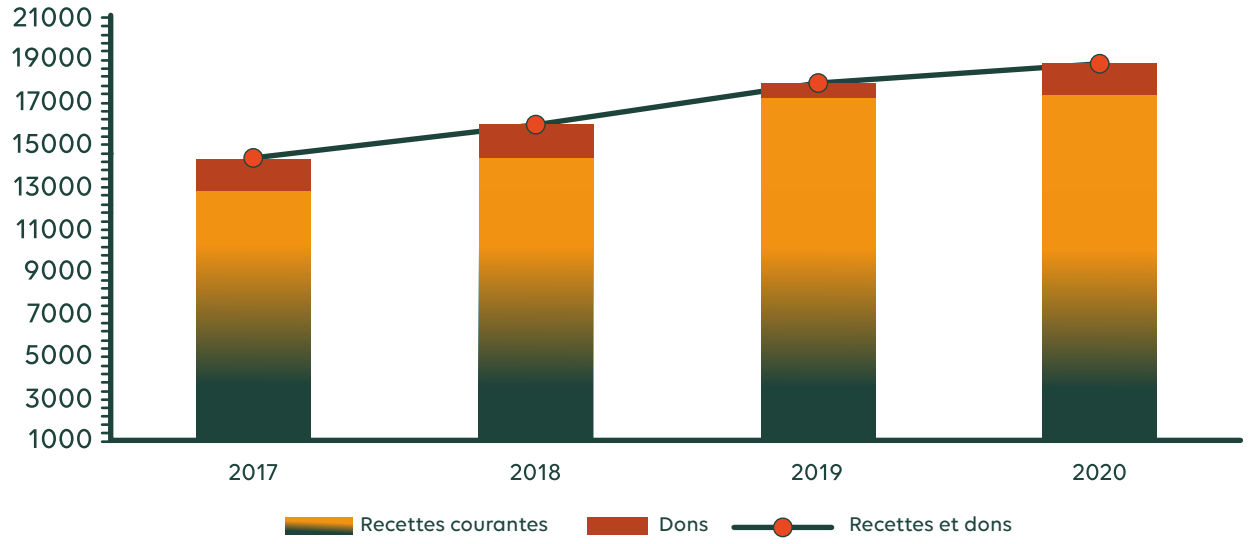
3.1 — Recettes et dons

Les recettes et dons mobilisés en 2020 se situent à GNF 18 817,5 milliards, soit une hausse de 5,1 % par rapport à 2019. Cette augmentation est portée par une mobilisation plus accrue des dons, et dans une moindre mesure, des recettes courantes.

Les recettes courantes s'établissent à GNF 17 320,7 milliards contre GNF 17 305,9 milliards en 2019, soit un accroissement de 0,1 %, dû principalement à la hausse des recettes non minières de 0,6 %, contenue par la baisse des recettes minières de 3,3 %.

Les recettes non minières se situent à GNF 15 026,6 milliards, contre GNF 14 932,6 milliards en 2019, en raison notamment de l'augmentation des contributions directes et des impôts sur les biens et services. Les contributions directes enregistrent une hausse de 14,6 % par rapport à 2019 pour atteindre GNF 2 936,1 milliards. Les impôts sur biens et services augmentent de 8,6 %, par rapport à 2019 pour se situer à GNF 8 236,6 milliards. Ils sont tirés par les taxes sur biens et services non miniers, qui passent de GNF 6 956,4 milliards en 2019 à GNF 7 663,1 milliards en 2020, soit un accroissement 6,6 %, résultant de l'amélioration des taxes sur les produits pétroliers de 99,4 %. Par contre, les impôts sur le patrimoine, en se situant GNF 28,2 milliards, baissent de 2,3 % par rapport l'année précédente. La taxe unique sur les véhicules n'a pas été mobilisée en 2020 en raison des mesures d'accompagnement mises en place par le gouvernement contre la COVID- 19. Les autres recettes fiscales, en se situant à GNF 363,3 milliards, ont baissé de 1,2 % par rapport à 2019.

Graphique 11 — Évolution des recettes et dons (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

De même, les recettes sur le commerce international s'établissent à GNF 3120,53 contre GNF 3 349,4 milliards en 2019, soit une contraction de 6,8 %, imputable aux mesures de riposte contre la COVID-19 (notamment la fermeture des frontières) qui ont engendré la baisse de 5,7 % des impôts sur les transactions internationales.Les recettes minières qui représentent près de 13,2 % des recettes totales, sont passées de GNF 2 373,3 milliards en 2019 à GNF 2 294,1 milliards en 2020, soit une baisse de 3,3 %, en lien avec la contraction des taxes sur les produits miniers de 48,1 %, des impôts sur les sociétés minières de 9,3 % et des revenus de la propriété de 48,9 %, qui se situent respectivement à GNF 165,5 milliards, GNF 1 765,1 milliards et GNF 56 milliards.

En raison de la pandémie, les dons se chiffrent à GNF 1 496,8 milliards, en hausse de 152,4 % par rapport à 2019. Cette hausse est due à celle des dons non affectés qui s'établit à GNF 991,6 milliards, contre son niveau de GNF 216,2 milliards atteint en 2019. Les dons affectés enregistrent une augmentation de 34,1 %, par rapport à 2019 pour se fixer à GNF 505,3 milliards.

3.2 — Dépenses

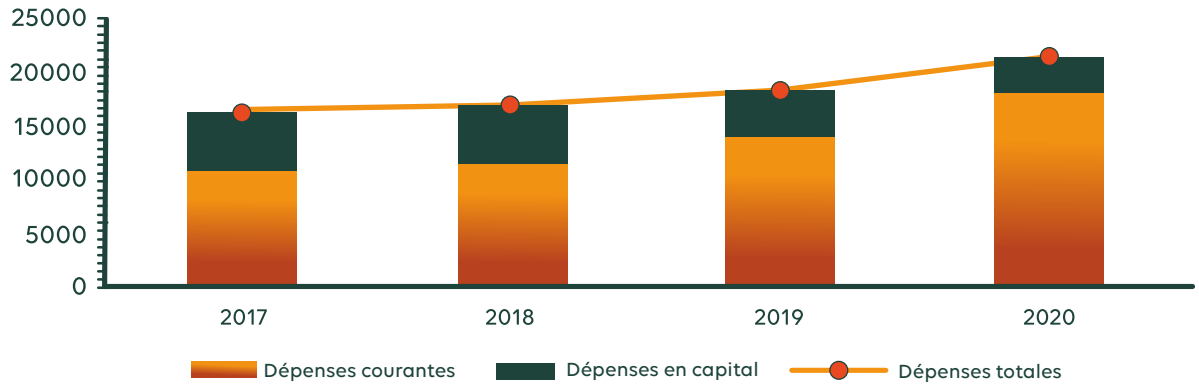
Les dépenses publiques, en s'établissant à GNF 21 619,22 milliards, s'accroissent de 16,9 % par rapport à 2019, sous l'effet des dépenses courantes.

Tableau 6 — Évolution des recettes courantes (en milliards de GNF)

Recettes	2017	2018	2019	2020
Secteur minier	2 031,5	2 836,2	2 373,3	2 294,1
Secteur non minier	10 870,4	11 586,6	14 932,6	15 026,6
Contributions directes	2 347,3	2 345,6	2 562,6	2 936,1
Biens et Services	5 434,1	5 861,2	7 583,3	8 236,6
Dont TSPP	479,6	343,9	890,1	1 633,1
Commerce International	2 630,2	2 566,4	3 349,4	3 120,5

Source : Ministère du Budget

Graphique 12 — Évolution des dépenses publiques (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Encadré 1
Mesures budgétaires de riposte du Gouvernement Guinée

À l'apparition de la pandémie de la COVID-19 dans le monde et en particulier en Guinée, le gouvernement guinéen à travers son Premier Ministre, Dr Ibrahima Kasserie FOFANA, a mis en place un plan de riposte et des moyens financiers pour assurer la stabilité macroéconomique, et préserver ainsi les acquis des dernières années. Le coût global de ce plan de riposte économique est de plus de 3 000 milliards de francs guinéens. Ce plan de riposte économique comporte 30 mesures spécifiques, regroupées autour de trois axes ou composantes, à savoir : les composante sanitaire, sociale et appui au secteur privé.

Composante sanitaire

Cette composante concerne l'amélioration de la prévention et des conditions de prise en charges des personnes atteintes par le Virus de la Covid-19. Le coût total de cette composante est de GNF 1 125 milliards, et vise les objectifs suivants :

• le renforcement du dispositif de surveillance et de prise en charge à Conakry et aux trente-quatre (34) postes frontières identifiés et jugés comme étant les plus sensibles ;

• le renforcement des infrastructures et du système national de santé.

Composante Sociale

Elle vise à apporter une aide appropriée aux populations, en particulier les plus démunies. Elle comporte le plan de l'Agence Nationale de l'Inclusion Economique et Social (ANIES) et des mesures sociales complémentaire.
A ce titre, l'ANIES est chargée de lancer la politique sociale du Gouvernement à travers la mise en œuvre d'un plan d'urgence sanitaire d'un montant de GNF 439 milliards. Ce budget est destiné notamment, à la réalisation d'une campagne de sensibilisation et de distribution de kits de protection, la réalisation de travaux à haute intensité de main d'œuvre, et la réalisation de transferts monétaire pour 240 000 ménages vulnérable visé soit 1,6 millions de guinéens.

En ce qui concerne les mesures sociales complémentaires, l'Etat a pris les engagements suivants :

• prise en charge pour trois mois les factures des abonnés au tarif social de l'électricité à compter de ce mois d'avril 2020, pour un coût de 456 milliards de francs guinéens ;

• prise en charge pour trois mois les factures des abonnés au tarif social de l'eau à compter de ce mois d'avril, pour un coût de 24 milliards de francs guinéens ;

• les échéances de paiement des factures d'eau et d'électricité pour l'ensemble des autres abonnés
non commerciaux seront décalées de trois mois ;

• les prix des produits de santé (c'est-à-dire produits pharmaceutiques et équipements de santé) et des denrées de première nécessité sont gelés sur la période de la pandémie ;

• les loyers sur les bâtiments publics sont bloqués d'avril à décembre 2020 ;

• les transports publics en bus sont rendus gratuits pour trois mois à partir de ce mois d'avril, ce qui représente un effort de l'État à hauteur de 6 milliards de francs guinéens ;

• le transport public par voie ferroviaire (Conakry Express) est également rendu gratuit pour trois mois à compter de ce mois d'avril 2020, soit un coût pour l'État de 2 milliards de francs guinéens.

Composante appui au secteur privé

Elle vise à apporter un appui significatif au secteur privé notamment les secteurs les plus affectés par la pandémie (tourisme, hôtellerie et artisanat), à travers entre autres, le report (pour trois mois) de l'ensemble des charges fiscales et sociales des entreprises du secteur du tourisme et de l'hôtellerie, le paiement sans délai des arriérés dus par l'Etat aux secteurs du tourisme et de l'hôtellerie, le report pour trois mois du paiement des factures d'eau et d'électricité pour les entreprises du tourisme et de l'hôtellerie, la renonciation pour trois mois à la TVA sur les factures d'eau et d'électricité des entreprises du secteur du tourisme et de l'hôtellerie ; le report des échéances de remboursement des prêts bancaires au secteur du tourisme de trois mois sans coût financier pour les entreprises ; la réduction du délai de remboursement des crédits de TVA aux entreprises, la création d'un fonds de garantie des prêts bancaires aux PME avec une dotation de GNF 50 milliards, etc.

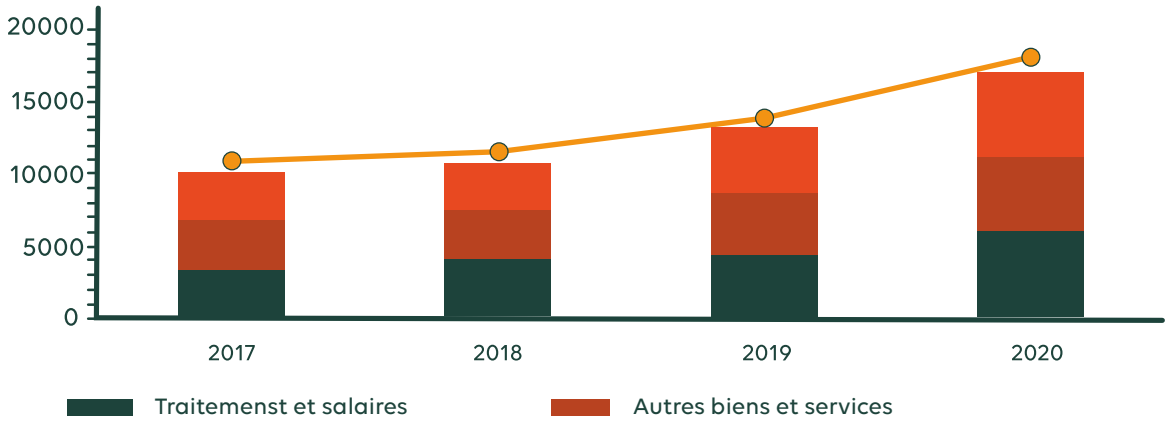
En hausse de 30,8 % par rapport à 2019, les dépenses courantes se situent à GNF 18 086,5 milliards. Elles sont tirées en 2020 par l'accroissement de toutes ses composantes. En effet, les dépenses au titre du traitement et salaire sont passées de GNF 4 430,10 milliards en 2019 à GNF 6 086,6 milliards en 2020, soit une augmentation de 37,4 % portée par l'augmentation des rémunérations des fonctionnaires (32,4 %), des militaires (24,6 %), du personnel des Ambassades (103,4 %) et des contractuelles temporaires (116,9 %).

Les dépenses pour autres biens et services s'établissent à GNF 5 033 milliards, en hausse de 18,3 % par rapport à 2019, en raison du soutien accordé par l'Etat aux couches sociales vulnérables pendant cette période de crise sanitaire.

Les subventions et transferts connaissent une hausse de 30,7 %, passant de GNF 4 569,6 milliards en 2019 à GNF 5 953,3 milliards en 2020. Cette hausse provient principalement de l'augmentation des subventions accordées par l'Etat à la Société Electricité de Guinée, qui passent de GNF 2 157 milliards en 2019 à GNF 2 921 milliards en 2020. La hausse de ces subventions est en partie due à la gratuité de la consommation d'électricité aux ménages pendant cette période de crise sanitaire.

Les intérêts sur la dette augmentent de 75,6 % par rapport à 2019 pour se situer à GNF 1 013,7 milliards. Cette augmentation provient de l'accroissement des intérêts sur la dette intérieure qui passent de GNF 390,6 milliards en 2019 à GNF 787,3 milliards en 2020. Les intérêts sur la dette extérieure atteignent GNF 225,8 milliards, soit une augmentation de 21,1 % par rapport à 2019.

Graphique 13 — Évolution de la structure des dépenses courantes (en milliards de GNF)



Source : Ministère du Budget

Tableau 7 — Évolution des intérêts dus (en milliards de GNF)

	2017	2018	2019	2020
Intérêts dus	756,3	878,9	577,1	1 013,7
Intérêts dette extérieure	*189,8*	*321,8*	*186,5*	*225,8*
Intérêts dette intérieure	*566,6*	*557,1*	*390,6*	*787,8*

Source : Ministère du Budget

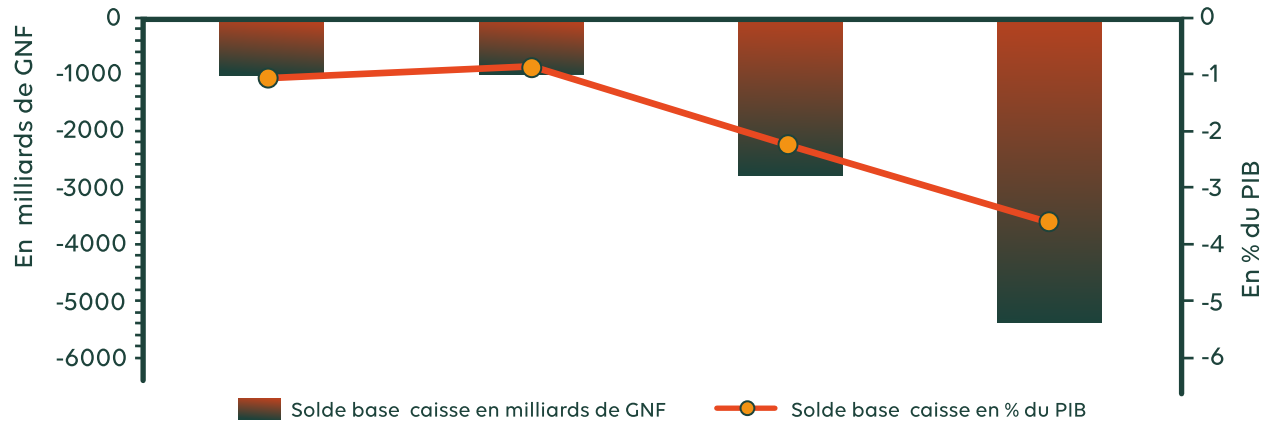
3.3 — Solde budgétaire et financement

La forte croissance des dépenses publiques par rapport aux recettes s'est traduite par une dégradation des soldes budgétaires en 2020. En effet, le solde budgétaire (base engagement dons inclus) est ressorti déficitaire de GNF 2 801,7 milliards (2,4 % du PIB), contre un déficit de GNF 594,6 milliards (0,6 % du PIB) en 2019. Le solde budgétaire (hors dons) est déficitaire de GNF 4 298,5 milliards (3,72 % du PIB), contre GNF 1 187,7 milliards.

Le solde budgétaire primaire est également déficitaire de GNF 1 221,5 milliards (1,1 % du PIB) contre un excédent de GNF 1 170,7 milliards (1,1 % du PIB) en 2019. Le déficit du solde budgétaire (base caisse) se dégrade aussi, en passant de GNF 2807 milliards (2,7 % du PIB) en 2019 à GNF 5 373,7 milliards (4,7 % du PIB) en 2020.

Le financement du déficit budgétaire a été assuré par un financement extérieur net de GNF 2 972 milliards, et intérieur net de GNF 2 401,7 milliards. Le financement intérieur est assuré par le secteur bancaire à hauteur de GNF 4 331,3 milliards, soit GNF 1 699,1 milliards de la Banque Centrale, et GNF 2 632,2 milliards des banques primaires. Par contre, l'Etat se désendette vis-à-vis du système non bancaire de GNF 1 929,5 milliards en 2020, à travers le remboursement de la dette contractée auprès des agents résidents non bancaires.

Graphique 14 — Évolution du solde budgétaire base caisse (en milliards de GNF) et en % du PIB



Source : Ministère du Budget

Tableau 8 — Évolution des financements du déficit budgétaire (en milliards de GNF)

	2017	2018	2019	2020
FINANCEMENT	**994,9**	**914,6**	**2 807,0**	**5 916,2**
Financement extérieur net	834,8	2 196,8	2 148,0	2 972,0
Financement intérieur net	160,1	-1 282,2	659,0	2401,7
Système bancaire	1 299,6	-310,0	1 787,3	4 331,3
BCRG	*736,2*	*-1 373,9*	*414,5*	*1 699,1*
Banques primaires	*847,2*	*1 063,9*	*1 372,8*	*2 632,2*
Système non bancaire	-1 139,5	-972,2	-1 128,3	-1 929,5

Source : Ministère du Budget

3.4 — Dette publique

Le contexte de la situation sanitaire, combiné avec la dégradation du déficit budgétaire, a engendré une augmentation de l'endettement public de 27,4 % par rapport à 2019 pour se situer à USD 6 394 millions (43,3 % du PIB) en 2020, en dessous de la norme de la CEDEAO fixée à 70 % du PIB. Cette évolution de l'encours de la dette publique est tirée par une hausse aussi bien de la dette extérieure que de la dette intérieure.

3.4.1 Dette publique extérieure

La dette extérieure qui représente près de 59,4 % de la dette totale, est passée d'USD 2 630 millions à fin décembre 2019 à USD 3 800 millions, soit une hausse de 45 %. Cette progression est tributaire de l'augmentation de la dette tant multilatérale que bilatérale, respectivement de 30 % et de 52,6 %. De même, la dette commerciale, marginale dans la dette extérieure, s'établit à USD 262 millions, contre USD 104 millions en 2019, soit une progression d'USD 158 millions.

L'examen de la structure de la dette extérieure montre une prédominance des créanciers bilatéraux avec une part de 47,5 %, suivis des créanciers multilatéraux (45,7 %). La dette multilatérale augmente de 30 % par rapport à fin 2019 pour se situer à USD 1 736 millions. Elle est détenue essentiellement par la Banque Mondiale (33 %), le FMI (30 %). Le reste est détenu par la Banque Islamique de Développement (BID), la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Européenne d'Investissement (BEI). La dette bilatérale, quant à elle, se situe à USD 1 801 millions contre USD 1 180 millions en 2019, soit une progression de 52,6 %. Elle est composée de 98 % de créanciers bilatéraux (hors Club de Paris) et de 2 % de créanciers bilatéraux (Club de paris). La Chine occupe la première place au niveau des créanciers bilatéraux (hors Club de Paris) avec une part de 73 %, 34 % de la dette extérieure et 20 % de la dette publique, en raison de son intervention dans le financement des projets énergétiques et routiers ces dernières décennies, notamment le projet de construction du barrage de Souapiti.

Tableau 9 — Évolution de la dette extérieure (en millions d'USD)

Composantes de la dette extérieure	2017	2018	2019	2020
Encours de la dette	2014	2279	2620	3800
A. SOURCE				
Bilatérale	1083	1102	1180	1801
Bilatéraux CDP	31	29	33	41
Bilatéraux hors CDP	1052	1073	1147	1760
Angola	141	127	117	113
Chine	600	630	650	1277
Prêt Souapiti	0	0	0	575
Multilatérale	827,3	1 116,1	1 336,8	1 737,4
Banque Mondiale	240	340	467	575
FMI	277	322	338	520
BAD	122	136	173	208
BID	113	184	195	217
BEI	0	20	38	73
Créanciers Commerciaux	62	61	104	262
B. ÉCHEANCE				
Long terme	2 014	2 279	2 620	3 800

Source : Ministère de l'Économie et des Finances

3.4.2 Dette publique intérieure

La dette intérieure augmente de 15 % par rapport à fin décembre 2019 pour s'établir à GNF 25 904,1 milliards, en raison de la hausse simultanée de la souscription aux Bons du Trésor, des emprunts obligataires à 3 ans et des avances de la Banque Centrale. L'encours des Bons du Trésors est passé de GNF 4 860,2 milliards en 2019 à GNF 7 222,8 milliards, en raison de la souscription des Bons du Trésor des maturités de 91 jours et 364 jours dont les encours augmentent respectivement de 47,4 % et 36,7 %. Les Emprunts obligataires à 3 ans augmentent de 38,8 % pour se situer à GNF 2 807,9 milliards. Cet accroissement s'explique par le besoin pressant de financement des infrastructures de base.

De même, les avances de la BCRG ont atteint GNF 3 156,8 milliards en 2020, contre GNF 1 287,9 milliards l'année précédente, soit une hausse de GNF 1 868,9 milliards, en raison du besoin croissant de trésorerie de l'Etat pendant cette période de crise sanitaire.

Tableau 10 — Structure de la dette intérieure (en milliards de GNF)

	2017	2018	2019	2020
Dette intérieure	**20 228,3**	**20 549,8**	**22 533,8**	**25 904,1**
Bons du trésors	3071,2	4269,9	4860,2	7222,8
Emprunts obligataires 3 ans	684,5	417,9	1504,1	2087,9
Dette titrisée	729,5	1453,6	1823,8	2557,4
BCRG (avances à court terme)	1 269,9	-72,7	1 287,9	3 156,8
Recapitalisation dette BCRG	10 591,5	10 556,5	10 547,7	10 269,7
Autres (crédits TVA)	3881,7	3924,6	2510,0	579,4

Source : Ministère de l'Économie et des Finances

4

Monnaie, crédit et change

En raison du dynamisme de ses contreparties, la masse monétaire s'accroît de 23 % par rapport à fin 2019, pour se situer à GNF 37 420,7 milliards à fin 2020.

4.1 — Contreparties de la masse monétaire

L'expansion de la masse monétaire en 2020 est liée simultanément à la reconstitution des avoirs extérieurs nets, et à l'augmentation des avoirs intérieurs nets.

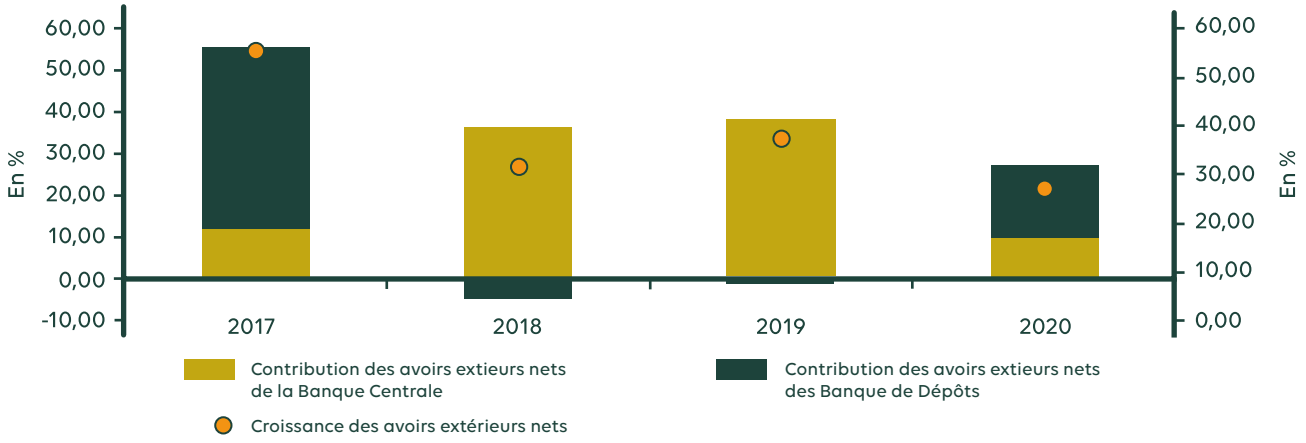
4.1.1 Avoirs extérieurs nets

Les avoirs extérieurs nets passent de GNF 9 570,48 milliards à GNF 12 186,7 milliards entre 2019 et 2020, soit une hausse de 27,3 %. Cette évolution s'explique par l'accroissement simultané des réserves de change et de la position extérieure nette des banques primaires.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale augmentent de 12,4 % par rapport à fin 2019, pour se situer à GNF 8 754,5 milliards (USD 972,2 millions) à fin 2020. Cette croissance s'explique essentiellement par le renforcement des avoirs en or monétaire, les encaissements d'aide budgétaires, les décaissements liés aux trois revues du Programme économique et financier de la Guinée appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC), les rapatriements des recettes d'exportation des orpailleurs artisanaux à la BCRG, ainsi que les encaissements de recettes minières.

A fin 2020, la position extérieure nette des banques commerciales se situe à GNF 3 432,3milliards, contre son niveau de GNF 1 783,3 milliards à fin 2019, soit une hausse de 92,5 %. Cette augmentation est imputable au rapatriement des recettes d'exportations des sociétés minières et des orpailleurs artisanaux, au recours au marché des enchères bilatérales de devises, ainsi qu'à la baisse des engagements extérieurs liée au remboursement des emprunts auprès des correspondants étrangers.

Graphique 15 — Contribution des composantes des avoirs extérieurs nets à la croissance des AEN (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 11 — Évolution des composantes des avoirs intérieurs nets afin de période (en %)

	2017	2018	2019	2020
Avoirs intérieurs nets	**7,2**	**3,8**	**17,3**	**21,1**
Créances sur le secteur public	8,9	23,3	9,2	37,5
Créances sur le secteur privé	2,3	19,7	22,5	8,0
Autres postes nets	-3,0	166,0	6,9	35,6

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.1.2 Avoirs intérieurs nets

A fin 2020, les avoirs intérieurs nets se chiffrent à GNF 25 234 milliards, contre GNF 20 845,7 milliards à fin 2019, soit une hausse de 21,1 %. Celle-ci s'explique par la dégradation de la position nette du Trésor auprès du système bancaire et la hausse des crédits au secteur privé.

En effet, la position nette du Trésor auprès du système bancaire s'établit à GNF 20 478 milliards à fin décembre 2020, en détérioration de 37,4 % par rapport à son niveau un an plus tôt. L'endettement net du Trésor à la Banque Centrale augmente de 20,1 %, en lien avec une progression plus marquée des dépenses de l'Etat par rapport aux recettes publiques. La dégradation de la position nette du Trésor dans les banques commerciales résulte essentiellement des souscriptions nettes aux bons du Trésor de GNF 2 052 milliards et aux emprunts obligataires de GNF 643,01 milliards sur la période.

Les crédits au secteur privé augmentent de 8 % pour s'établir à GNF 13 008,8 milliards à fin décembre 2020. Cette augmentation s'explique principalement par l'escompte des titres publics et la mise en place des lignes de crédits en faveur des entreprises évoluant dans les secteurs des mines, de la distribution de produits pétroliers, de l'énergie, de l'industrie, du commerce et des BTP. Les crédits à l'économie sont essentiellement tirés par les crédits à court terme qui représentent 61 % du total des crédits à fin 2020. Les créances compromises baissent de 10,4 %, en raison du passage en perte de certaines desdites créances.

4.2 — Composantes de la masse monétaire

La structure de la masse monétaire montre la prédominance des dépôts à vue dont la part passe de 42,6 % à fin 2019 à 39,3 % à fin 2020, perdant ainsi 3,3 points de pourcentage au profit de celle de la circulation fiduciaire et de celle des dépôts en devises. Les dépôts en francs guinéens augmentent de 17,4 %, en lien notamment avec le relèvement des taux sur les dépôts à terme et l'ouverture de nouveaux points de services.

La part de la circulation fiduciaire atteint 30,8 % à fin 2020, contre 29 % à fin 2019, en raison de la préférence du public pour les espèces pendant cette période de crise sanitaire. La circulation fiduciaire enregistre une augmentation de 30,9 % par rapport à fin 2019 pour s'établir à GNF 11 541,6 milliards à fin 2020, due essentiellement à l'augmentation des avoirs extérieurs nets et à la détérioration de la position nette du Trésor dans le système bancaire.

La part des dépôts en devises s'inscrit en hausse d'un point de pourcentage par rapport à fin 2019, pour se situer à 21,3 % à fin 2020. Ces dépôts progressent de 25,7 % au cours de la période pour atteindre GNF 7 973,50 milliards à fin 2020, en raison de l'augmentation des dépôts des clients évoluant dans les secteurs minier, pétrolier, énergétique et des BTP.

4.3 — Gestion de la liquidité bancaire et opérations de crédit

Dans un contexte marqué par la crise sanitaire de la pandémie du coronavirus, la mise en œuvre de la politique monétaire est caractérisée par un assouplissement des conditions monétaires à travers la baisse de 1 % du taux d'intérêt directeur et du coefficient des réserves obligatoires ramenés à 11,5 % et à 15 %, respectivement. Cet assouplissement vise à accompagner les institutions financières dans le cadre du financement des entreprises et à soutenir le plan de riposte économique du Gouvernement en vue d'endiguer les effets de la pandémie.

Tableau 12 — Évolution des composantes de la masse monétaire (en %)

Composantes	2019	2020
Dépôts à vue	42,59	39,32
Circulation fiduciaire	29	30,84
Dépôts en devises	20,86	21,31
Dépôts à terme	7,57	8,53

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.3.1 Opérations d'open market, de prises en pension et opérations interbancaires collatéralisées

La gestion de la liquidité du système bancaire au cours de l'année 2020 est marquée par l'utilisation des opérations d'open market, de prises en pension, ainsi que des opérations interbancaires collatéralisées.

4.3.1.1 Opération d'open market

En 2020, les interventions de la Banque Centrale dans le cadre des opérations d'open market, ont porté sur l'émission des Bons du Trésor (BDT) et des Titres de Régulation Monétaires (TRM). Ces opérations visent à mieux gérer la liquidité du système bancaire non seulement dans le cadre de la conduite de la politique monétaire, mais surtout pour le respect des critères fixés par le Programme Economique et Financier relatifs aux 5ème et 6ème revues du programme de Facilité Elargie de Crédit (FEC). En plus, les banques ont fait recours au guichet de la pension pour combler leurs besoins de trésorerie liés au respect des réserves obligatoires ou pour éviter des positions débitrices à la compensation.

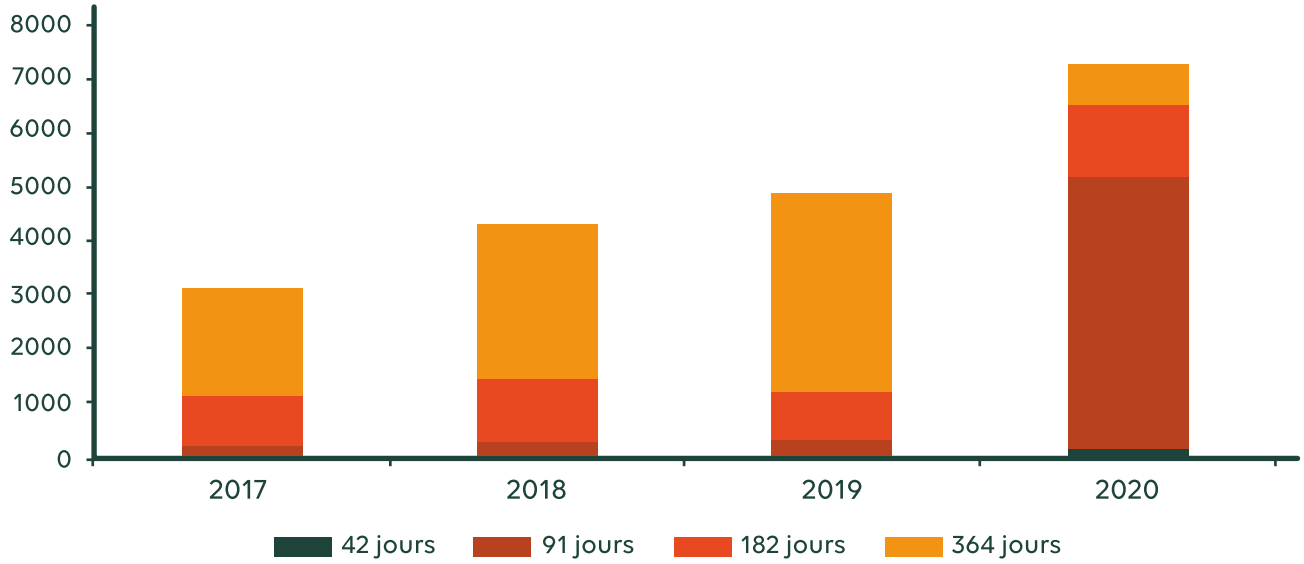
Le volume des émissions sur le marché monétaire enregistre une augmentation de 75 % par rapport à 2019, pour s'établir à GNF 12 712 milliards en 2020. Le volume souscrit par les banques, les compagnies d'assurance et les mutuelles, passe de GNF 9 839 milliards en 2019 à GNF 12 092,3 milliards en 2020, soit une hausse de 22,9 %. Cette augmentation s'explique par une reconstitution de la liquidité du système bancaire liée au remboursement de la première échéance de l'Emprunt obligataire de 2019. Le volume global des offres adjugées sur le marché des BDT atteint GNF 8 910,8 milliards, contre GNF 5 954,3 milliards en 2019. Cet accroissement de 49,7 % est dû au besoin croissant de trésorerie pour l'Etat.

Tableau 13 — Évolution du volume des émissions, souscriptions, adjudications et remboursement des BDT (en milliards de GNF)

	2017	2018	2019	2020
Volume des émissions	6 437,0	7 115,0	7 231,3	12 712,0
Volume des souscriptions	7 370,5	10 096,5	9 839,0	12 092,3
Volume adjugé	4 038,0	5 713,0	5 954,3	8 910,8
Volume des remboursements	3 798,1	4 503,0	5 702,0	6 858,8

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Graphique 16 — Évolution des encours des BDT par maturité (en milliards de GNF)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

L'encours total des BDT se situe à GNF 7 250,5 milliards à fin décembre 2020, contre GNF 4 864,25 milliards à fin décembre 2019, ce qui correspond à un endettement supplémentaire du Trésor de GNF 2 386,3 milliards auprès du système bancaire. L'analyse de la structure de l'encours des BDT par maturité montre la prédominance de la maturité de 91 jours avec une part de 69,5 %, suivie de celle de 182 jours (18,4 %), puis de 364 jours (10,1 %) et enfin de celle de 42 jours (2%). Au 31 décembre 2020, cet encours est constitué de GNF 5 039,3 milliards pour la maturité de 364 jours, de GNF 1 335,75 milliards pour celle de 182 jours, de GNF 730,50 milliards pour les bons à 91 jours et de GNF 145 milliards pour la maturité de 42 jours.

Dans le cadre de l'appel public à l'épargne, l'Etat a levé sur le marché financier guinéen un emprunt obligataire de GNF 1 235,7 milliards, contre GNF 1 302 milliards en 2019. Cet emprunt d'une maturité de 3 ans est essentiellement souscrit par les banques avec un taux d'intérêt de 12,5 %. Cette souscription s'est traduite par une baisse de leurs liquidités, atténuée toutefois, par le remboursement de la première échéance de GNF 592,6 milliards de l'emprunt obligataire de 2019. Ainsi, l'encours des emprunts obligataires se chiffre à GNF 3 153,4 milliards à fin décembre 2020.

4.3.1.2 Prise en pension et Opération interbancaires

Au cours de l'année sous revue, les banques ont fait recourt à la pension overnigth et au guichet d'injection de liquidité pour un montant global de GNF 800 milliards, contre GNF 120 milliards en 2019, soit une augmentation de GNF 680 milliards. Le recours au guichet de pension résulte de l'anticipation des banques sur les manquements aux réserves obligatoires et sur une position débitrice au cours des séances de compensation.

Cependant, les opérations interbancaires en garanties par les titres publics ont porté sur des échanges de liquidités pour un montant global de GNF 1 636 milliards, contre GNF 1 160 milliards en 2019, soit une augmentation de 41 %. Les taux d'intérêt ont varié entre 6 % et 16,5 %, avec un taux moyen pondéré de 9,6 %.

4.3.2 Réserves obligatoires

A fin décembre 2020, les réserves obligatoires s'établissent à GNF 3 492,5 milliards, contre GNF 3 151,4 milliards à fin 2019, soit une augmentation 10 %. Les réserves excédentaires nettes se situent, en moyenne, à GNF 979 milliards, contre GNF 948,9 milliards en 2019, toutes devises confondues, dont GNF 349,1 milliards pour la partie en francs guinéens.

4.3.3 Taux directeur

Le taux directeur complète le dispositif des instruments existants en vue de mieux gérer la liquidité bancaire. Compte tenu du contexte de la pandémie de la COVID - 19, la Banque Centrale a procédé à la baisse d'un point de pourcentage son taux directeur de 12,5 % à 11,5 %, en vue d'accompagner le secteur bancaire dans le financement des entreprises et des particuliers.

La baisse du taux directeur s'est traduite par une amélioration de la liquidité totale du système bancaire, qui passe de GNF 4 100,3 milliards à 2019 à GNF 4 471,5 milliards à fin 2020, soit une hausse de 9,05 %. Cette amélioration provient de la hausse de 58,4 % des dépôts en devises des banques à la BCRG. De même, la liquidité nette s'accroît de 3,2 % par rapport à fin 2019 pour s'établir à GNF 979 milliards à fin 2020, en raison de la progression de GNF 444,5 milliards de la liquidité en devises, qui se situe à GNF 629,9 milliards à fin 2020. Par contre, la liquidité en francs guinéens passe de GNF 763,5 milliards à fin 2019 à GNF 349,1 milliards à fin 2020, soit une baisse de GNF 414,5 milliards, résultant de la forte souscription des banques à l'emprunt obligataire d'un montant de GNF 1 235,7 milliards émis par l'Etat, et à la ponction des GNF 808 milliards par les TRM en 2020.

La baisse du taux directeur a été accompagnée par un ajustement des principaux taux d'intérêt. Sur le marché interbancaire, le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti en baisse, en s'établissant à 9,56 %, contre 9,75 % un an auparavant. Au niveau des guichets de refinancement, le taux moyen pondéré des opérations d'injection de liquidités s'établit à 11,5 % à fin décembre 2020 contre 16,50% à fin décembre 2019. En revanche, les taux des bons de Trésor, toutes maturités confondues, sont en hausse, en raison notamment des besoins de trésorerie croissants de l'Etat pendant cette période de crise sanitaire. Ainsi, le taux moyen pondéré des BDT à 364 jours est passé de 11,5 % en 2019 à 12,9 % en 2020. Le taux moyen pondéré des BDT à 182 jours s'établit à 10,6 % à fin 2020, contre 9,9 % à fin 2019, tandis que le taux moyen pondéré des BDT à 91 jours se fixe à 9,6 % à fin 2020, contre 8 % à fin 2019.

Le taux débiteur moyen des banques baisse de 1,6 point de pourcentage par rapport à fin 2019 pour se situer à 15,5 % à fin 2020, avec un minimum de 8,3 % et un maximum de 19,2 %. Le taux créditeur moyen sur les comptes à terme se fixe à 5,8 à fin 2019, contre 5,26 un an plus tôt.

Tableau 14 — Évolution des taux du marché interbancaire

Année	Montant en milliards GNF	Durée en jours		Taux d'intérêt en %		Taux moyen
		Min	Max	Min	Max	
2016	258	3	14	9	15	12,11
2017	604,75	2	21	8,5	14	12,79
2018	735	1	11	8	11	9,647
2019	1 160	2	12	8,5	11	9,75
2020	1 136	1	20	6	16,5	9,56

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.3.4 Évolution des dépôts

L'activité des banques guinéennes en matière de collecte des dépôts continue de suivre son évolution haussière amorcée depuis 2013. Les dépôts bancaires se situent à GNF 25 603,5 milliards à fin 2020, contre GNF 21 441,4 milliards à fin 2019, soit une augmentation de 19,4 %. Cette évolution est aussi bien portée par les dépôts à vue que par les dépôts à terme. Elle est également expliquée par d'autres facteurs, notamment l'élargissement géographique du réseau bancaire, le rétablissement de la confiance entre les banques et les clients.

En effet, les dépôts à vue augmentent de 17,2 % par rapport à fin 2019, pour se situer à GNF 22 307,9 milliards à fin 2020, en raison de la hausse de toutes les catégories des comptes à vue, notamment les comptes d'épargne (27,4 %), les autres comptes créditeurs (14,1 %) et les comptes ordinaires (13,8 %).

En s'établissant à GNF 3 295,6 milliards à fin 2020, les dépôts à terme augmentent de 37 % par rapport à fin 2019.

L'examen de la structure des dépôts de la clientèle montre une prédominance des dépôts à vue qui représentent 87,1 % du total des dépôts. Ce poids est attribuable à la faiblesse générale des taux de rémunération des DAT et à l'émission par l'Etat des emprunts obligataires dont les rendements sont plus attractifs.

4.3.5 Évolution des crédits

Dans un contexte économique difficile lié à la pandémie de Covid-19, l'encours global des crédits à l'économie enregistre une hausse de 1,9% par rapport à fin 2019 pour s'établir à GNF 11 094,4 milliards à fin 2020, soit 9,6 % du PIB. Cette faible augmentation est tirée par la progression des crédits à moyen terme et des crédits à long terme de 17,8 % et de 17,4 %, respectivement.

Les crédits à court terme passent de GNF 6 539,5 milliards à fin 2019 à GNF 5 973,8 milliards à fin 2020, soit une baisse de 8,7 %. Cette baisse est liée à la diminution des crédits d'importations, de préfinancement des exportations, de financement de stocks, et aux facilités de caisse de 96 %, 34,7 %, 25,6 % et 21,8%, respectivement.

Tableau 15 — Évolution des dépôts dans les banques (en milliards de GNF)

	2019	2020
Dépôts à vue	19 035,9	22 307,9
Comptes ordinaires	12 814,2	14 581
Comptes d'épargne	4 715,7	6 008,6
Autres comptes créditeurs	1 506,1	1 718,30
Dépôts à terme	2 405,5	3 295,62
TOTAL des Dépôts	21 441,4	25 603,54
Part des dépôts à vue (%)	88,8	87,13
Part des dépôts à terme (%)	11,22	12,87

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En évoluant de 17,8 % par rapport à fin 2019, les crédits à moyen terme se situent à GNF 4 848,1 milliards à fin 2020, en raison de la progression des crédits d'investissement et des crédits destinés à l'achat d'équipements. Les crédits à long terme s'établissement à GNF 272,5 milliards à fin 2020, contre GNF 232,2 milliards à fin 2019. L'accroissement des crédits à long terme est tiré par les crédits d'investissement autres que les crédits aux secteurs de l'agriculture et de l'industrie (24,9 %) et par les crédits à l'habitat (85,6 %).

A fin 2020, la structure des crédits confirme la prédominance des crédits à court terme avec une part de 53,9 % du total de l'encours du crédit, tandis que les crédits à moyen et long termes représentent respectivement 43,70 % et 2,46 %.

Au terme de l'année 2020, l'analyse de la répartition de l'encours des crédits à court terme par agent économique bénéficiaire fait ressortir une part importante (71,2 %) pour les sociétés privées. Les entrepreneurs individuels et les particuliers détiennent 16,4 % et 12,2 % de cet encours, respectivement.

Les crédits à moyen terme sont essentiellement distribués aux sociétés privées (52 %) et aux particuliers (45,30 %). Les crédits à long terme sont répartis entre les particuliers (87,3 %), les sociétés privées (7 %) et les entrepreneurs individuels (5,7 %).

Le taux de conversion des dépôts en crédit passe de 50,8 % en 2019 à 51,7 % un an auparavant, traduisant ainsi l'utilisation progressive des dépôts par les banques pour satisfaire les demandes de crédits de leurs clients.

Tableau 16 — Évolution du crédit dans les banques (en milliards de GNF)

	2019	2020
Crédits à Court Terme (CCT)	6 539, 5	5 973,8
Crédits à Moyen Terme (CMT)	4 115,8	4 848,1
Crédits à Long Terme (CLT)	232,2	272,5
Total crédits	10 887,4	11 094,4
Part des CCT en %	60,1	53,9
Part des CMT en %	37,8	43,7
Part des CLT (%)	2,1	2,5
Total dépôts	21 441,4	25 603,5
Crédits/Dépôts (en %)	50, 8	51,7
CCT/Dépôts (en %)	30,5	27,9
CMT+CLT/Dépôts (en %)	20,3	23,9
CLT/Dépôts (en %)	1,1	1,3

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.3.6 Système d'Information du Crédit (SIC)

L'encours des crédits (y compris les engagements par signature) des clients du système bancaire recensés par le nouveau Système d'Information du Crédit passe de GNF 6 765,1 milliards à fin 2019 à GNF 7 058,2 milliards à fin 2020, soit une augmentation de 4,3 %. Cette évolution s'explique par l'augmentation simultanée des crédits bilan et des crédits hors bilan respectivement de 4,9 % et de 0,8 %.

A fin 2020, l'encours des risques clients est constitué de 86,2% de crédits bilan et de 13,8 % de crédits hors bilan. Les risques clients des crédits atteignent GNF 6 085,5 milliards en 2020, contre GNF 972, 7 milliards pour les crédits hors bilan.

L'encours total des risques clients des crédits dans le système bancaire se situe à GNF 6 085,5 milliards à fin 2020, contre GNF 5 800 milliards un an auparavant, soit une progression de 4,9 %. Cet encours est dominé par les risques clients des crédits à court terme qui atteignent GNF 3 419,2 milliards, soit 56,2 % du total des crédits à fin décembre 2020. Le montant total des risques clients des crédits à moyen et long termes représente respectivement 38 % et 5,8 % du total des risques clients des crédits à fin 2020, soit une variation respective par rapport à l'année précédente de 13,7% et -4,1 %.

La plupart des crédits bénéficient aux secteurs du commerce et de la réparation, de la construction, et du transport et communication, qui représentent respectivement 31,9 %, 17,1 %, et 12,8 % de l'encours global des crédits. Cette répartition est marquée par une augmentation des crédits au niveau des secteurs de l'intermédiation financière, des autres secteurs, de l'éducation et de l'immobilier de 67,8 %, 44,9 %, 41,9 % et 20,7 %, respectivement. En revanche, les secteurs des transports et de la communication ainsi que les activités de santé affichent une baisse de leurs de crédits respectivement de 10,2 % et 1,5 %.

Tableau 17— Risques-clients par nature de crédit au 31 décembre 2017 (en milliards de GNF)

Nature de Crédit	Déc-2019	Déc- 2020
Crédits bilan	5 800	6 085,5
Crédits hors bilan	965,2	972,7
Total Général	6 765,1	7 058,2

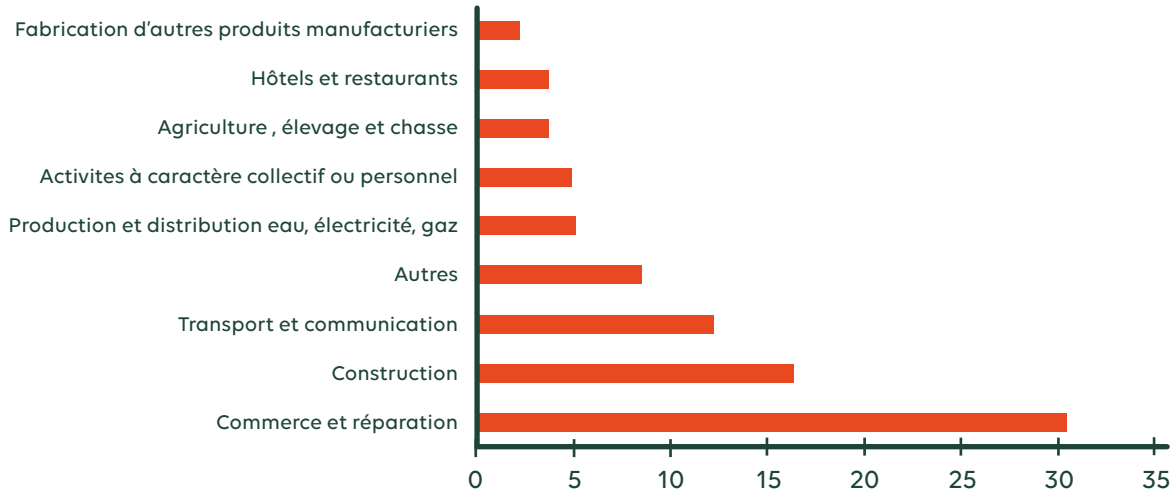
Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 18 — Risques-clients par terme au 31 décembre 2020 (en milliards de GNF)

Risques clients par terme	Déc-2019	Déc- 2020
Court terme	3 376, 4	3 419,19
Moyen terme	1 926,36	2 189,19
Long terme	497,26	477,14
Total General des crédits utilisés	**5 799,98**	**6 085,52**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Graphique 17 — Répartition du crédit par secteur d'activité à fin décembre 2020 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.4 — Opération et règlementation de change

En 2020, la Banque Centrale a continué de mener ses réformes dans le domaine de la politique de change. Ses principales activités ont porté sur les opérations du marché aux enchères bilatérales de devises, les opérations aux enchères basées sur des règles, l'optimisation de la gestion des réserves de change et l'exécution du budget en devises de la nation.

4.4.1 Évolution du taux de change

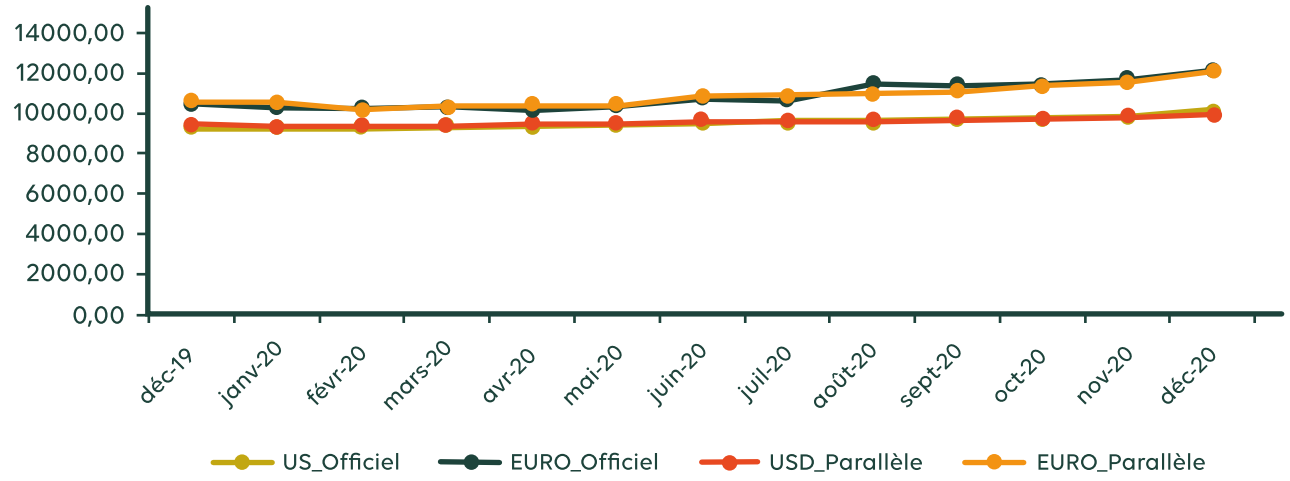
Comme dans les années précédentes, les réformes engagées par la BCRG se sont poursuivies dans le but de conforter les réserves de change et de stabiliser la valeur du franc guinéen (GNF).

Les cours de transaction des principales devises (USD, EUR) connaissent des évolutions similaires d'appréciation par rapport au GNF tant sur le marché officiel qu'au niveau des bureaux de changes agréés. Sur le marché officiel, le cours du dollar se situe à 9 990 à fin décembre 2020, soit une dépréciation de 6,3 % par rapport à fin 2019. Le cours de l'euro s'établit à 12 153,8 à fin décembre 2020, contre 10 518,6 un an auparavant, soit une dépréciation de 15,5 %.

Au niveau des bureaux de changes agrées, le franc guinéen se déprécie de 4, 5% vis-à-vis du dollar américain et de 14,8 % par rapport à l'Euro.

En outre, la prime de change du dollar passe de 1,04 % à fin décembre 2019 à - 0,01 % à fin décembre 2020. Pour ce qui est de l'euro, celle-ci s'établit à 0,004 % à fin 2020, contre 0,3 % à fin 2019.

Graphique 18 — Évolution du taux de change GNF/USD et GNF/EURO (à fin de période)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

4.4.2 Marché aux enchères bilatérales de devises (MEBD)

Sur le MEBD, la BCRG a cédé aux banques un montant cumulé d'USD 202,1 millions, contre USD 137,2 millions en 2019. Toutes les quinze banques en activité ont proportionnellement bénéficié des montants adjugés pour le compte de leurs clientèles.

4.4.3 Organisation des séances des enchères basées sur des règles

Le 13 novembre 2020 a été marqué par le lancement officiel et l'opérationnalisation de la Salle des Marchés de la Banque Centrale de la République de Guinée. Dans ce cadre, les séances des enchères basées sur des règles ont débuté conformément aux dispositions de l'instruction N°103 du 23 septembre 2020 instituant les enchères d'achat ou de vente de devises basées sur des règles à la BCRG. A ce titre, trois séances organisées par la BCRG ont permis de céder un montant cumulé d'USD 14 millions. Par principe, les séances de cession d'enchères ne peuvent être organisées que si le cours de référence du jour calculé et publié par la BCRG, à partir des déclarations transmises par les banques, est supérieur de 0,25 % à la moyenne arithmétique des 5 derniers jours.

4.4.4 Suivi des activités des bureaux de change et des établissements de transfert d'argent

Au cours de la période sous revue, la BCRG a poursuivi les concertations périodiques avec les bureaux de change et les établissements de transfert dans le double objectif de contrôler l'application de la réglementation des changes en vigueur et de renforcer le climat de confiance avec les principaux acteurs de ces secteurs. Ces concertations se sont focalisées sur différents aspects comme la fourniture des statistiques et autres justificatifs, suivant les exigences de conformité prescrites par les normes internationales, les mesures de lutte contre les opérateurs clandestins, et la proposition d'actions de formation en faveur des bureaux de change et des établissements de transfert d'argent les plus dynamiques.

4.4.5 Exécution du budget en devises de la Nation

Dans un environnement économique difficile, l'exécution du budget en devises s'est traduite par un déficit d'USD 70,1 millions en 2020, contre un déficit d'USD 31,7 millions un an auparavant, soit une détérioration d'USD 38,4 millions.

4.4.5.1 Variations des différents postes

- **Recettes**

Malgré le contexte de crise sanitaire, les recettes en devises s'établissent à USD 1 363,7 millions, contre une prévision initiale annuelle d'USD 997 millions, soit un dépassement de 36,8 %. Cette embellie provient de l'effet conjugué de l'aide budgétaire octroyé par les partenaires techniques et financiers à l'Etat pour une enveloppe globale d'USD 170,60 millions et l'abandon des créances accordées par le FMI pour DTS 13,7 millions.

Les recettes minières passent d'USD 243,9 millions en 2019 à USD 138,01 millions en 2020, soit une baisse de 43,4 %.

Les dépôts des banques augmentent de 24,3 % par rapport à fin décembre 2019, pour se situer à USD 343,8 millions, résultant des rapatriements de fonds de l'extérieur, et des versements en espèces effectués au niveau de l'Agence Principale de la BCRG.

Cependant, le poste « autres recettes de l'Etat » se chiffre à USD 100,4 millions, contre son niveau d'USD 169,4 millions en 2019, soit une baisse de 40,4%.

- **Dépenses**

Les dépenses en devises s'élèvent à USD 1 433,8 millions, contre USD 1 023,9 millions l'année précédente, soit une progression de 40 %. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des transferts au profit des banques.

Le montant total des transferts des banques s'élève à USD 668,3 millions, contre USD 472,2 millions en 2019, soit une hausse de 41,5%.

En revanche, les frais d'impression de billets de banque baissent de 5, 8 % par rapport à 2019 pour se situer à USD 18,8 millions en 2020.

Les paiements au titre du remboursement de la dette extérieure s'élèvent à USD 59,6 millions en 2020, soit en diminution de 48,6% par rapport à son niveau de 2019. Cette baisse s'explique par le soutien apporté par les partenaires techniques et financiers au pays dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la COVID-19.

Les autres dépenses courantes, regroupent principalement les dépenses de fonctionnement des Ambassades, les bourses des étudiants à l'étranger, les contributions de la Guinée aux organisations internationales et les acquisitions de l'Etat à l'étranger. Ces dépenses baissent de 9,5 % par rapport à 2019 pour s'établir à USD 152,29 millions. Par contre, le Sociétés de l'Electricité de Guinée a bénéficié d'un paiement d'USD 214,6 millions en 2020.

4.4.5.2 Réalisation des critères quantitatifs du programme appuyé par la FEC du FMI

Malgré l'exécution du budget en devises qui se traduit par un déficit, le niveau des réserves brutes en devises de la BCRG s'améliorent, passant d'USD 835,1 millions à fin décembre 2019 à USD 1 322,8 millions en 2020. Ce niveau de réserves permet de couvrir 4,7 mois d'importations de biens et services, et respecte le critère sur les Réserves Internationales Nettes (RIN) fixé dans le cadre du Programme appuyé par la Facilité Élargie de Crédit conclu avec le FMI et dans le cadre des conventions sous-régionales.

5

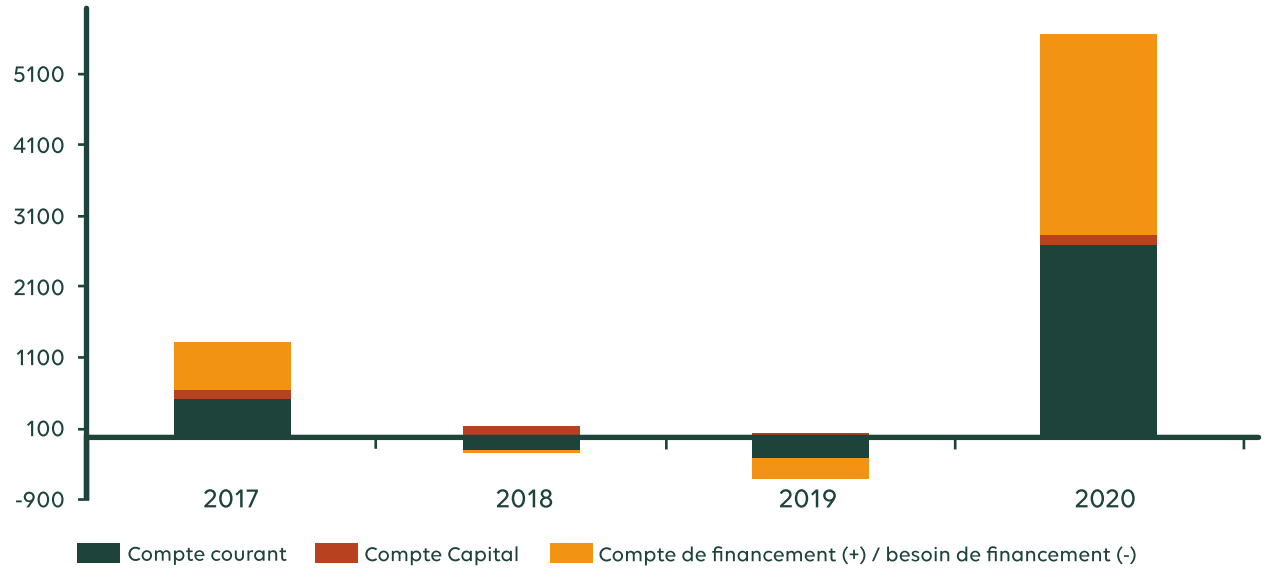
Secteur extérieur

En dépit du contexte de crise sanitaire liée à la pandémie du coronavirus, le secteur extérieur a engendré une capacité de financement d'USD 2 831,9 millions, contre un besoin de financement de 273,9 millions l'année précédente. Cette capacité de financement provient des excédents du compte des transactions courantes et du compte capital.

5.1 — Compte des transactions courantes

Après avoir enregistré des déficits depuis 2018, le compte des transactions courantes affiche un excédent d'USD 2 684,8 millions (22,7 % du PIB), contre un déficit d'USD 14,6 millions (3 % du PIB) en 2019. Cette amélioration s'explique par celle des excédents de la balance commerciale et de la balance des revenus secondaires.

Graphique 19 — Évolution de la Balance des paiements (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 19 — Évolution des composantes du compte des transactions courantes (en millions d'USD)

	2017	2018	2019	2020
Compte des transactions courantes	**519,4**	**-190,5**	**-314,8**	**2 684,8**
Solde de balance commerciale	*1 111*	*592,4*	*475,4*	*5 203,8*
Solde de balance des services	*-703,5*	*-697*	*-754,7*	*-2 521,3*
Solde de la balance des revenus primaires	*-50,6*	*-181,9*	*-114,1*	*-144,8*
Solde de la balance des revenus secondaires	*162,6*	*96*	*78,9*	*147*

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

5.1.1 Balance commerciale

En 2020, la balance commerciale de la Guinée a enregistré une amélioration de son excédent d'USD 4 728,4 millions par rapport à 2019 pour afficher un solde positif d'USD 5 203,8 millions en 2020. Cette amélioration est en lien avec la hausse plus marquée des exportations par rapport à celle des importations. Le taux de couverture du commerce extérieur se situe à 239,6 % en 2020, contre 113,7 % l'année précédente.

Les exportations de biens progressent d'USD 4 985,83 millions par rapport à 2019, pour atteindre USD 8 931,2 millions, en raison de l'augmentation en valeur et en volume de l'or non monétaire exporté par les structures artisanales (orpailleurs), de la bauxite et du fer.

Par contre, les exportations de produits agricoles et forestiers, de la pêche, des industries alimentaires s'inscrivent en baisse par rapport à l'année précédente.

Les produits miniers qui représentent 93,9 % du total des exportations en 2020 enregistrent une augmentation d'USD 4 866,1 millions par rapport à 2019, pour s'établir à USD 8385 millions. Cette progression résulte de la hausse des exportations des produits aurifères et de la Bauxite.

Les exportations d'or augmentent d'USD 4 158,6 millions par rapport à l'année précédente pour atteindre USD 5 352,1 millions, en raison de l'évolution favorable du cours de l'or sur le marché international et de l'augmentation de la quantité exportée. Le volume d'or exporté est de 100,74 tonnes, contre 29,36 tonnes l'année précédente, soit une hausse de 71,38 tonnes, en raison de l'augmentation de la production artisanale de l'or.

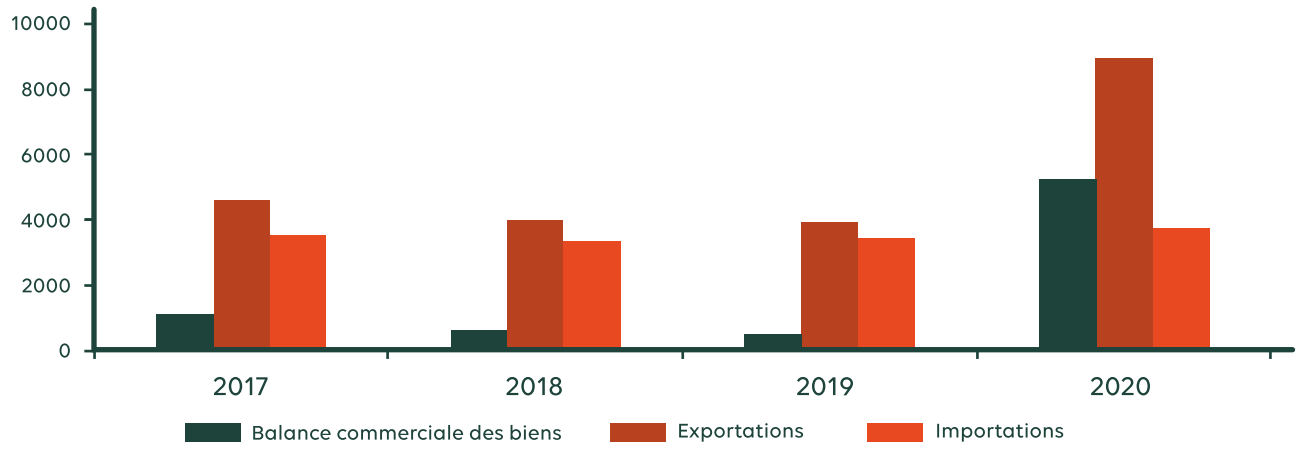
En 2020, les exportations de bauxite en valeur augmentent d'environ 32 % par rapport à 2019 en se situant à USD 2 940,4 millions en 2020. Le volume exporté de bauxite passe de 61,3 millions de tonnes en 2019 à 78 millions de tonnes en 2020, soit une augmentation de 27 %, en raison de l'entrée en production de deux nouvelles sociétés minières (la société CHALCO et la société Alliance Guinéenne de Bauxite, d'Alumine et d'Aluminium).

Les exportations des produits agricoles qui ne représentent que 0,8 % du total des exportations, connaissent une baisse de 27,9 % par rapport à 2019 pour s'établir à USD 73,81 millions en 2020, en raison de la baisse du prix du coton sur le marché mondial.

Les exportations des produits forestiers diminuent de 1,2 % par rapport à 2019 pour se situer à USD 39,71 millions. Cette baisse provient notamment de l'évolution défavorable du prix du caoutchouc et du noix de cajou sur le marché international.

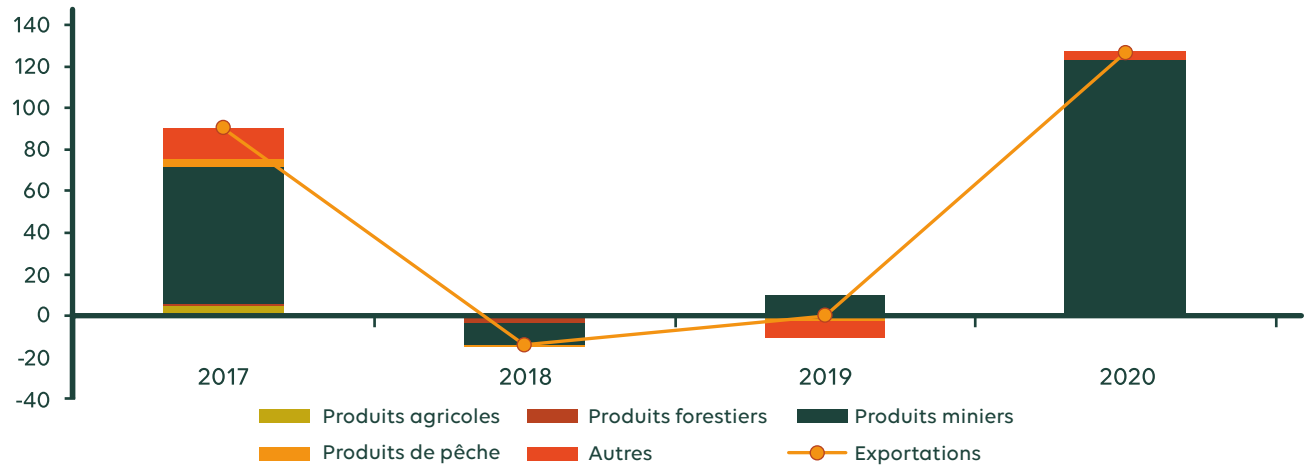
Les exportations des produits de la pêche passent d'USD 25,28 millions en 2019 à USD 19,13 millions en 2020, soit une diminution de 24,3 %, en raison des effets de la pandémie sur les activités de pêche.

Graphique 20 — Évolution des principaux postes de la balance commerciale (en millions d'USD)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Graphique 21 — Contribution des principaux produits à l'exportation en 2020 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En 2020, les principales zones d'exportation de la Guinée sont l'Asie (94,3 %), les autres pays (4,3%), la CEDEAO (0,4%) et l'Union Européenne (0,6%). Les exportations de la Guinée vers l'Asie sont constituées de deux tiers de la bauxite, en destination de la Chine.

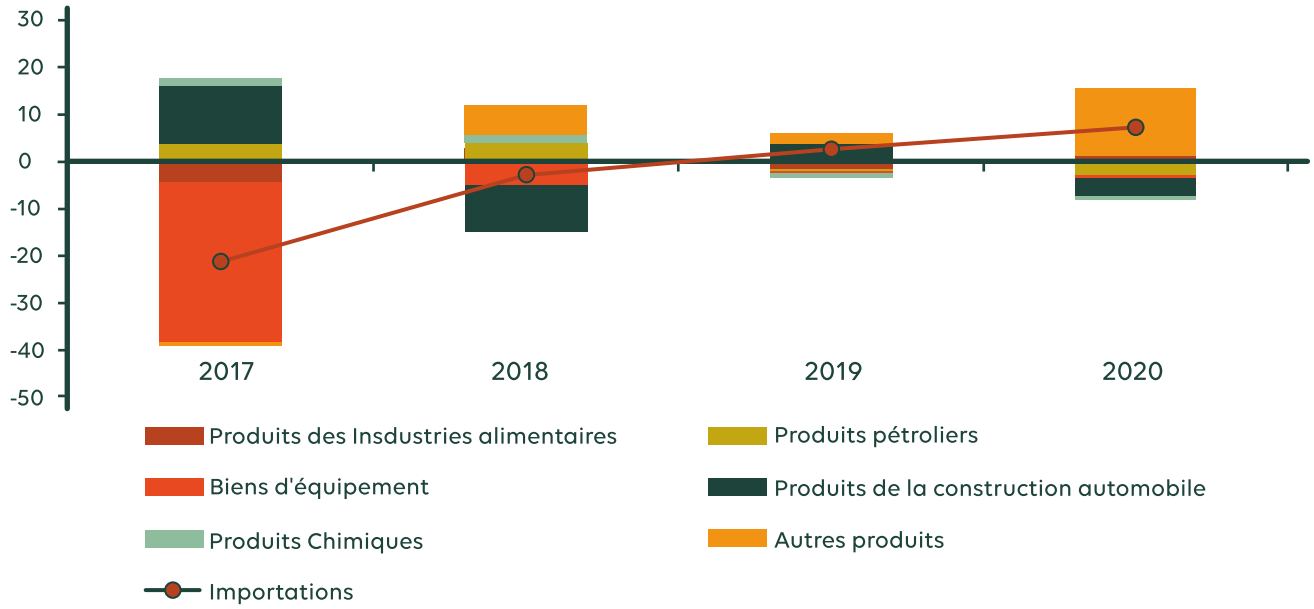
Quant aux importations, elles passent d'USD 3 470 millions en 2019 à USD 3 727,4 millions en 2020, soit une progression de 7 %. Cette hausse est tirée par l'accroissement en volume et en valeur des importations de produits des industries alimentaires et des produits chimiques.

Les importations de produits alimentaires qui représentent 12 % du total des importations en 2020, ont contribué à hauteur de 1,4 % à la croissance des importations en 2020. Les importations de produits alimentaires augmentent de 12 % par rapport à 2019 pour s'établir à USD 436,1 millions. En volume, les importations des produits alimentaires sont de 3,04 millions de tonnes en 2020 contre 1,33 millions de tonnes en 2019. En revanche, les importations de riz chutent de 7 % par rapport à 2019 pour se situer à USD 111,81 millions, en raison notamment des effets de la mise en œuvre de la politique agricole du Gouvernement.

Les importations de produits pétroliers qui représentent 14 % des importations totales ont enregistré une baisse de 16 % par rapport à 2019 pour s'établir à USD 513,68 millions. Cette baisse trouve son origine dans la chute du cours du baril sur le marché international suite à la faible demande mondiale résultant des effets de la pandémie sur les activités économiques. Toutefois, en volume, les importations de produits pétroliers ont atteint 1,96 million de tonne en 2020 contre 1,77 millions de tonne un an auparavant.

Les importations des biens d'équipement sont impactées par les effets de la pandémie de la COVID-19, se traduisant ainsi par une baisse de 4 % par rapport à 2019 pour se situer à USD 462,63 millions en 2020. En volume, elles passent de 112 527 tonnes en 2019 à 249 504 tonnes en 2020, soit une hausse de 136 997 tonnes.

Graphique 22 — Contribution des principaux produits à l'importation en 2020 (en %)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 20 — Évolution des soldes des échanges commerciaux avec les pays partenaires (en millions d'USD)

Pays Partenaires	2017	2018	2019	2020
CEDEAO	-361,9	518	-132,3	1,4
Afrique Centrale	2,7	-29,3	-29,7	-83
Pays de l'AELE	23,3	-20,2	-18,1	-74,7
Union européenne	-1258,6	-780,7	-1443,2	-317,2
Pays Arabes	-31,3	-17,3	-26,1	-45,5
Maghreb	-71,8	-97,3	-93,9	-91
Europe de l'Est	-10,9	152,9	-56,6	-21,6
Asie	1142,7	577,6	2544,6	7431,8
Continent Américain	-245,1	-114,3	-137,8	13,6
Autres pays	628,3	403	-131,6	-992,1
Balance commerciale	**-182,8**	**592,4**	**475,4**	**5821,6**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

En 2020, les principales zones de provenance des produits importés par les agents économiques résidents sont : l'Union Européenne (33,8%), l'Asie (31,5%), les autres pays (15,1%), le continent américain (10,4%) et la CEDEAO (3,7%).

L'excédent des échanges commerciaux de la Guinée enregistrés en 2020 provient en particulier des excédents enregistrés avec les pays asiatiques (USD 7 431,8 millions), notamment avec la Chine. Des excédents sont aussi enregistrés avec le continent américain (USD 13,6 millions), et la CEDEAO (USD 1,4 millions). En revanche, des déficits sont constatés principalement avec les pays de l'Union Européenne (USD 317,2 millions), de l'Afrique Centrale (USD 83 millions), des pays de l'Association Européenne de Libre Echange (USD 74,7 millions).

5.1.2 Balance des services

Les effets de la crise sanitaire ont contribué à accroître le déficit de la balance des services qui se situe à USD 2 521,25 millions, contre un déficit d'USD 754,7 en 2019, soit une aggravation d'USD 1 766,6 millions. Cette détérioration est expliquée par une augmentation de la facture des services de transport maritime payée par les entreprises résidentes aux non-résidents.

Les sommes versées aux non-résidents enregistrent une augmentation d'USD 672,5 millions par rapport à 2019 pour s'établir à 1008,07 millions en 2020.

En revanche, les recettes sont passées d'USD 95,4 millions en 2019 à USD 64,8 millions en 2020, soit une chute de 32 %. Cette diminution tire sa source de la baisse de la facture des services de télécommunication, d'informatique et d'information.

5.1.3 Balance des revenus primaires

Le déficit de la balance des revenus primaires se situe à USD 144,8 millions, contre USD 114,1 millions en 2019, soit une détérioration de 27 %. Cette augmentation du déficit est en partie expliquée par la baisse des revenus versés par les non-résidents aux résidents, notamment, les rémunérations des salariés, et les intérêts sur les investissements de portefeuille.

Les rémunérations des salariés versées aux résidents par les non-résidents diminuent de 76,8 % par rapport à 2019, pour s'établir à USD 12,8 millions. De même, les intérêts sur les investissements de portefeuille passent d'USD 16,2 millions en 2019 à 0,9 millions en 2020.

Tableau 21 — Évolution de la balance des services (en millions d'USD)

	2017	2018	2019	2020
Recettes	52,4	104	95,4	64,8
Variation annuelle en %	*-1,5*	*98,6*	*-8,3*	*-32,1*
Dépenses	755,9	801	850,1	2586,1
Variation annuelle en %	*15,3*	*6*	*6,1*	*204,2*
SOLDE	**-703,5**	**-697**	**-754,7**	**-2521,3**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 22 — Situation des revenus primaires (en millions d'SD)

	2017	2018	2019	2020
Revenus reçus du reste du monde	*47,7*	*68,7*	*88,1*	*32,5*
Revenus versés au reste du monde	*98,3*	*250,5*	*202,2*	*177,3*
Balance des revenus Primaires	**-50,6**	**-181,9**	**-114,1**	**-144,8**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

5.1.4 Balance des revenus secondaires

L'excédent de la balance des revenus secondaires en 2020 enregistre une amélioration de 86,4 % par rapport à 2019 pour s'établir à USD 147 millions. Cette amélioration est expliquée par la hausse des dons ordinaires et des autres transferts courants, reçus de l'étranger par les résidents.

Les dons ordinaires passent d'USD 23,4 millions en 2019 à USD 41,6 millions en 2020, soit une augmentation de 78 %, en raison notamment de l'appui apporté par les partenaires techniques et financiers dans le cadre de la riposte contre la pandémie de la COVID-19.

De même, les autres transferts divers enregistrent une hausse de 40,1 % par rapport à 2019, pour se situer à USD 319,1 millions en 2020.

5.2 — Compte de capital

Le compte de capital enregistre un excédent d'USD 147,1 millions, contre un excédent d'USD 40,7 millions atteint en 2019, soit un renforcement d'USD 106,44 millions. Cette amélioration résulte en partie de la hausse des dons projets octroyés au Gouvernement et aux ONG par les partenaires techniques et financiers. Ces dons passent d'USD 41,2 millions en 2019 à USD 113,2 millions en 2020, soit une augmentation d'USD 72,1 millions.

5.3 — Compte financier

Le compte financier est marqué par une acquisition nette des actifs d'USD 2 831,8 millions, contre un accroissement net des passifs d'USD 272,6 millions en 2019. Cette acquisition s'explique par l'accroissement d'actifs des autres investissements, en lien avec la forte augmentation des actifs (monnaie fiduciaire et dépôts) des sociétés non financières, qui sont, pour la plupart, exportatrices de produits miniers (or, bauxite, fer.).

Le montant des actifs en termes de monnaie fiduciaire et dépôts des sociétés passe d'USD 0,6 millions en 2019 à 3 177,4 millions en 220, soit un accroissement d'USD 3 176,8 millions.

Par ailleurs, les flux nets entrants des investissements directs étrangers s'établissent à USD 174 millions, contre USD 43,4 millions en 2019.

5.4 — Solde global et financement

Le contexte international étant marqué par la pandémie de la COVID-19, la balance des paiements se traduit par un solde global excédentaire d'USD 768,8 millions en 2020, contre USD 724,9 millions en 2019. Ce solde a permis une reconstitution des réserves de change d'USD 125,6 millions.

Tableau 23 — Situation des revenus secondaires (en millions USD)

	2017	2018	2019	2020
Transferts reçus du reste du monde	*495,2*	*387,2*	*354,1*	*365,6*
Transferts payés au reste du monde	*332,6*	*291,2*	*275,3*	*218,5*
Solde de la Balance des revenus secondaires	**162,6**	**96**	**78,9**	**147**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 24 — Mouvement des capitaux (en millions d'USD)

	2017	2018	2019	2020
Crédit	*149,4*	*140,4*	*41,3*	*150,4*
Débit	*3,7*	*0,02*	*0,6*	*3,3*
Solde du compte Capital	**145,7**	**140,4**	**40,7**	**147,1**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 25 — Évolution du financement du solde global de la balance des paiements (en millions d'USD)

	2017	2018	2019	2020
Financement du solde global	**197**	**749,6**	**724,9**	**768,8**
Avoirs de réserve	76,5	432,9	282,7	125,6
Crédits et prêts du FMI	26,3	45,5	31,7	63,4
Financement exceptionnel	94,3	271,3	410,5	579,9
Tirages sur nouveaux emprunts	94,3	271,3	410,5	579,9
Remises de dettes	0,0	0,00	0,00	0,0
Rééchelonnement de dettes existantes	0,0	0,00	0,00	37,2

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

6

Activités de supervision des Institutions Financières

6.1 — Paysage bancaire

6.1.1 Situation

Au 31 décembre 2020, le paysage bancaire guinéen compte 21 établissements de crédit comprenant 18 banques, une institution financière spécialisée et 2 établissements de crédit-bail.

En termes de réseau, le système bancaire s'est renforcé de 4 nouvelles agences et de 6 nouveaux distributeurs automatiques de billets, portant à 184 le total des agences et à 189 le total des distributeurs automatiques de billets. En 2020, le secteur a enregistré 24 270 nouveaux clients (16 480 particuliers et 7 790 entreprises) portant le nombre total de clients à 710 198. L'effectif des employés a baissé de 58 personnes, passant de 2 322 à fin 2019 à 2 264 à fin 2020.

Sur le plan règlementaire, plusieurs textes, sous forme d'instructions et de lettres circulaires, ont été promulgués, portant sur l'application des dispositions de la Loi bancaire.

En outre, des demandes d'agrément ont été examinées par le Comité des agréments et qui ont abouti à des décisions d'agréments de deux établissements de crédit, de six dirigeants et de six commissaires aux comptes de banques.

Le secteur bancaire guinéen en activité est dominé par trois grandes banques qui représentent 48,9 % du total du bilan du secteur, 49,4 % des dépôts collectés et 52,3 % des crédits distribués.

Les banques moyennes qui sont au nombre de cinq, cumulent 31,5 % du total bilan du secteur, 30,7 % des dépôts collectés et 27,6 % des crédits distribués.

Les petites banques, au nombre de huit, concentrent 19,6 % du total bilan du secteur, 19,9 % des dépôts collectés et 20 % des crédits distribués.

6.1.2 Evolution des postes du bilan

En dépit de la pandémie de COVID-19, le total des actifs du secteur bancaire s'accroit de 21,8 % pour se situer à GNF 34 218 milliards à fin décembre 2020, par rapport à fin décembre 2019. La hausse du bilan permet de conforter :

- les emplois de trésorerie de GNF 5 062 milliards (36,7 %), notamment les souscriptions en BDT qui augmentent de 51,5 % ; et
- les emplois hors trésorerie de GNF 1 057 milliards (7,4 %), notamment les actifs immobilisés qui haussent de 40,6 %.

L'évolution du passif du bilan s'explique principalement par l'augmentation de 23,5 % des ressources hors trésorerie, notamment les dépôts de la clientèle (20,7 %), des autres ressources à court terme (69 %) et des fonds propres (9,5 %). Par contre, les ressources de trésorerie se contractent de 21,7 %, en raison de la baisse des avances contractées auprès des correspondants étrangers (-41,8 %) et des banques et institutions locales (-53,4 %).

6.1.2.1 Ressources

Les ressources totales sont essentiellement formées de celles hors trésorerie qui représentent 97,5 % contre 2,5 % pour les ressources de trésorerie. Les ressources hors trésorerie sont dominées par les dépôts de la clientèle (78,2 %), tandis que les autres ressources à court terme et les fonds propres représentent respectivement 11,6 % et 10,2 %.

Les dépôts de la clientèle s'accroissent de 23,5 % pour se situer à GNF 26 113 milliards à fin décembre 2020. Ils sont constitués par les dépôts de la clientèle privée (98 %) et les dépôts du secteur public (2 %). Les dépôts de la clientèle privée sont constitués des comptes ordinaires (57 %), des comptes d'épargne (23 %) et des comptes à terme (13 %). Par nature de monnaie, les dépôts bancaires sont formés de 69,9 % de GNF et 30,1 % de devises.

Les autres ressources à court terme se situent à GNF 3 859,4 milliards, en augmentation de 69 % par rapport à 2019. Elles sont essentiellement constituées des comptes de régularisation (34,4 %), du résultat intermédiaire (25 %), des valeurs à l'encaissement (14,1 %), des opérations sur titres (13,9 %) et des créditeurs divers (12,3 %).

Les fonds propres du système bancaire atteignent GNF 3 399,7 milliards à fin 2020 contre GNF 3 106 milliards à fin 2019, soit une hausse de 9,5 %. Cet accroissement est dû essentiellement à la consolidation des réserves des banques de 21,1 % et à l'augmentation des reports à nouveau de 51,4 %. En revanche, le capital social des banques n'a quasiment pas varié au cours de la période.

Les ressources de trésorerie se situent à GNF 846,6 milliards, en baisse de 21,7 % par rapport à l'année précédente. Cette détérioration s'explique par la diminution des engagements des banques auprès des correspondants étrangers et des banques locales au profit de la Banque Centrale faisant suite aux mesures exceptionnelles d'injection de liquidités liées à la pandémie de COVID-19.

6.1.2.2 Emplois

Les emplois du secteur bancaire sont constitués des emplois hors trésorerie (44,9 %) et des emplois de trésorerie (55,1 %).

Les emplois hors trésorerie se situent à GNF 15 356 milliards à fin 2020, en hausse de 7,4 % par rapport à fin 2019. Ils sont dominés par les concours à l'économie qui représentent 75,3 %. Les actifs immobilisés et les autres emplois à court terme ne représentent que 15,3 % et 9,4 % respectivement.

Les concours à l'économie augmentent de 1,6 % par rapport à fin 2019 pour se situer à GNF 11 565 milliards à fin 2020. Cette augmentation est essentiellement due à l'accroissement des concours accordés à la clientèle privée de 1,6 %. Par contre, les concours au secteur public diminuent de 35,9 % pour se situer à GNF 5,5 milliards, en raison de la fermeture des comptes des entités publiques dans les banques commerciales pour motif d'unicité des comptes de l'Etat.

Les autres emplois à court terme se situent à GNF 1 442,4 milliards, en augmentation de 15,7 % par rapport à fin 2019. Ils sont essentiellement constitués des comptes de régularisation (37,4 %), des valeurs à l'encaissement (36,8 %) et des comptes débiteurs divers (24,6 %).

Les actifs immobilisés se chiffrent à GNF 2 348,7 milliards, contre GNF 1 670 milliards à fin 2019, soit un accroissement de de 40,6 %. Ils sont composés des immobilisations (50 %) et des titres de participation (50 %).

Les emplois de trésorerie s'élèvent à GNF 18 862,6 milliards, contre GNF 13 800,6 milliards à fin 2019, soit une hausse de 36,7 %. Ils sont essentiellement composés des souscriptions aux BDT (44,4 %), des dépôts auprès de la BCRG (32,4 %) et des dépôts auprès des correspondants étrangers (19,5 %).

Le hors bilan du système bancaire, représentant des engagements et des garanties donnés ou reçus, augmente de 30 %, passant de GNF 14 060,9 milliards à fin 2019 à GNF 18 281,2 à fin 2020. Cette augmentation résulte principalement de la hausse de 41,6 % des engagements par signature reçus d'institutions financières.

6.1.2.3 Analyse de la rentabilité

Le résultat net cumulé du secteur bancaire guinéen est bénéficiaire de GNF 908 milliards, contre GNF 623 milliards en 2019, soit une augmentation de 45,2 %. Trois facteurs expliquent la rentabilité du secteur bancaire en cette période de crise sanitaire, à savoir la hausse du produit net bancaire (PNB), la maitrise des charges et la réduction du coût du risque.

Le produit net bancaire (PNB) se situe à GNF 3 054 milliards, en hausse de 17,6 % par rapport à 2019. Cette hausse résulte de celle des produits et des commissions sur les opérations bancaires, notamment les opérations de trésorerie et interbancaires qui ont progressé de 54,7 %.

Les frais généraux augmentent de 7,2 % par rapport à fin 2019 pour se situer à GNF 1 375,7 milliards à fin 2020. Cette augmentation est moins importante que celle du PNB, en raison de la baisse des effectifs et de certaines restrictions d'activités.

6.1.2.4 Qualité du portefeuille de crédit

Les taux de dégradation du portefeuille des banques se situent entre 8,6 % et 45,8 % à fin 2020, pour une moyenne de 7,1 %, contre 8 % à fin 2019. Le taux de provisionnement des créances est passé de 70,1 % en 2019 à 76,9 % en 2020.

6.1.3 Activités de supervision

La Banque Centrale a continué ses activités de surveillance des établissements de crédit, conformément à ses attributions.

6.1.3.1 Contrôle sur pièces

La surveillance permanente des banques a permis de relever quelques infractions sur certaines règles et normes prudentielles.

Toutes les banques respectent la norme de capital social minimum règlementaire de GNF 100 milliards, la norme de concentration des risques ainsi que celle du coefficient minimal de transformation de plus de cinq ans. Certaines banques restent souvent en infraction par rapport aux normes de solvabilité, de représentation du capital minimum, de division des risques et de positions de change, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 26 — Évolution du nombre d'infractions relevées sur les banques

Ratios prudentiels	Déc-15	Déc-16	Déc-17	Déc-18	Déc-19	Déc-20
Capital social	3	4	2	0	0	0
Représentation capital minimum	5	4	4	3	2	2
Solvabilité	0	1	0	1	1	3
Division des risques	12	10	11	9	13	13
Concentration des risques	0	0	0	0	0	0
Concours aux apparentés	-	-	-	-	-	-
Liquidité globale	2	1	3	4	2	2
Liquidité en GNF	1	0	2	2	3	2
Liquidité en devises	8	6	8	9	8	6
Coefficient de transformation	0	0	0	2	4	0
Position de change globale	0	2	3	6	5	1
Position de change en dollar	1	1	3	6	4	3
Position de change en euro	2	4	3	5	3	3

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

6.1.3.2 Contrôle sur place

Dans le cadre du contrôle sur place, les missions planifiées ont été fortement perturbées par la crise sanitaire liée à la pandémie de COVID-19, en raison de l'application des mesures de distanciation sociale. Avant l'état d'urgence sanitaire, les missions effectuées ont révélé des infractions à la réglementation et des recommandations allant dans le sens de la correction des anomalies ont été formulées.

6.1.3.3 Réglementation

En dépit de la crise sanitaire de la COVID-19, la Banque Centrale a poursuivi les travaux et les études visant l'adoption des pratiques et standards internationaux en matière de supervision bancaire. Ainsi, elle a procédé à la codification des états de reporting du nouveau Plan Comptable des Etablissements de Crédit, à l'adoption d'un cadre réglementaire et prudentiel applicable aux opérations de crédit-bail, à la révision de la Loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et financement du terrorisme (LBC/FT), et à la mise en place d'un système de notation des risques BC/FT.

6.2 — Institutions de microfinance

6.2.1 Aperçu sur le paysage du secteur de la microfinance

Au 31 décembre 2020, le secteur compte 17 Institutions de Microfinance (IMF), réparties en deux catégories :

• les IMF qui collectent l'épargne : 14 Institutions ; et

• les IMF qui ne collectent pas l'épargne : 3 Institutions.

Le secteur entretient un réseau de 683 agences ou points de services pour 816 236 clients et 936 employés, contre 461 agences ou points de services pour 856 464 clients et 1 071 employés en 2019 respectivement.

La répartition des points de services par catégorie d'IMF se présente comme suit :

• catégorie d'IMF collectant l'épargne :

— les IMF de type coopératif et mutualiste disposent de 155 agences ou points de service conte 161 un an plus tôt ;

— les IMF de type société anonyme disposent de 518 agences ou points de service contre 291 en 2019 ;

• les IMF ne collectant pas d'épargne ont 10 agences ou points de service contre 9 en 2019.

6.2.1.1 Offre de produits et services financiers par les IMF

En Guinée, les IMF proposent généralement à la clientèle des services de dépôts à vue et de crédits à court terme. Certaines parmi elles offrent, en plus de ces services de base, d'autres services comme le transfert d'argent, la commercialisation de produits d'assurance, la vente de cartes bancaires, et les services financiers mobiles.

6.2.1.2 Ressources et emplois

Les ressources des IMF sont composées principalement des dépôts à vue (ressources à court terme) et des emprunts. Le total des dépôts à vue s'accroit de 47 % par rapport à fin 2019 pour se situer à GNF 658,2 milliards à fin 2020.

Les ressources des IMF de la catégorie ne collectant pas d'épargne se chiffrent à GNF 1,3 milliard à fin 2020 contre GNF 1,4 milliards à fin 2019. Elles proviennent essentiellement des ressources des promoteurs, des bailleurs de fonds et des emprunts auprès des institutions financières de la place.

Les emprunts s'établissent à GNF 88,2 milliards à fin 2020 contre GNF 73,1 milliards à fin 2019. Cette augmentation est observée au niveau de la catégorie épargne et crédit, avec des hausses respectives de 22 % et 9 % pour les sociétés anonymes et les « coopératives et mutuelles ».

L'encours des crédits se situe à GNF 698,5 milliards à fin 2020 contre GNF 706,4 milliards à fin 2019, en baisse de 1 %. Les crédits à court terme sont plus importants et s'expliquent par le fait que les ressources des IMF sont dominées par les ressources à court terme.

Les liquidités des IMF augmentent de 29% par rapport à fin 2019 pour atteindre GNF 178,61 milliards à fin 2020. En outre, les immobilisations se situent à GNF 83,4 milliards à fin 2020 contre GNF 53 milliards à fin 2019, soit une augmentation de 58 %.

6.2.1.3 Indicateurs du secteur

En 2020, le nombre de points de services et les encours en souffrances ont augmenté respectivement de 48 % et 33 %, tandis que les autres indicateurs du secteur se sont détériorés.

Les fonds propres des IMF s'établissent à GNF 209,3 milliards à fin 2020, en hausse de 34,9 % par rapport à fin 2019. Les fonds propres des IMF coopératives et mutualistes augmentent de 19 % pour se situer à GNF 58,3 milliards à fin 2020. Ceux des IMF de catégorie Société Anonyme atteignent GNF 146,98 milliards à fin 2020 contre GNF 103,4 milliards à fin 2019. Les fonds propres des IMF ne collectant pas de l'épargne augmentent de 50 % en glissement annuel pour s'établir à GNF 3,94 milliards à fin 2020.

Le secteur de la microfinance enregistre un résultat excédentaire de près de GNF 5 milliards contre GNF 2,9 milliards en 2019, soit un accroissement de 67 %, grâce à la performance des IMF coopératives et mutualistes et de celles ne collectant pas de l'épargne.

En termes de part de marché, le secteur des IMF est dominé par trois institutions qui détiennent 67 % du total des dépôts et 59,2 % du portefeuille de crédit.

Tableau 27 — Évolution des principaux indicateurs du secteur (à fin de période)

Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020	Variation (en %)
Nombre d'IMF	24	25	26	22	17	-29
Nombre de guichets	349	377	376	461	683	48
Nombre d'employés	812	848	944	1 071	936	-13
Nombre de clients	531 036	587 041	695 714	856 464	816 236	-5
Nombre de crédits accordés	126 498	233 125	302 541	378 187	363 468	-4
Volume des crédits (en milliards de GNF)	415,4	396,4	620,3	951,6	880,3	-7
Encours de crédit (en milliards de GNF)	244,6	315,7	491,1	706,4	698,5	-1
Encours de crédit en souffrance (en milliards de GNF)	18,3	12,4	36,4	54	71,7	33
Encours d'épargne (en milliards de GNF)	281,1	335,8	404,2	446,1	658,2	47

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 28 — Évolution des fonds propres par catégorie des IMF à fin de périodes (en milliards GNF)

Fonds Propres	2016	2017	2018	2019	2020	Variation (%)
Sociétés Anonymes	52,8	45,8	78,9	103,4	147	42,2 %
Coopératives et Mutuelles	11,1	4,6	18,7	49,2	58,3	18,6 %
IMF non collectrices d'épargne	2,89	2,86	6,71	2,62	3,94	50,4 %
Total	**66,8**	**53,2**	**104,3**	**155,2**	**209,3**	**34,9 %**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 29 — Évolution du résultat par catégorie des IMF (en milliards de GNF)

Catégorie IMF	2016	2017	2018	2019	2020	Var.
Sociétés Anonymes	*-1,0*	*-1,2*	*-29,7*	*-14,2*	*-9,9*	*-30,8 %*
Coopératives et Mutuelles	*0,3*	*-15,8*	*8,5*	*17*	*14,7*	*-13,2 %*
IMF non collectrices de dépôts	*0,1*	*0,1*	*0,1*	*0,2*	*0,1*	*-58,3 %*
Total	**-0,6**	**-16,9**	**-21,0**	**3**	**5**	**67,4 %**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 30 — Part de marché du secteur des IMF (à fin 2020)

IMF	Clients	Agences	Effectifs	NCA (1)	Crédits débloqués (%)	Encours crédits (%)	Encours Epargne (%)
IMF Société Anonyme							
CRG SA	416 362	174	299	293 539	24,1	21	30,7
FINADEV	64 348	23	164	16 179	9,8	8,2	11,8
CKGC	9 660	5	41	469	12,4	9,9	12,7
COFINA	16 712	4	77	544	19,3	20,6	17,5
CREDIT NAFA	2 773	5	14	458	0,2	0,2	0,3
JATROPHA	6 729	8	17	0	0	0,12	0,2
WAKILY SA	6 449	5	34	3 751	0,	0,4	0,1
AMIFA SA	26 182	11	102	7 465	11,1	8,6	5,7
AKIBA SA	715	283	13	5	0,0	0,0	1
IMF ne collectant pas de l'épargne							
3AE	441	6	22	26	0,0	0,2	**
TAB FINANCES	92	1	6	63	0,2	0,3	**
MGE	308	3	7	-	-	0,2	**
IMF coopératives et mutualistes							
CPECG YETE MALI	142 734	27	89	7 982	19,5	14,6	18,8
MUFFA	94 257	83	-	30 052		13	0,1
FASEF BG	26 848	42	34	3 032	2,4	2,7	1,3
SABOU	1 626	3	17	218	0,1	0,1	0,1
TOTAL	**816 236**	**683**	**936**	**363 783**	**100**	**100**	**100**

1 () Nombre de crédits accordés

Source : Banque Centrale de la République de Guinée
*** IMF ne collectant pas l'épargne*

Le Crédit Rural de Guinée reste le leader sur le marché, aussi bien en termes de dépôts que de crédits. Il détient environ 21 % de l'encours des crédits du secteur et 30,7 % de l'encours des dépôts. Il est suivi par la Compagnie Financière de Guinée (COFINA) (20,6 % et 17,5 %) et YETE MALI (14,6 % et 18,8 %).

Le nombre de clients des IMF baisse de 5% par rapport à fin 2019 pour se situer à 816 236 à fin 2020. Cette diminution est imputable notamment au retrait d'agréments pour certains IMF dont le nombre de client s'élevait à 54 841 en 2019.

Le volume des financements accordés se situe à GNF 880,3 milliards à fin 2020, contre GNF 951,6 milliards à fin 2019. L'encours de crédit s'établit à GNF 698,5 milliards, contre GNF 706,4 milliards, soit une baisse de 1 %. Le montant des créances en souffrance augmente de 33 % par rapport à fin 2019 pour s'établir à GNF 77,7 milliards à fin 2020. Cette situation s'explique par l'impact de la crise sanitaire sur l'activité économique à travers les mesures barrières au niveau des marchés, la restriction des voyages (entre Conakry et l'intérieur, fermeture de certaines frontières.

En 2020, le portefeuille de crédit en souffrance s'est dégradé. Cette dégradation est observée au niveau de toutes les catégories d'IMF. Les IMF coopératives et mutualistes ainsi que la catégorie de sociétés anonymes enregistrent des variations de l'ordre de GNF 10,250 mds (157 %) et de GNF 5,885 mds (13 %) des crédits de souffrance, respectivement. Les IMF de la catégorie sans épargne connaissent une augmentation des crédits en souffrance de 170 % par rapport à fin 2019.

Les secteurs du commerce, de la restauration et de l'hôtellerie bénéficient plus de la moitié des crédits accordés (54,2 %). Ils sont suivis par ceux de l'agriculture, l'élevage et la pêche (12,6 %), des autres secteurs (11,8 %), des travaux publics, bâtiments et logements (11,4 %), du transport et de la communication (7,1 %) et du secteur de l'industrie et l'artisanat (2,9 %).

Tableau 31 — Évolution du portefeuille des crédits en souffrance (en %)

Indicateurs	2016	2017	2018	2019	2020
Portefeuille des crédits à risque	100	100	100	100	100
PAR de 1 à 30 jours	43	14	31	23	12
PAR de 31 à 60 jours	16	12	26	12	14
PAR de 61 à 90 jours	8	9	9	11	13
PAR de 91 à 180 jours	7	19	12	29	25
PAR de 181 à 360 jours	11	10	12	11	15
PAR de plus de 360 jours	16	36	10	14	21

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 32 — Évolution des concours accordés par secteur d'activité (en %)

Secteur d'activité	2016	2017	2018	2019	2020
Agriculture, élevage et pêche	11	11,5	13,1	8,9	12,6
Travaux publics, bâtiments et logements	12	6,25	14,6	15,7	11,4
Commerce, restauration et hôtellerie	51	47,9	45,3	46,6	54,2
Industrie et Artisanat	5	4,3	4	3,3	2,9
Transport et Communication	5	2,8	5,1	12,4	7,1
Autres secteurs	16	27,2	17,9	13,1	11,8

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

6.2.2 Activités de contrôle et de supervision

Conformément à ses attributions, la Banque Centrale a continué à assurer sa mission de surveillance des Institutions Financières Inclusives à travers les activités de contrôle sur place et sur pièces.

6.2.2.1 Contrôle sur place

La Banque Centrale a réalisé au mois de juillet 2020, une mission de contrôle auprès d'une Institution de Microfinance ainsi que dans une structure qui exerçait l'activité de microfinance de façon illégale, dénommée « SILY CREDIT ».

Les deux missions ont conduit respectivement à la mise sous surveillance rapprochée de l'Institution pour une durée de six mois et à une fermeture de la société illégale.

6.2.2.2 Contrôle sur pièces

Les activités de contrôle sur pièces ont principalement porté sur l'examen des situations périodiques, le suivi du respect des normes prudentielles, le suivi des indicateurs de COVID-19.

A fin 2020, hormis 3 IMF dont les situations ne sont pas reçues, le secteur présente :

- quatre IMF en infraction sur les normes du capital minimum ;
- quatre IMF ne respectant pas les normes relatives aux fonds propres nets ;
- deux IMF non en règles sur le ratio de solvabilité ;
- deux IMF qui ne respectent pas la norme du ratio de liquidité ;
- trois IMF qui sont en infraction sur les normes relatives aux divisions des risques.

Au titre des mesures d'assouplissement en faveur du secteur financier, en vue de juguler les effets de la COVID-19, la BCRG a baissé les ratios de solvabilité et de liquidité des IMF à 10 % et à 15 %, respectivement.

6.2.2.3 Activités du Comité des Agréments

En 2020, une nouvelle Institution est agréée dans la catégorie Epargne et Crédit, dénommée LA-NALA FINANCE. Par contre, six autres Institutions de Microfinance ont enregistré le retrait de leurs agréments. Il s'agit de : RAFOC, CAFODEC, GAAES NAFAYA, CAIDEL, MECREPAG et la MUFFA (entité qui jouissait d'une autorisation particulière différente de celle des MUFFA parrainées par AFRILAND FIRST BANQUE).

Au niveau des dirigeants, deux retraits d'agrément ont été prononcé par le Comité des agréments.

Au titre de 2020, le Comité des agréments a également procédé :

- au renouvellement de la dérogation à la condition de nationalité d'un Président du Conseil d'Administration ;
- à l'examen de la demande de notification d'un Administrateur ;
- à la mise en place du Comité de Suivi et d'Orientation du réseau des CPECG YETE MALI.

6.3 — Établissements de monnaie électronique

6.3.1 Présentation du Paysage du secteur

Au 31 décembre 2020, le secteur des Institutions Financières Inclusives compte cinq Etablissements de Monnaie Electronique (EME) agréés par le Comité des agréments, dont quatre (4) en activité.

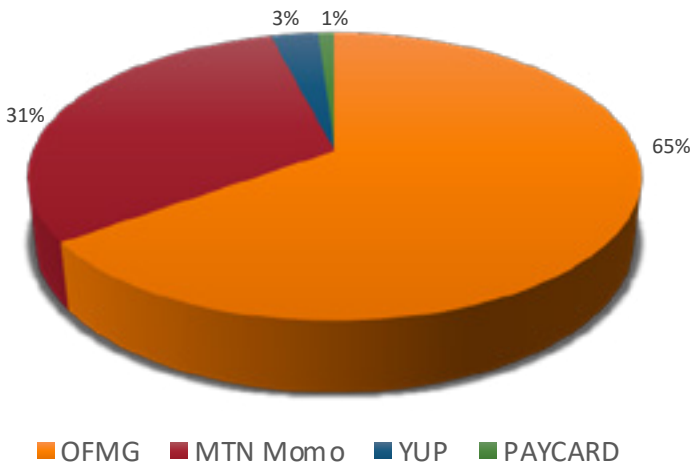
Le marché des EME est dominé par Orange Finances Mobiles qui détient 65 % de part de marché, suivi de MTN Mobile Money avec 31 %, Yup et PayCard qui détiennent respectivement 3% et 1% de part de marché.

Tableau 33 — Liste des Établissements de Monnaie Électronique en 2020

Nom de l'EME	Moyen de paiement utilisé	Profil
Orange Finances Mobiles Guinée / Orange Money Guinée (OFMG)	Téléphonie	Filiale de Orange Télécom
MTN Mobile Money Guinée (MTN MoMo)	Téléphonie	Filiale Areeba Guinée
PayCard	Téléphonie/Carte prépayée	Acteur indépendant
YUP	Téléphonie	Filiale de Société Générale de Banques en Guinée
CashMoov	Téléphonie	Acteur indépendant

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Graphique 23 — Parts de marché des EME en 2020



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

6.3.2 Nombre de comptes

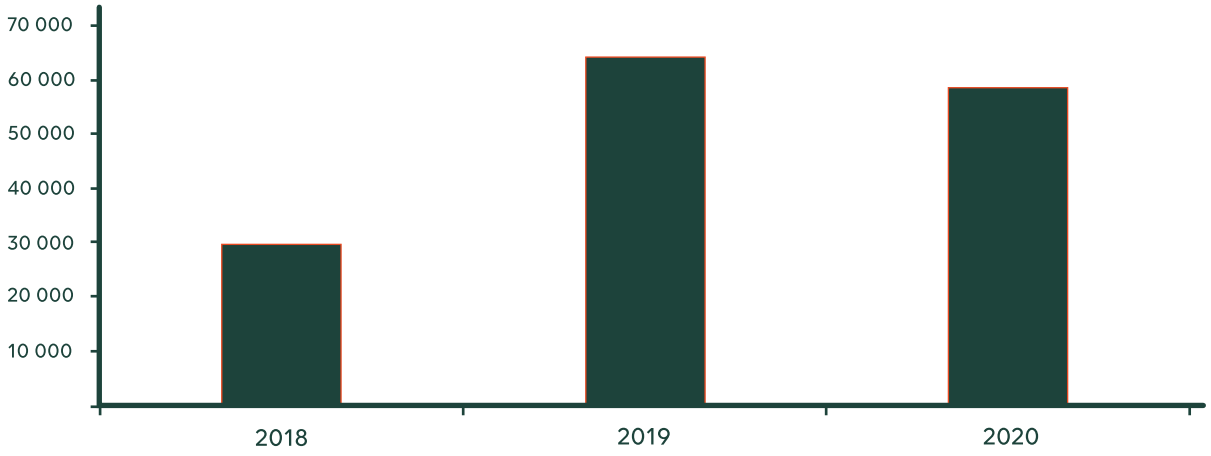
Le nombre total de comptes progresse de 14,3 % en glissement annuel pour se situer à 8 millions à fin 2020. Cette augmentation s'explique par les mesures relatives à la simplification des diligences d'identification des clients lors de l'ouverture d'un compte de monnaie électronique prises par la BCRG dans le cadre du plan de riposte économique du Gouvernement face à la crise sanitaire de la COVID-19. Les comptes actifs (utilisés au moins 1 fois par mois) ont suivi la même tendance, favorisée notamment par le programme gouvernemental de transfert monétaire d'urgence en faveur des ménages mis en œuvre par l'Agence Nationale d'Inclusion Economique et Sociale (ANIES). Toutefois, avec 30% du total des comptes ouverts, le taux d'activité des comptes reste encore peu élevé.

6.3.3 Distribution de la monnaie électronique

Le réseau de distribution de la monnaie électronique se caractérise par une diminution du nombre de points de services de 9,5 % par rapport à fin 2019 pour se situer à 58103 à fin 2020. Cette baisse est dû à la fermeture de certains points de services inactifs.

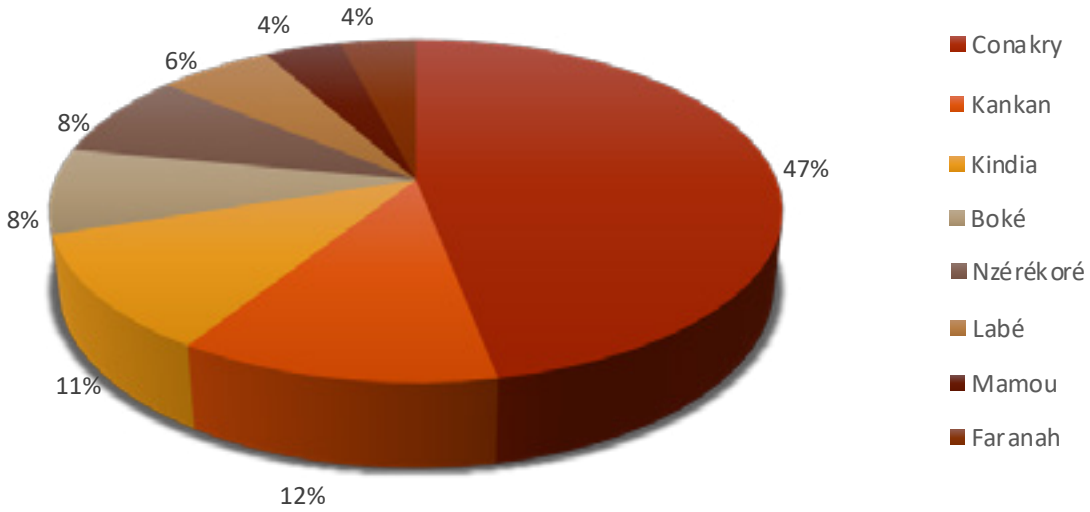
Les établissements de monnaie électronique couvrent le territoire national, avec une forte concentration au niveau de la zone spéciale de Conakry qui regroupe 47 % des points de services. Elle est suivie par les régions de Kankan et Kindia qui regroupent respectivement 12 % et 11% de l'ensemble des points de services. Avec 4% chacune, les régions de Faranah et de Mamou disposent des taux de couverture les plus faibles du pays.

Graphique 24 — Évolution du nombre de points de services



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Graphique 25 — Répartition géographique des points de services par région administrative



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Le secteur est resté dynamique en 2020, soutenu par les mesures sociales de riposte contre la pandémie de la COVID-19, notamment la mise en œuvre du programme de transfert monétaire du Gouvernement en faveur des couches vulnérables. En effet, le nombre de transactions augmente de 26 % par rapport à fin 2019 en se situant à GNF 408 millions.

6.3.4 Usage de la monnaie électronique

L'utilisation de la monnaie électronique par les clients reste dominée par les rechargements et les retraits de fonds sur les comptes de monnaie électronique. Ces opérations représentent respectivement 54 % et 82.6 % en volume et en valeur de l'ensemble des transactions. Les paiements (salaires, crédits téléphoniques) représentent 40% en nombre de transactions.

Les paiements marchands et de factures restent marginaux dans les opérations de monnaie électronique (1% de la valeur de l'ensemble des transactions).

6.3.5 Transfert d'argent transfrontalier

La BCRG a autorisé certains EME à recevoir des transferts d'argent transfrontaliers. Ce service permet aux personnes vivant à l'Etranger et disposant d'un compte bancaire ou d'un compte électronique d'effectuer des transferts de fonds vers la Guinée. Les paiements sont effectués en GNF au cours du jour de la réception des fonds. Toutefois, la contrepartie en devises doit être rapatriée via un compte bancaire ouvert à cet effet dans une banque de la place.

Les transferts transfrontaliers s'élèvent à euros 14 millions en 2020, contre euros 3 millions en 2019, en dépit de la pandémie et des mesures de confinement dans plusieurs pays. Cette croissance s'explique notamment par la possibilité offerte aux clients d'accéder à leur compte bancaire via le téléphone mobile, de transférer les montants dans leur porte-monnaie et d'effectuer les transferts internationaux. La multiplication des partenariats et la diversification des pays d'envois des fonds ont également permis d'augmenter le flux de réception des fonds. Par ailleurs, certains EME, en partenariat avec leurs correspondants étrangers, ont supprimé les frais liés aux transactions internationales, ce qui a encouragé les clients à utiliser ce service.

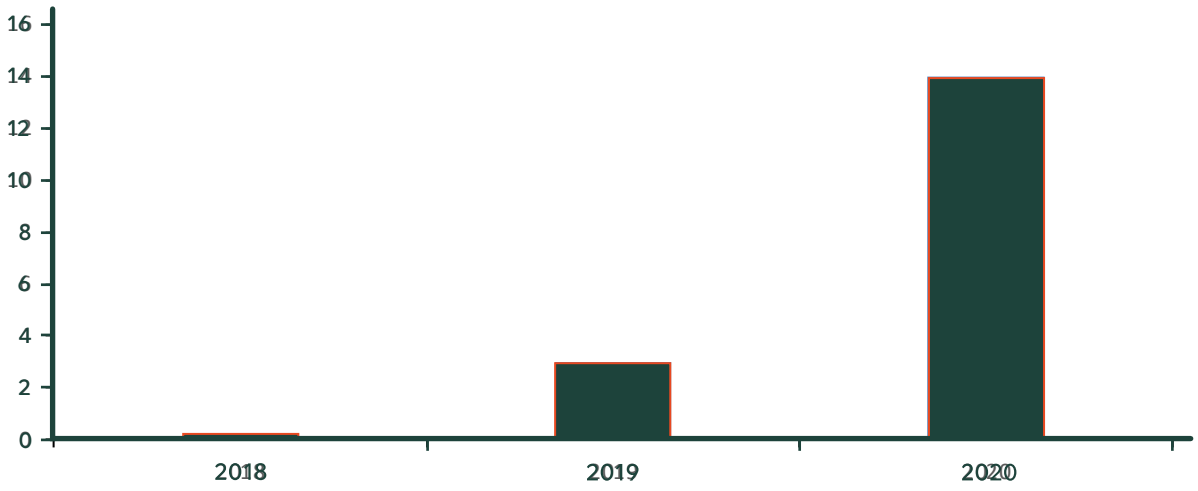
Il est à noter que l'autorisation accordée aux EME ne concerne que les opérations de réception de fonds en provenance de l'étranger.

Tableau 34 — Évolution des transactions par usage (en milliards de GNF)

Usages	2019	2020
Achat de crédit téléphonique	821,3	1 087,5
Transferts internationaux	35,1	173,9
Transferts de personne à personne	6 469,2	10 259,5
Paiements marchand	302,4	667,0
Paiements de factures	6,9	56,3
Retraits (Cash-Out)	19 372,2	28 086,3
Rechargements du porte-monnaie	21 018,8	30 443,1
Total	**48 025,9**	**70 773,7**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Graphique 26 — Évolution des transferts transfrontaliers reçus (en millions d'euros)



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

6.3.6 Activités de supervision

Les missions de contrôle sur place n'ont pas été réalisées en 2020, en raison de la pandémie de la COVID-19. Toutefois, un accent a été mis sur le renforcement du contrôle sur pièces à travers l'évolution des comptes de cantonnement et l'élargissement des reportings aux mesures de riposte face au COVID 19.

L'évolution de l'activité des EME se traduit par l'augmentation des dépôts, au sein des banques de la place, représentant la contrepartie de la monnaie électronique émise. En effet, la domiciliation de ces fonds dans les banques est conforme à l'article 7 de l'Instruction relative aux normes prudentielles applicables aux EME exige que les fonds représentant la contrepartie de la monnaie électronique émise, soient domiciliés, sans délai, dans des comptes exclusivement dédiés à cette fin auprès de plusieurs banques. Le montant des dépôts passe de 691 milliards en 2019 à 1 300 milliards en 2020, soit une augmentation de 88 %.

6.3.7 Suivi de la situation COVID

En application du communiqué du 16 avril 2020 portant sur les mesures d'accompagnement du secteur financier, la BCRG a publié un certain nombre d'indicateurs allant dans le sens du suivi de ces mesures. Concernant les EME, il s'agit principalement:

- du nombre de comptes mobiles ouverts à distance ; et

- du montant en GNF économisé par les clients relatif aux mesures de baisse des frais de transfert. Les mesures de facilitation pour l'ouverture de comptes ont permis l'ouverture à distance de 16 % des comptes de monnaie électroniques. Par ailleurs, les clients ont économisé un montant de GNF 6,3 milliards, grâce aux mesures de gratuité des frais de transfert.

Tableau 35 — Évolution du nombre de comptes ouverts en 2020

Indicateurs	2020
Nombre de comptes ouverts en 2020	1 065 815
Nombre de comptes ouverts à distance	174 020
Economie réalisée par les clients (en GNF)	6 330 000 000

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Pour accompagner le programme de transfert monétaire du Gouvernement mis en œuvre par l'ANIES, la BCRG a élaboré une lettre circulaire relative aux mesures de simplification pour l'ouverture de comptes spéciaux de monnaie électronique. Cette mesure a permis l'ouverture de plus de 20 000 comptes de monnaie électronique en faveur des populations bénéficiaires de ce programme.

6.4 — Sociétés d'assurance

6.4.1 Situation

6.4.1.1 Acteurs du marché

A fin décembre 2020, le marché guinéen des assurances compte 16 compagnies d'assurance agréées, 12 évoluant en assurance dommage et 4 en assurance vie.

Le marché est animé par 60 courtiers et 78 agents généraux, soit 138 intermédiaires en règle. Il est également animé par un Bureau National de la Carte Brune CEDEAO, qui gère les risques transfrontaliers de la « responsabilité civile -automobile » au niveau de la sous-région, et par un Fonds de Garantie Automobile, qui a pour rôle l'indemnisation des victimes d'accidents de la circulation dont les responsables ne sont pas connus ou connus mais insolvables.

6.4.1.2 Activités des compagnies d'assurances

Le marché de l'assurance enregistre, pour l'exercice 2020, un chiffre d'affaires de GNF 550,7 milliards contre GNF 456,8 milliards en 2019, soit une hausse de 20,6 %. Cette croissance s'explique en partie par les performances de LANALA-VIE (166 %), LANALA-IARD (46 %), SAHAM (44 %), UGAR-ACTIVA (39 %) et SAAR (31 %), qui ont enregistré une forte croissance de leurs chiffres d'affaires.

Ce chiffre d'affaires est réparti entre les branches IARD pour GNF 436,6 milliards (79,3 %) et Vie pour GNF 114,1 milliards (20,7 %). La répartition des compagnies par chiffre d'affaires est présentée au tableau qui suit.

Le marché reste relativement concentré. En effet, 55,3 % des parts de marché en termes de primes collectées sont détenues par seulement trois compagnies d'assurances, contre 58,3 % en 2019.

En dépit de cette évolution globale du chiffre d'affaires du marché, certaines sociétés ont enregistré en 2020 un recul de leurs chiffres d'affaires. Il s'agit de VISTA ASSURANCES (-26 %), SONAG (-16 %), MUTRAGUI (-10,6 %), NSIA Assurances (-20,3 %) et SUNU IARD (-26,6 %). Les baisses enregistrées par NSIA Assurance et SUNU IARD s'expliquent par la séparation des activités vie et non vie de ces deux sociétés.

Toutes les branches de l'assurance participent à la croissance du chiffre d'affaires avec une contribution de l'assurance vie qui connait une progression notable de 17,2 % en 2020 contre 6,1 % l'année précédente. Ceci s'explique par l'entrée en activité de nouvelles sociétés. L'assurance dommages, avec un montant de GNF 436,64 milliards, enregistre une hausse de 21,5 % contre 12,4 % en 2019, en raison du renouvellement de contrats arrivés à échéances, de l'obligation d'assurance dans le secteur minier et de l'obligation d'assurances des marchandises à l'importation.

Par ailleurs, la part de marché de l'assurance vie s'établit à 20,7 %, contre 21,3 % en 2019.

Tableau 36 — Évolution des chiffres d'affaires des compagnies d'assurance (en milliards de GNF)

Compagnies	2019	2020
UGAR ACTIVA	118,4	164,6
ACTIVA VIE	70,3	75,4
SAHAM	44,5	64,3
NSIA Assurance	77,8	62
SUNU IARD	47,4	34,8
LANALA IARD	22,9	33,5
SOGAM	23,7	28,8
SAAR	17,7	23,2
NSIA Assurance VIE	-	20
SUNU VIE	-	11,2
VISTA Assurance	12,8	9,3
MUTRAGUI	10	8,9
LANALA VIE	2,8	7,4
SONAG	8,5	7,2
Marché	**456,7**	**550,7**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 37 — Évolution du chiffre d'affaires par branche (en milliards de GNF)

	2019	2020
IARD	359,4	436,6
VIE	97,4	114,1
Total	**456,8**	**550,7**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les investissements dans le secteur des assurances progressent de 124,4 % par rapport à 2019 pour se situer à GNF 678,5 milliards. Ils sont principalement constitués des valeurs mobilières (actions et obligations), des valeurs immobilières assimilées (droits immobiliers et prêts) et des dépôts à terme.

Les produits financiers nets des compagnies d'assurances se chiffrent à GNF 29,7 milliards, contre GNF 17,3 milliards en 2019, soit un accroissement de 72 %. Cet accroissement est dû à une augmentation considérable des produits de placements et une maitrise des charges financières.

Les prestations et frais payés (sinistres payés) progressent de près de 11 % par rapport à l'année précédente pour se situer à GNF 126,2 milliards, en raison du nombre de sinistres payés.

Au titre des charges de sinistres, les sociétés ont supporté GNF 182,7 milliards, contre GNF 157,2 milliards en 2019, soit une augmentation de 16,3 %, lié au nombre de sinistres gardés après le 31 décembre.

Les commissions payées aux intermédiaires augmentent de 9,8 % par rapport à 2019 pour s'établir à GNF 43,5 milliards contre GNF 39,6 milliards en 2019. Cette hausse s'explique par l'augmentation des charges de commissions de toutes les sociétés sur la période sous revue, toute chose qui explique la dynamique commerciale du marché.

6.4.2 Surveillance du marché

En 2020, les dispositions du Code des Assurances relatives à la séparation des activités des Sociétés Vie et Non vie ont été mises en application.

Trois (3) nouvelles Sociétés d'assurances (SUNU Assurances Vie Guinée, NSIA Assurances-Vie et PREMIUM Assurances) ont été agréées par le Comité des Agréments, portant ainsi le nombre de sociétés Agréées à seize (16).

Deux Directeurs généraux de sociétés d'assurances ont été agréés par le Comité des Agréments, et un a vu son agrément renouvelé conformément à la règlementation en vigueur.

La commission chargée de mener des réflexions et de conseiller la Banque Centrale dans le cadre de la mise en place d'une Société de Réassurance, a poursuit ses travaux d'études et de recherche des partenaires. De même, la commission chargée de mener des réflexions et de conseiller la Banque Centrale dans le cadre de la mise en place d'une Société Nationale d'Assurance Agricole a également poursuivi ses travaux.

Par ailleurs, la situation des Intermédiaires d'assurances en fin d'exercice 2020 présente 60 courtiers et 78 Agents généraux en règle.

Sur le plan de la règlementation, les instructions relatives aux activités suivantes ont été adoptées :

- les diligences des commissaires aux comptes ;
- les conditions d'exercice des activités des intermédiaires d'assurance ;
- les modalités de facturation au réel des conventions d'assistance technique ;
- les dispositifs de contrôle interne des sociétés d'assurance, et
- la transmission des états financiers des sociétés d'assurance.

Ces nouveaux textes permettront au secteur des assurances d'avoir :

- un encadrement de la fonction de commissariat aux comptes des sociétés d'assurance afin de mieux qualifier la fonction et améliorer la qualité des états financiers certifiés transmis à la BCRG ;
- un meilleur contrôle des conventions d'assistance technique des sociétés d'assurances afin de s'assurer que les frais liés à ces opérations répondent à des besoins réels des sociétés et que la facturation soit conforme aux réalités du marché ;
- une amélioration des dispositifs de contrôle interne des sociétés d'assurance pour une gouvernance conforme aux normes et standards internationaux et
- un système de reporting trimestriel et semestriel permettant d'avoir un contrôle proactif des sociétés d'assurance conformément aux normes et standards internationaux.

Dans le cadre de la surveillance du marché, la BCRG a procédé aux contrôles sur pièces des compagnies et intermédiaires d'assurances et du Fonds de Garantie Automobile afin de s'assurer du respect par les assujettis des dispositions règlementaires et des normes prudentielles en vigueur. Elle a poursuivi le projet d'acquisition du logiciel de contrôle sur pièces des sociétés d'assurance et de courtage (ASSAC) qui doit faciliter le recueil, le traitement et la centralisation des données comptables et financières des sociétés d'assurances et de courtage. La BCRG a également poursuivi son rôle de surveillance des sociétés d'assurances du marché, notamment en s'assurant du respect de l'obligation par les compagnies de communiquer leurs états financiers à la Tutelle et de les publier au Journal Officiel de la République.

Dans le cadre du contrôle sur place, deux missions d'inspection ont été organisées portant sur les courtiers d'assurances et une mission portant sur les frais d'assistance technique payés par les sociétés d'assurance. Ces contrôles ont permis de relever certaines anomalies et de formuler des recommandations pour la correction desdites anomalies.

La Banque Centrale a, par ailleurs, répondu à des requêtes des compagnies relatives à la commercialisation de nouveaux produits, et l'interprétation juridique de certains produits dont la conformité a été revue par rapport à la réglementation. Il s'agit, entre autres, des produits de banque-assurance, de micro-assurance et d'assurance takaful. Les autorisations requises ont été accordées.

Au titre des relations avec les Organismes régionaux et Internationaux, la BCRG a participé aux rencontres organisées par l'Organisation Africaine des Assurances (OAA), la Société africaine de réassurance (AFRICA-RE), la Fédération des Sociétés d'Assurances de Droit National Africaines (FANAF), le Conseil des Bureaux de la Carte Brune CEDEAO et l'Association Internationale des Superviseurs d'Assurance (IAIS).

Dans le cadre du plan national de Riposte contre la COVID-19, la Banque Centrale, en concertation avec les acteurs du secteur, a pris un certain nombre de mesures spécifiques au secteur financier visant à le préserver des effets de cette pandémie. Ainsi dès le 16 avril 2020, la Banque Centrale a pris un communiqué, suivi de lettres circulaires adressées à l'ensemble des Institutions Financières portant sur les mesures d'accompagnement du secteur financier.

Les mesures concernant spécifiquement le secteur des assurances sont les suivantes :

- la suspension de la distribution des dividendes au titre de l'exercice 2020 ;
- la limitation au strict minimum et après information de la Banque Centrale, des frais d'assistance technique apportés aux compagnies d'assurances par leurs maisons mères ;
- la report de paiement pour trois (3) mois des frais de supervision et de contrôle au titre de l'exercice 2020. Pour l'exercice 2021, les frais seront calculés en fonction de la situation de l'exercice 2020 ;
- le report de l'encaissement des primes d'assurance arrivant à échéance pendant la période de l'épidémie et la suspension des polices d'assurance à la demande des clients ;
- la suspension des réunions présentielles entre les compagnies d'assurance et la Banque Centrale, ces réunions pouvant toutefois avoir lieu en visioconférence ;
- le respect strict des mesures barrières édictées par les autorités sanitaires ;
- les compagnies d'assurances doivent faire l'actualisation, la transmission à la BCRG, ainsi que l'adaptation en permanence de leurs plans de continuité d'activités à l'évolution de la situation de la COVID-19.

Dans le cadre de la mise en œuvre de ces prescriptions, toutes les compagnies ont mis des dispositifs en place pour respecter les mesures barrières édictées par les autorités sanitaires. Elles ont également mis en congé technique tout le personnel non essentiel, et instauré un système de rotation entre les cadres pour maintenir un service minimum. Par ailleurs, la BCRG a proposé au Gouvernement des mesures complémentaires à prendre en compte dans le plan national de riposte contre la COVID-19. Ces mesures qui ont été intégrées dans la Loi de finances rectificative de l'exercice 2020 concernent des modifications de :

• l'article 425 du Code Général des Impôts (CGI) par une baisse du taux de la taxe sur les contrats d'assurance qui a été fixé à 2 % au lieu de 5 % avant la crise pour les assurances sur la vie et les rentes viagères, et à 3 % contre 12 % avant la crise pour les assurances sur la santé ;

• l'article 96 du CGI en y ajoutant une déductibilité des primes d'assurance vie au niveau de l'assiette de l'impôt sur les bénéfices au titre des exercices 2020 et 2021

En plus de ces mesures, un canevas de reporting a été élaboré dans le cadre de la commission de suivi de l'impact COVID-19 sur le secteur financier afin de permettre de recueillir les informations nécessaires au suivi de la mise en œuvre des mesures prises par la Banque Centrale ainsi que l'évolution de l'activité des Sociétés. Les informations recueillies montrent que toutes les sociétés ont respecté les mesures qui ont été prises par les autorités et leurs activités de production ne semblent pas très affectées par la pandémie. Les états financiers à fin décembre confirment cette dynamique.

7

Activités opérationnelles de la Banque Centrale

Dans un contexte difficile marqué par l'épidémie du coronavirus, la Banque Centrale a poursuivi ses activités opérationnelles, en mettant à la disposition du public des moyens de paiement sécurisés nécessaires pour les transactions économiques.

7.1 — Approvisionnement de l'économie en moyens de paiement

7.1.1 Gestion des comptes courants, virements et compensations

Les montants des chèques tirés sur les caisses de la Banque Centrale et présentés aux guichets des banques commerciales s'élèvent à GNF 2 552,4 milliards contre GNF 2 354,5 milliards en 2019, soit une hausse de 11,9 %. Les montants des chèques et des effets tirés sur les banques commerciales et présentés aux guichets de la Banque Centrale s'établissent à GNF 290 milliards, contre 762,6 milliards en 2019, soit une baisse de 57,8 %. Cette baisse fait suite à l'interdiction de payer les services des impôts, de la douane et du guichet unique DDI/DDE (Demande d'importation/Demande d'exportation) par chèques bancaires en janvier 2020.

La Banque Centrale a reçu 42 450 virements pour un montant global de GNF 398,7 milliards. Les principaux bénéficiaires de ces virements sont :

- le Receveur Spécial des Douanes au titre des recettes douanières ;
- le Receveur Spécial des Impôts pour les recettes fiscales ;
- le Receveur Central du Trésor au compte des recettes non fiscales ;
- et l'Autorité de Régulation des Postes et Télécommunications au titre des redevances et autres taxes des sociétés de téléphonie.

La Banque Centrale a effectué 9 970 virements pour une valeur de GNF 328 milliards. Ces virements dont les bénéficiaires sont domiciliés dans les banques primaires, sont ordonnés par le Trésor et autres entités publiques.

7.1.2 Opérations en devises

Les opérations en devises ont porté sur les transactions financières au compte des banques primaires, de l'Etat et de la Banque Centrale. Ces transactions concernent les cessions, les virements et les opérations de change scripturales. L'essentiel des opérations en devises sont effectuées en dollar des Etats- Unis et en euro, principales monnaies de transaction. Les opérations effectuées par la Banque Centrale ne concernent que les banques primaires et l'Etat.

Les versements en devises à la Banque Centrale se situent à USD 274,7 millions et à EUR 8,6 millions. Ces opérations sont essentiellement constituées par les versements effectués par les banques. Les paiements effectués en dollar s'élèvent à 446,1 millions et ceux en euro à 12 millions.

7.2 — Gestion fiduciaire

En 2020, la Banque Centrale a continué à assurer l'approvisionnement de l'économie nationale en monnaie fiduciaire et en produits sécurisés, en veillant au respect des meilleurs standards internationaux de qualité et des dispositions visant à lutter contre le faux monnayage. Elle a maintenu en permanence, en circulation, des signes monétaires de qualité et en quantité suffisante.

7.2.1 Assainissement de la circulation fiduciaire

L'assainissement de la circulation fiduciaire s'est poursuivi, avec le retrait de 90,4 millions de billets usés, pour une valeur de GNF 149,6 milliards. Le tableau suivant retrace le nombre de billets, les valeurs faciales et les montants correspondants retirés. Ces billets sont remplacés par des coupures renfermant des éléments de sécurité améliorés.

Les opérations de destruction des billets retirés de la circulation (BRC) ont concerné tous les billets, dans des proportions variées. Le montant total des billets détruits s'est élevé à GNF 188 milliards en 2020. Ces opérations ont porté le stock de BRC à GNF 24,8 milliards, en baisse de 60,8 %, par rapport à 2019.

Tableau 38 — Situation des billets retirés de la circulation en 2020

Valeur faciale	Nombre de billets	Montant (en milliards de GNF)
GNF 20 000	1 160 000	23,2
GNF 10 000	4 366 398	43,7
GNF 5 000	7 180 000	35,9
GNF 1 000	34 894 000	34,9
GNF 500	19 091 000	9,6
GNF 100	23 738 000	2,4
Total	**90 429 398**	**149,6**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 39 — Situation du stock des billets rétirés de la circulation en 2020

Valeur faciale	Nombre de billets	Valeur nominale (en GNF)
GNF 20 000	19 501	390 020 000
GNF 10 000	8 088 000	80 880 000 000
GNF 5 000	819 112	4 095 560 000
GNF 2000	1	2 000
GNF 1 000	17 055 267	17 055 267 000
GNF 500	6 074 807	3 037 403 500
GNF 100	1 409 484	140 948 400
Total	**33 466 172**	**24 800 080 900**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Dans le cadre de l'amélioration de la qualité de la circulation fiduciaire, la lutte contre la contrefaçon constitue un enjeu majeur pour la Banque Centrale. Les actions entreprises ces dernières années, pour doter l'économie guinéenne de billets intégrant des normes de sécurité de standard international, ont permis de réduire les attaques des faux-monnayeurs. Ainsi, la valeur des faux billets détectés est passée de GNF 61,1 millions en 2019 à GNF 650 000 en 2020, portant sur les billets de GNF 20 000 et les billets de GNF 10 000.

7.2.2 Émission et monnaie en circulation

Le montant total des émissions de billets au cours de l'année 2020 s'élève à GNF 2 703 milliards, contre GNF 2 556,7 milliards en 2019, soit une hausse de 5,7 %.

Au 31 décembre 2020, la valeur des billets et monnaies en circulation s'élevait à GNF 15 447,8 milliards, contre GNF 12 363,4 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 24,9 %. Les billets détenus par le public représentent en valeur 82,7 %, soit GNF 12 778,3 milliards, de la circulation fiduciaire. La structure des billets détenus par le public est très déséquilibrée. En effet, les billets de GNF 20 000, GNF 10 000 et GNF 5 000, en valeur, représentent 49,1 %, 30,4 % et 17,6 %, respectivement, soit au total 97,1 %.

Le public guinéen continue d'avoir une préférence pour la monnaie fiduciaire. Près de 87,5 % des billets de GNF 20 000, 80 % des billets de GNF 10 000 et 79,1 % des billets de GNF 5 000 sont détenus par le public. Ce qui dénote une forte thésaurisation et une tendance à l'utilisation des grandes dénominations dans les transactions en espèces compte tenu de leur facilité de manipulation et de conservation.

Tableau 40 — Structure des émissions de billets

Valeur Faciale	Nombre de billets (en milliers)	Montant (en milliards de GNF)
GNF 20 000	49 450	989
GNF 10 000	110 550	1 105,5
GNF 5 000	98 300	491,5
GNF 2 000	37 850	75,7
GNF 1 000	28300	28,3
GNF 500	26000	13
Total	**350 450**	**2 703**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

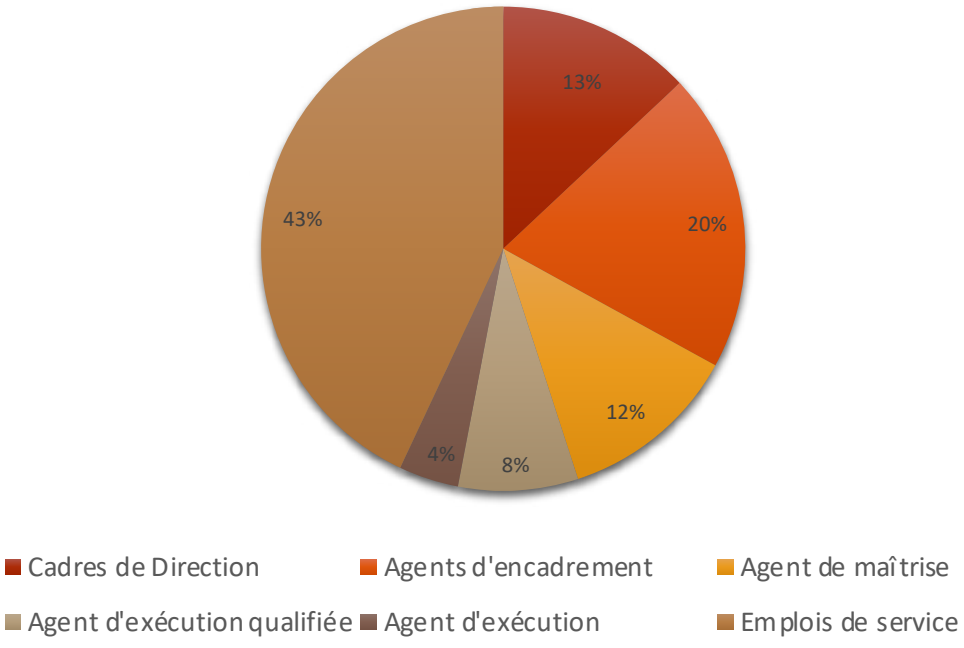
7.3 — Gestion des ressources humaines

7.3.1 Gestion du personnel

Au 31 décembre 2020, l'effectif total du personnel de la Banque Centrale est de 801 agents, en baisse de 1 %. Cette baisse s'explique par le nombre de départs à la retraite. L'effectif du personnel est constitué de 453 hommes (soit 56,6 %) et de 348 femmes (soit 43,5 %). Le personnel est composé de 89,3 % d'agents en activité à la Banque Centrale et 10,7 % d'agents détachés, en disponibilité, en formation ou sous suspension.

Le personnel de la BCRG comporte 94 cadres de Direction, 145 cadres de toutes les filières appartenant à la catégorie encadrement. Le personnel de cette catégorie concerne essentiellement les fondés de pouvoir, les chargés d'Etude et les agents d'encadrement. Le personnel de la catégorie maîtrise regroupe 83 agents tandis que les agents des catégories exécution qualifiée et emplois de services sont au nombre de 58 et 30, respectivement. L'essentiel du personnel se trouve dans la catégorie Exécution, qui est composé de 305 agents.

Graphique 27 — Structure du personnel par grade



Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Les rémunérations du personnel, toutes catégories et toutes positions confondues, s'établissent à GNF 66,5 milliards, incluant les retenues sur traitements sur salaires pour GNF 604,5 millions, les cotisations salariales à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) pour GNF 1,1 milliard et les cotisations salariales à la Caisse de retraite BCRG pour GNF 6 milliards.

7.3.2 Amélioration des conditions de vie du personnel

Dans le cadre de l'amélioration des conditions de vie de son personnel, la Banque Centrale a mis en place un dispositif d'assistance médicale et paramédicale. A ce titre, les actions réalisées au cours de l'année sous revue sont :

- la visite médicale systématique du personnel en collaboration avec le Service National de la Médecine du Travail ;
- la rationalisation de la gestion des frais médicaux et pharmaceutiques ;
- la poursuite de la prévention des maladies à caractère épidémique et pandémique.

Les dépenses d'assistance médicale et paramédicale s'élèvent à GNF 15,6 milliards contre GNF 19,1 milliards en 2019. Cette baisse s'explique essentiellement par celle des frais d'évacuation sanitaire et de contrôle médical à l'étranger de 84,5 %, des allocations pour évacuations à l'étranger de 68 %, des produits pharmaceutiques de 64,3 % et des frais pharmaceutiques de 19,3 %.

7.4 — Actions de formation

En 2020, les actions de formation ont porté à la fois sur des formations transversales et des formations spécifiques. Ces actions répondent aux besoins de renforcement des capacités du personnel conformément aux orientations données par les autorités de la Banque Centrale. Les formations sont réalisées en Guinée et à l'étranger sous forme de stages pratiques, séminaires, conférences, cours et formations diplômantes. Le budget alloué aux actions de formation s'est fixé à GNF 4,2 milliards dont GNF 1,2 milliards pour la formation en Guinée et GNF 3 milliards pour la formation à l'étranger.

Les actions de formation ont couvert 29 thèmes, qui ont été réalisés en Guinée et à l'Etranger en 2020, contre 139 thèmes en 2019. Elles ont concerné 108 participations contre 666 en 2019. Cette forte baisse du nombre de bénéficiaires s'explique par les mesures de restrictions de voyage liées à l'apparition de la maladie à coronavirus en 2019.

Tableau 41 — Dépenses d'assistance médicale et paramédicale (en GNF)

Rubrique	2019	2020
Frais médicaux	3 828 302 631	4 417 679 131
Frais d'hospitalisation sur place	1 955 775 080	2 008 182 897
Visite médicale systématique	476 982 000	477 218 000
Frais d'évacuation sanitaire et de contrôle médical à l'étranger	2 314 407 619	1 309 216 212
Frais pharmaceutiques	7 972 560 311	6 430 882 589
Frais de transport pour évacuation sanitaire à l'étranger	730 959 695	330 010 401
Allocations pour évacuation sanitaire à l'étranger	305 810 746	97 766 328
Produits pharmaceutiques	1 585 577 416	566 277 055
Total	19 170 375 498	15 637 232 613

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 42 — Évolution des actions de formation réalisées

	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de thèmes réalisés	125	173	100	139	29
Nombre de participations	838	438	397	666	108

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 43 — Actions de formation en Guinée

	Nombre bénéficiaires
FORMATIONS DIPLÔMANTES	
Formation diplômante BP1	7
Formation diplômante BP3	1
Formation diplômante ITB1	5
Sous total	**13**
SÉMINAIRES, ATELIERS ET CONFÉRENCES	
Média, promotion et protection des billets de banques en République de Guinée « Mission, administration et organisation ; contre- façon des billets de banque à la BCRG ; et disposition de traitement des billets de banque à la BCRG et le billet de banque : de sa conception à sa mise en circulation »	45
L'atelier de vulgarisation du nouveau plan comptable (PCEC) de la Direction de la Supervision Bancaire	5
Renforcement des capacités des contrôleurs internes	8
Sous total	**58**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 44 — Séminaires et Formation diplômantes à l'étranger

	2016	2017	2018	2019	2020
Nombre de séminaires et de formations à l'étranger	46	93	88	121	23
Nombre de participants séminaires et formations à l'étranger	57	123	147	162	37

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Au total, 6 thèmes sont réalisés en Guinée pour 71 participations, contre 504 participations en 2019. Ces thèmes ont concerné 3 formations diplômantes ou certifiantes et 3 séminaires, ateliers et conférences. Cinq des six thèmes ont concerné 26 participations de la BCRG tandis qu'un thème est réalisé en faveur de 45 journalistes.

Comme en 2019, les actions de formation sont réalisées par 6 formateurs internes qui ont mis leur expertise à la disposition de la BCRG pour animer des séminaires et ateliers sur les thèmes d'actualité. Les thèmes de formation ont porté sur la vulgarisation du nouveau plan comptable, l'organisation administrative de la BCRG, les missions et fonctions de la banque centrale et la gestion des risques.

Les formations à l'étranger ont porté sur 23 thèmes pour 37 participations contre 121 thèmes pour 162 participations en 2019.

7.5 — Études et recherche

Comme les années précédentes, la Banque Centrale a poursuivi ses travaux d'études et de recherche, en se focalisant sur les questions d'ordre économique et monétaire. Ainsi, au cours de l'année 2020, la Banque Centrale a réalisé une étude portant sur les déterminants de l'excès de liquidité bancaire en Guinée.

La Banque Centrale a poursuivi les travaux de mise en place du modèle macroéconomique FPAS (Forecasting and Policy Analysis System). La conception de ce modèle, démarrée en 2018, s'est poursuivie en 2020 avec le partenariat du Cabinet OG Research. Le modèle est en cours de stabilisation.

Les travaux de mise en place de l'Indice du Chiffre d'Affaires se sont poursuivis avec l'appui technique d'Afristat. Au cours de l'année 2020, en plus des séminaires de formation réalisés par l'expert d'Afristat, la collecte des données trimestrielles a été réalisée auprès des entreprises de l'industrie, du commerce, des services, des BTP, des banques et des assurances.

Les activités courantes d'études ont porté sur les travaux suivants :

- le diagnostic conjoncturel à travers la réalisation des notes trimestrielles de conjoncture ;
- la réalisation des notes trimestrielles de convergence, et
- la réalisation du bulletin mensuel d'informations et de statistiques.

8

États Financiers de la Banque Centrale

8.1 — Analyse du bilan

Le bilan de la BCRG arrêté au 31 décembre 2020 s'équilibre à l'Actif et au Passif à GNF 31 837,3 milliards, contre GNF 27 285,3 milliards un an auparavant, soit une augmentation de 16,7 %.

À l'actif, cette augmentation résulte de la hausse des créances sur l'État de GNF 2 077,7 milliards, des créances sur l'étranger de GNF 1 224,1 milliards, des avoirs en or et argent monétaires de GNF 747,5 milliards, des valeurs immobilisées de GNF 213,3 milliards, des créances sur les agents économiques et financiers de GNF 169,1 milliards et des comptes de régularisation et divers de GNF 120,2 milliards.

Au passif, la hausse constatée est due à l'effet conjugué de la progression des rubriques des billets et monnaies en circulation de GNF 2 709,1 milliards, des engagements envers l'étrangers de GNF 1 001,1 milliards, des capitaux propres de GNF 759,4 milliards, des engagements envers les agents économiques et financiers de GNF 405,3 milliards, des engagements envers l'État de GNF 2,5 milliards, et de la baisse des comptes de régularisation et divers de GNF 312,2 milliards, des fonds de contrepartie de GNF 13,3 milliards.

8.1.1 Analyse des postes de l'actif

Les créances sur l'Etat passent de GNF 11 905,8 milliards au 31 décembre 2019 à GNF 13 983,5 milliards au 31 décembre 2020, soit une augmentation de GNF 2 077,7 milliards ou 17,45% principalement due à l'accroissement des comptes ordinaire à vue de l'Administration centrale de GNF 1 779,413 milliards et des titres d'Etat liés à la recapitalisation de GNF 298,071 milliards.

Les créances sur l'Étranger s'établissent à GNF 13 513,3 milliards, contre GNF 12 289,2 milliards en 2019 soit, une hausse de près de 10 %. L'essentiel de cette augmentation s'explique par la progression des rubriques des comptes auprès des correspondants étrangers de 1 123,9 milliards, des avoirs en caisse devises de 265,6 milliards, de la souscription au FMI de 38,3 milliards, des avances et acomptes aux fournisseurs étrangers de 11,7 milliards. Ces augmentations sont atténuées par la baisse des valeurs à l'encaissement à l'étranger de 167,4 milliards et des disponibilités en DTS de GNF 48,3 milliards.

Tableau 45 — Évolution des créances sur l'étranger (en milliards de GNF)

Libellé	2019	2020	Variation
Disponibilités en DTS	905,20	856,86	48,34
Correspondants étrangers	8164,39	9 288,34	1 123,94
Valeurs à l'encaissement à l'étranger	185,61	18,24	-167,36
Caisse de devises	291,53	557,14	265,60
Chèques de voyage	0,04	0,04	0,00
Souscription au FMI	2709,06	2 747,37	38,31
Intérêts courus à recevoir sur les avoirs et placements en devises	1,19	1,47	0,28
Avance et acompte sur fournisseurs étrangers	32,16	43,85	11,69
Total	12 289,19	13 513,31	1 224,12

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

La situation des deux principales devises étrangères dans les livres de la Banque Centrale se caractérise par une augmentation du montant des encaisses au décembre 2020. Cette augmentation est portée par la hausse des encaisses en dollars atténuée par la baisse des encaisses en euros.

Les comptes de régularisation Actif augmentent globalement de GNF 120,2 milliards en glissement annuel pour s'établir à GNF 752,2 milliards au 31 décembre 2020. Cette hausse s'explique principalement par l'effet conjugué de :

- l'accroissement des comptes débit à régulariser de GNF 387,5 milliards ;
- l'augmentation du compte chèque et virement à payer de GNF 34,8 milliards ;
- l'accroissement des provisions sur les comptes de personnels de GNF 67,1 milliards ;
- l'augmentation des provisions sur les débiteurs divers de GNF 36 milliards ;
- la diminution des produits à recevoir de GNF 150,4 milliards ;
- la diminution du stock de billets et jetons de GNF 30,4 milliards ; et
- la diminution des fournisseurs Avances et Acomptes à payer de GNF 20,3 milliards.

Les avoirs en or et argent s'établissent à GNF 2 541,746 milliards au 31 décembre 2020, contre GNF 1 794,2 milliards au 31 décembre 2019, soit une augmentation de GNF 747,5 milliards. Cette hausse s'explique par l'achat et l'envoi à l'affinage de près de 5,9 tonnes d'or en 2020.

Les immobilisations nettes atteignent GNF 785,4 milliards au 31 décembre 2020, soit une progression de 37,3 % par rapport au 31 décembre 2019. Cette augmentation s'explique essentiellement par la hausse des dépenses d'investissement sur les immobilisations corporelles de GNF 198,4 milliards, les immobilisations financières de GNF 8,5 milliards, et les immobilisations incorporelles de GNF 6,4 milliards.

Les créances sur les agents économiques et financiers se situent à GNF 261,2 milliards au 31 décembre 2020, soit une hausse de 183,7 % imputable aux effets pris en pension de GNF 170 milliards.

Les créances sur les entreprises publiques non financières et les particuliers se présentent dans le tableau ci-dessous.

8.1.2 Analyse des postes du passif

Les billets et monnaies en circulation progressent de 28,2 % en glissement annuel pour se situer à GNF 12 305,6 milliards, en raison de l'accroissement des émissions de 21,3 %.

Les engagements envers l'étranger augmentent de GNF 1 001,1 milliards par rapport au 31 décembre 2019 pour s'établir à GNF 7294,3 milliards au 31 décembre 2020. Cet accroissement est porté principalement par les organismes internationaux dont le montant des avoirs passe de GNF 6 248,1 milliards au 31 décembre 2019 à GNF 7 235,5 milliards au 31 décembre 2020, soit une hausse de 15,8 %.

Les capitaux propres augmentent de GNF 759,4 milliards par rapport à l'exercice précédent pour se situer à GNF 4 906,2 milliards au 31 décembre 2020. Cette augmentation résulte essentiellement de l'accroissement des autres réserves de GNF 276 milliards, des réserves spéciales de GNF 107,3 milliards et des écarts de réévaluation sur les métaux précieux de GNF 121 milliards.

Les engagements envers les agents économiques et financiers augmentent de GNF 405,3 milliards par rapport à l'année précédente pour s'établir à GNF 4 622,2 milliards. Cette augmentation résulte principalement de l'effet conjugué :

- de l'augmentation des emprunts sur le marché monétaire de GNF 445 milliards ;
- de la hausse des comptes des entreprises d'économie mixte d'environ GNF 52 milliards.

Cette hausse a été atténuée par :

- la diminution des comptes de la clientèle de GNF 44,1 milliards ;
- la baisse des comptes des entreprises publiques de GNF 33,3 milliards ; et
- la diminution des comptes des sociétés privées et des particuliers de GNF 33,3 milliards.

Au 31 décembre 2020, les comptes de régularisation passifs s'établissent à GNF 288,2 milliards, contre GNF 600,4 milliards un an auparavant, soit une baisse de GNF 312,2 milliards. Cette baisse s'explique essentiellement par celle des crédits à régulariser de GNF 418,6 milliards. Elle est atténuée par la hausse :

• des charges à payer de GNF 54,1 milliards ;

• des comptes de contrôle de réception de GNF 25,3 milliards ;

• des fournisseurs et comptes rattachés de GNF 11,4 milliards.

Les engagements envers l'Etat s'élèvent à GNF 2 396,7 milliards au 31 décembre 2020, en légère hausse (0,1 %) par rapport à la même période l'année précédente. Cette hausse est imputable aux comptes en devises à vue de l'Administration Centrale qui progressent de GNF 107,5 milliards, atténués par une baisse de GNF 105,2 milliards des comptes ordinaires à vue de l'Administration locale.

Tableau 46 — Situation des principales devises

Libellé	2019	2020	Variation
Caisse devise Dollar			
en USD (en millions)	19,81	48,25	28,44
en GNF (en milliards)	186,19	482,02	295,83
Caisse devise EURO			
en EURO (en millions)	8,72	4,89	-3,83
en GNF (en milliards)	91,73	59,48	-32,24
Total (en milliards de GNF)	**277,92**	**541,51**	**263,58**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

Tableau 47 — Décomposition des créances sur les entreprises publiques non financières et les particuliers (en milliards de GNF)

Libellés	2019	2020	Variation
Comptes E/ses Publiques non Financières	**-1,03**	**-1,35**	**-0,33**
Comptes ordinaires à vue	*0*	*0*	*0*
Comptes en devises à vue	*0*	*0*	*0*
Provision pour dépréciation sur découverts Comptes E/ses Publiques non Financières	*-1,03*	*-1,35*	*-0,33*
Comptes Sociétés privées et particuliers	**-1,10**	**-1,20**	**-0,10**
Comptes en devises à vue	*0,00*	*0,000*	*0*
Transfert général	*4,14*	*4,40*	*0,26*
Provisions pour dépréciation sur découverts des comptes des sociétés privées et particuliers	*-5,24*	*-5,60*	*-0,36*
Comptes Entreprises d'Economie mixtes	**0**	**0**	**0**
Comptes ordinaires à vue	*0*	*0*	*0*
Comptes en devises à vue	*0*	*0*	*0*
Comptes bloqués	*0*	*0*	*0*
Total	**-2,13**	**-2,558**	**-0,43**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

8.2 — Analyse du compte de resultat

8.2.1 Produits

Les produits d'exploitation s'établissent à GNF 1051,3 milliard au 31 décembre 2020, contre GNF 1 045,2 milliards l'année précédente soit un accroissement de 0,6 %. Cet accroissement découle essentiellement de l'augmentation :

- des reprises des dotations aux amortissements et aux provisions de GNF 137,6 milliards ;
- des intérêts reçus sur les opérations de titrisation de GNF 98,1 milliards ;
- des intérêts reçus sur les titres de recapitalisation de GNF 22,1 milliard ; et
- des autres produits sur les services extérieurs de GNF 14,5 milliards.

Ces augmentations sont atténuées par la diminution :

- des intérêts sur les titres et opérations avec le marché monétaire de GNF 97,4 milliards ;
- des commissions sur les opérations de change de GNF 91,8 milliards ; et
- des intérêts sur les correspondants étrangers de GNF 86,2 milliards.

8.2.2 Charges

Les charges hors activités exceptionnelles de l'exercice augmentent de 28,8 % par rapport à 2019 pour s'établir à GNF 927,6 milliards en 2020. Cette augmentation s'explique, pour l'essentiel, par l'accroissement :

- des charges financières de GNF 78,6 milliards ;
- des dotations aux amortissements et provisions de GNF 72,7 milliards ;
- des achats et variation de stocks de GNF 19,1 milliards ;
- des services extérieurs et charges diverses de GNF 27,6 milliards.

8.2.3 Résultat d'exploitation

Au 31 décembre 2020, le résultat d'exploitation est bénéficiaire de GNF 123,7 milliards, contre un bénéfice de GNF 324,7 milliards en 2019.

8.2.4 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel est bénéficiaire de GNF 514,8 milliards. Il s'explique par :

les produits exceptionnels de GNF 2 761,6 milliards qui comprennent essentiellement les produits de cessions des matières précieuses ;

les charges exceptionnelles de GNF 2 246,9 milliards qui comprennent essentiellement les coûts d'acquisition des matières précieuses cédées.

8.2.5 Résultat de l'exercice

Avec des résultats d'exploitation et exceptionnel bénéficiaires, le résultat de l'exercice 2020 fait ressortir un bénéfice de GNF 638,4 milliards, contre un résultat bénéficiaire de GNF 461,1 milliards l'année précédente.

Tableau 48 — Évolution des dépenses de fonctionnement (en milliards de GNF)

Libellés	2 019	2 020	Variation
Charges du personnel	193,66	199,62	5,96
Service extérieurs et charges diverses	157,11	184,72	27,61
Achats et variation des Stocks	180,63	199,71	19,08
Charges financières	100,82	179,44	78,62
Dotation aux amortissements et provisions	85,55	158,23	72,67
Impôts et taxes	2,70	5,90	3,20
Total	**720,48**	**927,62**	**207,14**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

9

Coopération sous-régionale et relations internationales

En 2020, les activités des institutions sous-régionales chargées de la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont été impactées par la pandémie de la COVID - 19. Dans ce contexte, les différentes réunions virtuelles organisées par les institutions sous - régionales ont connu la participation de la Banque Centrale de la République de Guinée. Ces réunions ont permis de passer en revue les stratégies déployées par les Etats pour limiter l'impact de la pandémie sur les économies des pays de la CEDEAO.

9.1 — Performance des pays par rapport aux critères de convergence

La pandémie de COVID-19 a eu un impact négatif sur les performances macroéconomiques des pays membres de la CEDEAO, en raison des mesures prises par les États pour contenir sa propagation. Ainsi, la Commission de la CEDEAO a décidé de ne pas prendre en compte l'évaluation des Etats en termes de respect des critères de convergence en 2020.

9.1.1 Critères de convergence de premier rang

Dans le domaine de la convergence macroéconomique, la performance globale de la CEDEAO s'est détériorée en 2020, en lien avec la crise liée à l'apparition de la pandémie de COVID-19. En effet, aucun Etat membre ne remplit l'ensemble des critères de convergence de premier rang, contre 5 en 2019. Le nombre de pays ayant respecté le ratio du déficit budgétaire s'établit à 2, contre 8 l'année précédente. Le nombre d'Etats conformes au critère relatif au financement du déficit par la Banque Centrale passe de 14 en 2019 à 11 en 2020. Le nombre de pays respectant le critère relatif aux réserves de change est de 13, contre 14 en 2019. La performance en matière d'inflation reste inchangée par rapport à 2019, avec 9 pays remplissant ce critère.

Au niveau de la ZMAO, 2 pays remplissent deux critères de convergence de premier rang, contre 2 pays respectant 3 critères en 2019. La Guinée ne respecte que le critère relatif au déficit budgétaire, contre 3 en 2019.

Tous les Etats membres de l'UEMOA respectent trois critères de premier rang, contre 4 en 2019.

Encadré 2

Les critères de convergence de premier et de second rang de la CEDEAO

1. Critères de premier rang

- l'inflation < 5 % ;
- le ratio du déficit budgétaire/PIB (dons compris) ≤ 3 % ;
- le financement du déficit budgétaire par la Banque Centrale ≤ 10 % des recettes fiscale de l'année antérieure ;
- les réserves brutes extérieures ≥ trois mois d'importations.

2. Critères de second rang

- Encours de la dette publique/PIB ≤ 70% ;
- Stabilité du taux de change nominal (±10%).

9.1.2 Critères de convergence de second rang

La performance des pays par rapport au respect des critères de convergence de second rang est marquée par une amélioration du critère relatif au taux de change nominal, et une détérioration du ratio de la dette publique en pourcentage du PIB.

Tous les Etats membres de la CEDEAO sont conformes à la norme relative au taux de change nominal, contre 14 en 2019.

Concernant le critère relatif au ratio de la dette publique sur le PIB, il est rempli par 12 pays, contre 13 en 2019.

Comme en 2019, la Guinée respecte tous les critères de convergence de second rang.

9.2 — Harmonisation des politiques en Guinée

Au cours de l'année 2020, la Guinée a poursuivi la mise en œuvre des différents programmes et politiques d'harmonisation convenus dans le cadre de la feuille de route du Programme de Coopération Monétaire de la CEDEAO.

Ce programme concerne l'harmonisation des cadres de politique monétaire, l'harmonisation de la règlementation et de la supervision des banques et autres institutions financières, l'harmonisation des statistiques ainsi que le schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO.

Tableau 49 — Nombre de pays qui ont rempli les critères de convergence au sein de la CEDEAO

Libellés	2 019	2 020	Variation
Charges du personnel	193,66	199,62	5,96
Service extérieurs et charges diverses	157,11	184,72	27,61
Achats et variation des Stocks	180,63	199,71	19,08
Charges financières	100,82	179,44	78,62
Dotation aux amortissements et provisions	85,55	158,23	72,67
Impôts et taxes	2,70	5,90	3,20
Total	**720,48**	**927,62**	**207,14**

Source : Agence Monétaire de l'Afrique de l'Ouest

9.2.1 Harmonisation des cadres de politique monétaire

En prélude à la migration vers le ciblage de l'inflation, cadre de politique monétaire retenu par la CEDEAO, la Banque Centrale de la République de Guinée a porté ses efforts sur la mise en place du cadre institutionnel et opérationnel de conduite de la politique monétaire. A cet égard, les membres du Comité de Politique Monétaire a été installés et le Comité tiendra sa première réunion au premier trimestre de 2021.

9.2.2 Harmonisation de la règlementation et de la supervision des banques et autres institutions financières

En 2020, plusieurs activités relevant de ce programme sont en cours de réalisation, notamment le processus visant à transposer le modèle de Loi Bancaire adopté par les pays membres de la ZMAO et l'harmonisation de l'approche de supervision basée sur les risques au sein des pays de la ZMAO.

9.2.3 Harmonisation des statistiques

Le processus de migration vers la 6ème édition du Manuel de Statistiques de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale du FMI a été finalisé en 2015. La BCRG travaille actuellement au développement d'une application informatique dédiée à la production des statistiques de la balance des paiements ainsi qu'à l'affinement des statistiques liées à la position extérieure globale. La Banque est à la phase de test de l'applicatif afin de pouvoir produire les différents tableaux.

L'année 2020 était retenue pour la production des données de la balance des paiements avec l'applicatif. En raison des contraintes liées à l'apparition de la pandémie de COVID - 19, cette activité n'a pas pu être réalisée.

Par ailleurs, la BCRG a entamé les travaux relatifs à l'adoption du Manuel des Statistiques Monétaires et Financières 2016 du FMI. La BCRG bénéficie d'une assistance technique du FMI pour rendre effective cette migration.

Les autres structures impliquées dans ce programme d'harmonisation des statistiques ont poursuivi les efforts conformément aux orientations décidées à l'échelle régionale. Ainsi, l'Institut National de la Statistique (INS) a poursuivi la mise en œuvre du plan d'action relatif à la migration vers le système de compatibilité national 2008. A ce titre, les comptes nationaux de 2018 ont été élaborés sur la base de la nouvelle méthodologie. De son côté, le Ministère des Finances a poursuivi les travaux liés à la migration vers le Manuel des Statistiques des Finances Publiques 2001/2014 du FMI. Les activités se concentrent actuellement sur la révision de la nomenclature budgétaire pour la rendre conforme aux exigences du nouveau manuel. Des dispositions sont également envisagées pour le passage à la comptabilisation sur la base des droits constatés, l'élargissement du champ de couverture des statistiques et la mise en place d'un dispositif de comptabilité patrimoniale.

9.2.4 Schéma de Libéralisation des Echanges de la CEDEAO (SLEC)

Durant la période sous revue, la Guinée a continué à appliquer les dispositions du SLEC. À fin 2020, 30 entreprises et 115 produits sont agréés dans le cadre du SLEC contre 27 entreprises et 78 produits en 2019. D'autres demandes d'agréments sont en cours de traitement. Cette évolution résulte des effets des campagnes de sensibilisation initiées par la Direction Nationale de l'Intégration Africaine auprès des entreprises situées à Conakry et ses environs.

9.3 — Coopération avec le Fonds Monétaire International

En 2020, dans le cadre de la coopération avec le FMI, la Guinée a bénéficié de deux décaissements au titre de la Facilité Elargie de Crédit (FEC). Le premier décaissement fait suite à l'achèvement de la 4ème revue en avril 2020 dont le montant s'élève à USD 23,5 millions. Plusieurs mesures ont permis au Gouvernement de parvenir à ce résultat notamment la réforme pluriannuelle des tarifs de l'électricité, l'adoption d'une stratégie prudente en matière d'emprunts extérieurs, et la limitation des interventions de la banque centrale sur le marché des changes.

Le deuxième décaissement effectué en décembre 2020 se chiffre à USD 49,47 millions. Ce décaissement vise à favoriser une croissance inclusive plus forte et à réduire la pauvreté tout en préservant la stabilité macroéconomique.

Par ailleurs, pour contrer l'impact de la COVID - 19, la Guinée a élaboré un plan de riposte appuyé par les partenaires au développement. Dans ce cadre, le FMI a approuvé le décaissement en faveur de la Guinée de 107,1 millions de DTS (soit environ USD 148 millions) au titre de la Facilité de Crédit Rapide (FCR). Cet appui vise à satisfaire les besoins urgents de financement du budget et de la balance des paiements qui résultent de la pandémie de Covid-19 et des mesures d'atténuation qui sont adoptées.

10

Perspectives et Politiques pour 2021

10.1 — Perspectives de l'économie mondiale

L'économie mondiale devrait connaître une croissance de 5,4 % en 2021. Toutefois, les perspectives restent très incertaines en raison des risques inhérents aux nouvelles mutations du virus et des pertes en vies humaines qui ne cessent de s'alourdir. La reprise économique varie d'un pays à l'autre et d'un secteur à l'autre, en fonction des perturbations causées par la pandémie et de l'ampleur des mesures prises par les pouvoirs publics. Les perspectives dépendent aussi de l'efficacité avec laquelle les mesures économiques mises en œuvre dans un contexte de forte incertitude peuvent limiter les séquelles causées par cette crise sans précédent.

10.2 — Perspectives de l'économie Guinéenne

L'économie guinéenne continue de subir les effets de la pandémie, en dépit de sa forte résilience. Les secteurs les plus touchés sont le commerce, les transports, le tourisme et l'hôtellerie. La propagation de cette pandémie limite les perspectives de croissance malgré le dynamisme des secteurs minier, de l'énergie et des télécommunications.

10.2.1 Secteur réel

Selon les projections du Ministère du Plan et du Développement Economique, le taux de croissance devrait s'établir à 5,2 % en 2021, en lien avec le dynamisme de l'ensemble des secteurs. La croissance du secteur primaire atteindrait 6,9 %, tirée par les sous-secteurs de l'agriculture, de la sylviculture, de l'élevage et de la pêche.

Le secteur secondaire devrait progresser de 6,7 % contre 21,5 % en 2020, en raison du ralentissement de la croissance des industries extractives et de la distribution d'électricité dont les taux devraient atteindre respectivement 7,7 % et 19,3 %.

La croissance du secteur tertiaire devrait s'établir à 3,4 % portée principalement par le sous-secteur des télécommunications, en raison du télétravail instauré suite aux mesures sanitaires pour endiguer la pandémie de la COVID-19.

L'inflation en glissement annuel s'établirait à 12 % à fin 2021 en lien avec l'évolution des prix des composantes alimentaire et non alimentaire de l'indice harmonisé des prix à la consommation.

10.2.2 Finances publiques

En 2021, la gestion des finances publiques devrait se traduire par un déficit budgétaire (dons compris) de GNF 1345 milliards (0,8 % du PIB). Le déficit budgétaire dons exclus devrait s'établir à GNF 3043 milliards (1,8 % du PIB) traduisant une augmentation plus rapide des dépenses publiques par rapport aux recettes totales, surtout dans un contexte marqué par les effets de COVID - 19 sur l'économie guinéenne.

10.2.3 Politiques monétaire et de change

Dans le domaine de la Politique Monétaire, les nouvelles mesures en 2021 dépendraient essentiellement des anticipations d'inflation et des chocs de politique monétaire. Elles pourraient concerner le changement du coefficient des réserves obligatoires et le taux directeur.

En outre, la BCRG compte rendre opérationnelles les injections de longue durée et le mécanisme de l'apport de liquidité d'urgence, pour soutenir les banques en difficulté de trésorerie mais solvables et viables. Elle envisage également la réforme du dispositif de gestion du collatéral par l'élargissement de la gamme des actifs financiers admis en garantie de ses avances et la fixation de nouvelles décotes applicables aux effets publics admissibles en garantie des opérations de politique monétaire.

Dans le domaine du crédit, la BCRG continuera à mettre en œuvre le Projet d'appui à la modernisation du secteur financier guinéen, notamment dans ses composantes (i) actualisation de l'étude diagnostic du secteur financier guinéen et (ii) mise en place d'une bourse des valeurs mobilières en Guinée. Dans ce cadre, il est prévu d'approfondir l'analyse du crédit à travers les données du nouveau système d'information du crédit (SIC) afin de rendre plus complet le système de partage des données sur le crédit. La BCRG prévoit d'utiliser une partie des fonds du Projet de Renforcement de la Compétitivité des PME (PRECOP), financé par la Banque Mondiale pour promouvoir le Bureau d'Information sur le Crédit en Guinée. A cet égard, un opérateur privé du Bureau d'Information sur le Crédit a été sélectionné suite à un appel d'offres international.

Dans le domaine des changes, les actions envisagées s'inscrivent dans le cadre de la consolidation de l'objectif de gestion efficace et d'accroissement des réserves de change de la nation, et la stabilité du taux de change du Franc Guinéen par rapport aux principales devises sur le marché des changes.

10.2.4 Supervision bancaire

En matière de supervision bancaire, plusieurs projets sont en cours de réalisation dans le but de renforcer la qualité de la supervision. Ces projets portent sur l'adoption des normes IFRS 9 et 16, l'implémentation de Bâle II et III, la transposition du modèle de Loi Bancaire de la ZMAO, l'autoévaluation sur les principes fondamentaux de Bâle, la mise en place d'un cadre de stress testing, l'harmonisation de l'approche de supervision basée sur les risques dans la ZMAO et l'automatisation de la transmission et du traitement des états de reporting.

10.2.5 Supervision des Institutions Financières Inclusives

Dans le secteur de la supervision des institutions financières inclusives, plusieurs défis interpellent les établissements de monnaie électronique. Ces défis concernent la promotion de la digitalisation des paiements gouvernementaux, le développement de l'interopérabilité, la mise en place d'un cadre de supervision efficace, le renforcement de la protection des consommateurs et l'éducation financière.

Les perspectives concernent des projets structurants qui pourraient concourir à relever ces défis. Il s'agit notamment de l'implémentation du switch national qui va favoriser l'interopérabilité des paiements électroniques entre l'ensemble des acteurs du système financier, du projet de digitalisation des paiements du Gouvernement avec l'appui de la Banque mondiale, du développement du commerce électronique avec l'utilisation des paiements à distance, de la mise en œuvre du projet de biométrisation des documents d'identifications, de l'élaboration de l'instruction relative à la mise en place des cartes professionnelles pour les agents des EME, de l'élaboration de l'instruction relative au traitement des comptes dormants et de l'opérationnalisation du dispositif de reporting automatique des IFI qui inclut les EME.

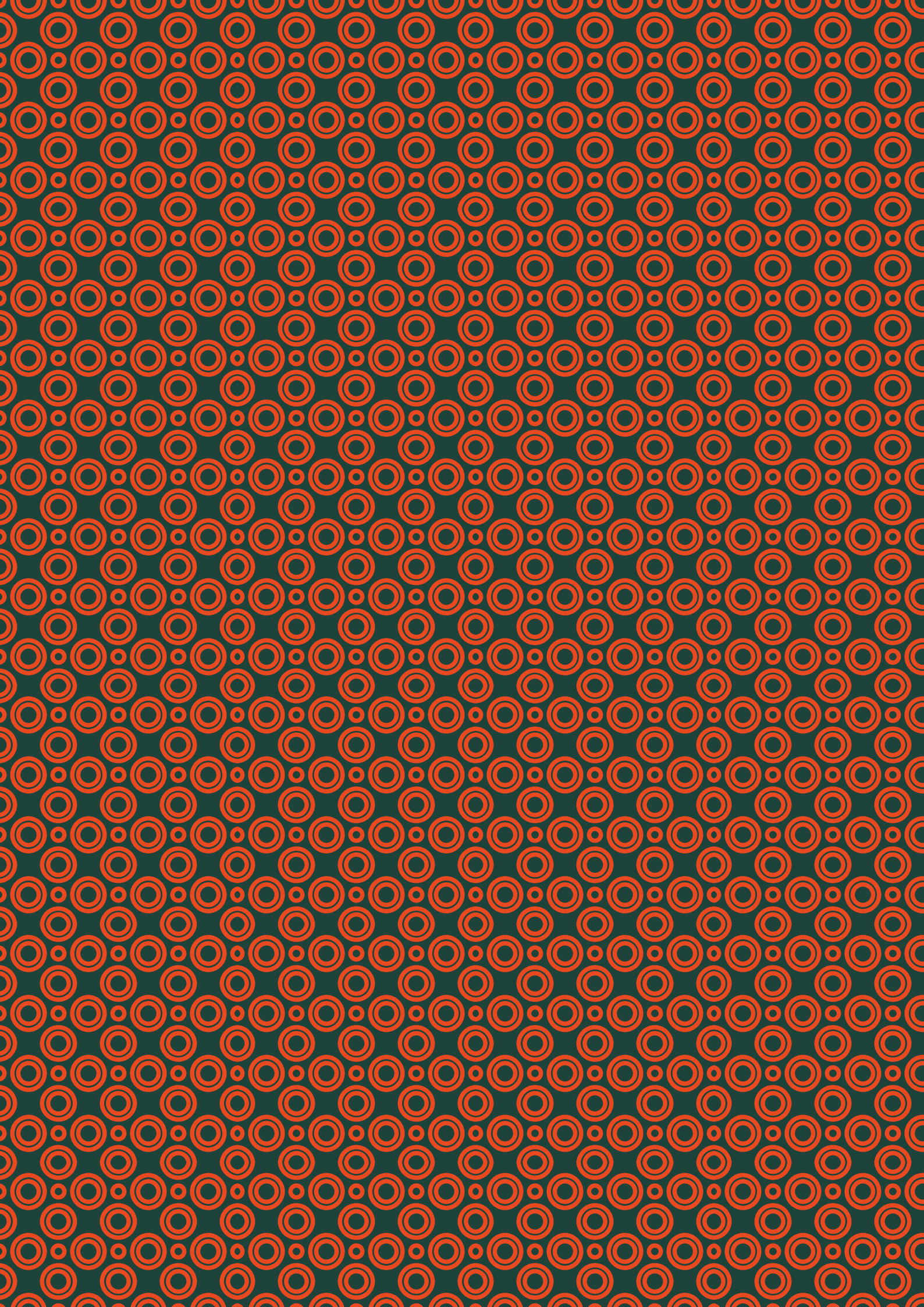
10.2.6 Supervision des assurances

Dans le domaine de supervision des assurances, les défis portent entre autres sur la diligence dans le traitement et le règlement des sinistres toujours indispensable au renforcement de la confiance du public, l'adaptation de l'offre et des outils de distribution aux besoins et aux capacités des différentes catégories de la clientèle. La promotion des produits innovants tels que la micro assurance, le mobile insurance et la bancassurance pourrait jouer un rôle important dans ce sens. Il y a également, la mise en place du Pool Transport Public Voyageur (Pool TPV), l'application du Décret portant l'obligation d'assurances des Biens et Marchandises en République de Guinée, la mise en place d'une société de réassurance et d'une société d'assurances agricole.

Sur le plan institutionnel, la priorité reste l'adaptation du cadre règlementaire à l'évolution et aux innovations du secteur, portant sur l'automatisation des données financières des sociétés et intermédiaires d'assurances (Projet ASSAC), l'actualisation et l'élaboration de certaines instructions, notamment les instructions relatives aux activités de Bancassurance, de Micro assurance, de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Une autre instruction portant sur les états, documents et pièces à fournir par les intermédiaires d'assurances est en cours d'élaboration pour permettre un meilleur suivi de ces intermédiaires.

Par ailleurs, Il convient de rappeler qu'une Convention de coopération a été signée entre la BCRG et la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurance (CIMA). Une autre Convention entre la BCRG et l'Autorité de Contrôle des Assurances et de la Prévoyance Sociale (ACAPS) du Maroc est en phase de finalisation. Lesdites conventions permettront à la BCRG de bénéficier d'un espace plus large d'échange d'informations, d'expériences et de renforcement des capacités.

Annexes



A1 — Principaux indicateurs macro-économiques (en % à l'exception des réserves brutes de change en mois d'importation de biens et services)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Taux de croissance du PIB	3,8	10,8	10,5	6,4	5,6	7,0
Taux de croissance du PIB par tête	1,5	8,4	8,1	4,1	3,3	4,6
Déflateur implicite du PIB	3,0	5,7	10,2	7,0	10,0	13,0
Formation brute du capital fixe (FBCF) en % du PIB	24,0	52,4	19,0	26,2	21,3	18,5
FBCF publique en % du PIB	9,8	9,2	8,1	14,8	10,1	10,6
FBCF privée en % du PIB	14,2	43,2	10,9	11,4	11,2	7,8
Inflation en glissement annuel (fin de période)	7,3	8,7	9,6	9,9	9,1	10,6
Croissance de la masse monétaire	20,3	9,9	15,7	10,3	23,0	23,0
Recettes courantes en % du PIB	14,2	14,5	13,7	13,5	14,4	12,7
Dépenses courantes en % du PIB	14,1	10,8	11,7	10,8	11,1	12,7
Dépenses en capital en % du PIB	7,4	4,9	5,5	5,1	4,0	2,7
Solde primaire en % du PIB	-4,1	0,4	-0,6	1,4	0,9	-2,0
Solde global base engagements en % du PIB (dons exclus)	-7,3	-1,2	-3,5	-2,6	-1,3	-4,1
Taux de couverture export. FAB/import. CAF	90,3	62,0	157,3	125,4	125,4	141,4
Compte courant en % du PIB	-10,8	-31,1	5,1	-2,3	4,0	30,8
Solde global en % du PIB	-0,3	0,2	0,0	-0,7	0,9	0,5
Encours de la dette en % du PIB	18,7	36,8	33,9	32,6	29,0	28,5
Service de la dette en % des exports. de biens et services	3,5	31,6	12,7	18,4	11,5	11,5

Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

A2 — Ventilation du PIB à prix constants par secteurs (en milliards de GNF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur primaire						
Valeurs (en milliards GNF)	8 944	9 770	10 227	10 772	11 588	12 300
Croissance (en %)	6,1	9,2	4,7	5,3	7,6	6,1
Secteur secondaire						
Valeurs (en milliards GNF)	13 086	15 898	19 762	21 136	22 659	27 533
Croissance (en %)	-4,0	21,5	24,3	6,9	7,2	21,5
Secteur tertiaire						
Valeurs (en milliards GNF)	23 856	24 998	26 069	27 639	28 997	28 337
Croissance (en %)	8,8	4,8	4,3	6,0	4,9	-2,3
PIB aux prix du marché						
Valeurs (en milliards GNF)	49 122	54 423	60 132	64 010	67 609	72 334
Croissance (en %)	3,8	10,8	10,5	6,4	5,6	7,0
DTI en % du PIB	6,6	6,9	6,8	7,0	6,5	5,8

Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

A3 — Ventilation du PIB à prix courants par secteurs (en milliards de GNF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Secteur primaire						
Valeurs (en milliards GNF)	12 164	13 560	19 263	23 854	28 289	33 451
Croissance (en %)	12,7	11,5	42,1	23,8	18,6	18,2
Secteur secondaire						
Valeurs (en milliards GNF)	17 329	23 206	29 702	32 992	32 435	44 963
Croissance (en %)	-5,2	33,9	28,0	11,1	-1,7	38,6
Secteur tertiaire						
Valeurs (en milliards GNF)	29 956	32 322	35 602	40 762	46 880	53 472
Croissance (en %)	12,2	7,9	10,1	14,5	15,0	14,1
PIB aux prix courants	65 829	77 088	93 834	106 845	124 111	149 993
Croissance du PIB	6,9	17,1	21,7	13,9	16,2	20,9

Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

A4 — Ventilation des ressources et emplois du PIB à prix courant

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
PIB						
Valeurs (en milliards GNF)	65 829	77 088	93 834	106 845	124 111	149 993
Croissance (en %)	6,9	17,1	21,7	13,9	16,2	20,9
Importations						
Valeurs (en milliards GNF)	32 306	63 525	53 102	52 116	96 713	102 512
Croissance (en %)	6,0	96,6	-16,4	-1,9	85,6	6,0
Ressources						
Valeurs (en milliards GNF)	98 136	140 613	146 936	158 961	220 824	252 504
Croissance (en %)	6,6	43,3	4,5	8,2	38,9	14,3
Consommation finale						
Valeurs (en milliards GNF)	65 994	78 137	83 745	94 687	132 501	125 441
Croissance (en %)	10,3	18,4	7,2	13,1	39,9	-5,3
FBCF						
Valeurs (en milliards GNF)	15 779	40 409	17 809	27 986	26 467	27 682
Croissance (en %)	12,8	156,1	-55,9	57,1	-5,4	4,6
Variation de stocks						
Valeurs (en milliards GNF)	114	-995	-3 280	-2 604	25 022	20 427
Croissance (en %)	36,2	-973,2	229,5	-20,6	-1 060,9	-18,4
Exportations						
Valeurs (en milliards GNF)	15 183	22 642	41 906	36 959	36 833	78 954
Croissance (en %)	-6,2	49,1	85,1	-11,8	-0,3	114,4
Emplois						
Valeurs (en milliards GNF)	98 136	140 613	146 936	158 961	220 824	252 504
Croissance (en %)	6,6	43,3	4,5	8,2	38,9	14,3

Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

A5 — Ventilation des ressources et emplois du PIB à prix constants (en milliards de GNF)

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
PIB						
Valeurs (en milliards GNF)	49 122	54 423	60 132	64 010	67 609	72 334
Croissance (en %)	3,8	10,8	10,5	6,4	5,6	7,0
Importations						
Valeurs (en milliards GNF)	26 638	44 007	41 197	37 858	53 237	43 862
Croissance (en %)	13,2	65,2	-6,4	-8,1	40,6	-17,6
Ressources						
Valeurs (en milliards GNF)	75 760	98 430	101 328	101 868	120 846	116 197
Croissance (en %)	6,9	29,9	2,7	0,5	18,6	-3,8
Consommation finale						
Valeurs (en milliards GNF)	52 040	53 930	56 334	68 980	70 816	59 270
Croissance (en %)	7,1	3,6	4,5	22,3	2,8	-16,3
FBCF						
Valeurs (en milliards GNF)	12 476	29 564	17 965	22 757	19 395	19 451
Croissance (en %)	8,8	137,0	-39,2	26,7	-14,8	0,3
Variation de stocks						
Valeurs (en milliards GNF)	-1 489	-951	-683	-17 310	4 456	-37 450
Croissance (en %)	16,2	-36,1	-28,2	2434,7	-125,7	-940,4
Exportations						
Valeurs (en milliards GNF)	12 733	15 906	27 633	27 387	26 180	74 925
Croissance (en %)	5,5	24,9	73,7	-0,9	-4,4	186,2
Emplois						
Valeurs (en milliards GNF)	75 760	98 448	102 249	101 725	120 846	116 197
Croissance (en %)	6,9	29,9	2,8	0,5	18,8	-3,8

Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

A6 — Évolution de l'indice harmonisé des prix à la consommation (en %)

		Janv	Fév	Mars	Avr	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov	Déc
2016	Variation mensuelle	0,7	1,1	1,0	1,0	0,4	0,7	0,6	0,6	1,0	0,6	0,4	0,3
	Glissement annuel	7,4	7,5	7,7	7,9	8,2	8,3	8,4	8,4	8,5	8,6	8,6	8,7
	Taux annuel moyen	8	7,9	7,9	7,8	7,8	7,8	7,8	7,8	7,9	8,0	8,1	8,2
	Inflation structurelle	4,3	4,4	4,4	4,4	4,3	4,1	4,1	4,1	3,8	3,9	3,8	3,6
2017	Variation mensuelle	0,5	0,9	1	1,1	0,5	0,8	0,9	0,8	0,8	0,6	0,5	0,5
	Glissement annuel	8,6	8,3	8,4	8,5	8,6	9	9	9	9	9	9	10
	Taux annuel moyen	8,3	8,3	8,4	8,4	8,5	8,5	8,6	8,7	8,7	8,8	8,9	8,9
	Inflation structurelle	3,4	3,2	3,1	3	3,02	3	3	4	4	4	4	4
2018	Variation mensuelle	0,6	0,9	1	1	0,7	0,8	1	0,7	1	0,5	0,6	0,6
	Glissement annuel	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	9,9	9,9	9,8	9,8	9,8
	Taux annuel moyen	9,0	9,1	9,2	9,4	9,4	9,5	9,6	9,7	9,7	9,8	9,8	9,8
	Inflation structurelle	4,0	4,0	4,0	4,0	5,0	4,0	3,8	5,5	6,0	5,8	5,8	6,3
2019	Variation mensuelle	0,4	0,9	1,0	1,2	0,8	0,9	1,2	0,4	1,1	0,4	0,6	0,4
	Glissement annuel	9,7	9,7	9,7	9,8	9,6	9,6	9,5	9,4	9,4	9,3	9,3	9,1
	Taux annuel moyen	9,8	9,8	9,8	9,8	9,8	9,9	9,7	9,7	9,7	9,6	9,5	9,5
	Inflation structurelle	6,4	6,9	5,9	6,7	6,2	4,8	7,7	7	5,2	5,1	4,9	4
2020	Variation mensuelle	0,4	1,1	1,1	2	0,6	1,2	1,4	-0,1	1	1	0,7	0,5
	Glissement annuel	9,1	9,3	9,5	11,6	11,5	11,3	11,3	11	10,6	10,8	10,7	10,6
	Taux annuel moyen	9,5	9,4	9,4	9,6	9,7	9,9	10	10	10,2	10,4	10,5	10,6
	Inflation structurelle	3,8	4,4	6,1	8,9	10	9,4	9,5	10,1	9,2	9,9	9,9	10,1

Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

A7 — Évolution des prix par fonction

	janv-20	fev-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Indice général	1108,1	1120,6	1133	1165,1	1173,8	1180,8	1194,2	1196,2	1203,7	1210,3	1216,6	1220,9
Alimentation	1938	1969,3	1995,5	2034,9	2046,8	2070,5	2100	2098,2	2119,5	2141,1	2156,2	2166,7
Pain et céréales	1061,9	1096,7	1099,2	1100,8	1111,4	1113,7	1119	1134,1	1115	1134,5	1147,2	1156
Viande	1013,4	1073,7	1168,8	1190,2	1235,2	1233,9	1245,3	1237,6	1248,9	1328,1	1272,6	1258,7
Poissons	4307,9	4342,1	4352,5	4441,7	4501,8	4488,5	4561,6	4645,2	4773,3	4874,2	4863,4	4877,8
Lait, fromage et œuf	820,7	823,1	831,9	843,3	837,2	886,0	889,5	894,5	894,7	895,9	911,5	912,5
Huiles et Graisses	1299,4	1292,5	1311	1338,7	1310,7	1278,6	1282,1	1294,8	1298,2	1325,3	1330,9	1342,6
Légumes autres que pomme de terre et tubercule	1299,4	1292,5	1311	1338,7	1310,7	1278,6	1282,1	1294,8	1298,2	1325,3	1330,9	1342,6
Sel, épices, et produits alimentaires n.d.a	2625,5	2635,9	2674	2720,6	2730,1	2745,5	2809,8	2808,5	2853,9	2823,7	2851	2895,6
Habillement et chaussures	2554,8	2650,6	2671,6	2786	2795,4	3116,8	3126,5	3122,1	3120,2	3132,4	3117,7	3154,4
Ameublement / Equipement ménager	590,3	591,1	592,5	594,8	595,1	595,1	595,1	595,4	595,7	596	596	596
Transport	663,3	663,3	674,4	675,9	680	683	683,4	697,8	699,4	701,1	704,4	709,5
Logement / Electricité / Eau /Gaz	567,4	567,4	567,4	713,4	741,4	741	741	741	728,7	711,4	711,4	711,4
Santé	709,9	711,5	713,4	722,6	723	697,2	720,7	730,2	733	736,4	738,9	735,3
Loisir / spectacle / culture	368,8	368,8	369	369	369	370,7	370,7	370,7	374,7	374,7	374,7	374,7
Enseignement	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3	391,3
Hôtels café restaurants	667,6	667,6	669,8	669,8	669,8	691,1	691,1	691,1	691,1	691,1	691,1	691,1
Autres biens et services	368,7	368,7	368,7	368,7	368,7	368,7	368,7	368,7	368,7	368,7	368,7	368,7

Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

A8 — Évolution de prix de certains produits de première nécessité

	janv-20	fev-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Riz local (kg)	8955	8978	8965	9025	9033	9012	9084	9291	9712	9851	9926	9936
Riz importé asiatique brisé (kg)	6190	6223	6300	6328	6336	6253	6291	6340	6327	6361	6596	6611
Farine de maïs (kg)	9981	9993	10267	8923	10597	9964	9933	9918	9970	9934	9856	9957
Pain en baguette	2750	3500	3500	3500	3500	3500	3500	3500	3500	3500	3500	3500
Viande de bœuf avec os (kg)	40000	42700	44708	45000	50000	50000	50000	50000	50000	56000	50000	50333
Bonga fumé (kg)	83192	84584	84731	87500	88501	91410	91174	89280	94214	98822	94111	85254
Tomate (kg)	26689	26935	27684	27857	28969	29645	30907	28634	31229	29614	29223	29432
Oignon (kg)	27215	27830	27816	28487	28666	29333	29542	29688	30210	29114	28907	30655
Feuille de patate	13584	13317	13744	13995	13598	13042	13551	12491	12588	13043	13479	13611
Gombo (kg)	26725	26880	25782	27190	27847	28258	29145	2992	28024	27173	28676	29414
Pommes de terre (kg)	23712	23775	24077	24794	25255	25549	25907	25253	25050	25926	26445	25868
Huile de palme (L)	16560	16622	16694	16769	16452	15016	14842	15264	15530	15694	15810	15938
Huile d'arachide (L)	16623	16115	16382	16464	16366	16332	16445	16913	17082	17100	17378	17587
Eau (m3) 1ère tranche	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750	750
Electricité 1ère tranche (kwh)	90	90	90	90	90	90	90	90	90	90	90	90
Essence (L)	10000	10000	10000	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000	9000
Pétrole lampant revendu au quartier (L)	14500	14500	14500	14500	14500	13500	13500	13500	13500	13500	13500	13500

Source : Ministère du Plan et du Développement Économique

A9 — État consolidé des flux budgétaires de l'administration centrale (en milliards de GNF)

	2019	2020
Recettes et dons	17 902,53	18 817,50
Recettes	17 305,86	17 320,69
Secteur minier	2 373,29	2 294,10
Secteur non minier	14 932,58	15 026,59
Contributions directes	2 562,61	2 936,06
Biens et services	7 583,34	8 236,59
dont TSPP	890,15	1 633,11
Commerce international	3 349,45	3 120,53
Recettes non fiscales	1 437,18	733,41
Dons	593,09	1 496,81
Dons affectés	376,86	505,25
Dons non affectés	216,23	991,55
Dépenses Totales	18 497,18	21 619,22
Dépenses courantes	13 829,68	18 086,53
Traitements & salaires	4 430,10	6 086,58
Autres biens & services	4 252,82	5 033,03
Subventions & transferts	4 569,63	5 953,26
dont EDG	2 157,00	2 921,00
Intérêts	577,13	1 013,67
Intérêts dette extérieure	186,49	225,83
Intérêts dette intérieure	390,64	787,83
Dépenses en capital	4 544,28	3 458,87
Financement externe FINEX	1 778,77	2 063,35
Fin. Interne Investissement hors BAS	2 765,51	1 395,52
Solde base prise en charge comptable (PEC)		
Dons et BAS compris	-594,65	-2 801,72
Dons exclus	-1 187,74	-4 298,52
Solde base caisse après ajustement	-2 807,00	-5 373,67
Financements identifiés	2 807,00	5 373,67
Financement extérieur net	2 147,98	2 971,96
Tirages	2 798,99	3 388,96
Emprunts projets	1 401,91	1 558,09
Emprunts hors projet non affectés	1 397,08	1 830,86
Amortissement dette extérieure	-644,33	-770,85
Arriérés (réduction -)	-6,67	-6,55
Financement intérieur net	659,01	2 401,71
Système bancaire	1 787,28	4 331,25
Banque centrale «PNT1»	414,50	1 699,08
Ajustement à PNT1		
Autres	414,50	1 699,08
Banques commerciales	1 372,78	2 632,17
Financement non bancaire	-1 128,27	-1 929,55

Source : Ministère du Budget

A10 — Situation monétaire intégrée (en milliards de GNF)

	Déc-19	janv-20	fev-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Avoirs Extérieurs Nets	9 570,48	10 679,51	10 472,64	10 207,39	10 429,80	9 698,66	12 089,74	11 056,87	10 142,32	11 362,38	12 104,19	11 839,08	12 186,70
Banque Centrale (1)	7 787,23	8 640,28	7 983,93	7 562,42	7 530,42	6 922,70	9 172,01	7 964,86	7 421,99	8 421,52	8 951,76	8 659,58	8 754,45
Or	1 791,30	1 239,28	1 297,07	1 254,60	1 356,35	1 356,35	1 365,65	1 448,66	1 213,16	1 890,08	2 420,34	2 420,34	2 535,47
FMI	-3 825,48	-3 824,03	-3 762,46	-3 785,94	-3 656,50	-3 718,23	-3 796,64	-3 871,64	-3 929,61	-3 944,70	-3 961,58	-4 042,63	-4 825,12
Avoirs en DTS	905,20	933,95	894,62	895,42	729,76	768,53	787,35	798,30	813,00	815,08	819,61	830,71	856,86
Avoirs en Devises (Net)	8 576,65	9 953,47	9 217,09	8 860,74	8 761,26	8 176,49	10 476,08	9 249,98	8 985,88	9 321,50	9 333,82	9 111,60	9 847,69
Banque de Dépôts	1 783,25	2 039,23	2 488,72	2 644,97	2 899,38	2 775,96	2 917,73	3 092,01	2 720,33	2 940,86	3 152,42	3 179,50	3 432,25
Avoirs Intérieurs Nets	20 845,69	19 883,18	21 112,50	21 583,27	22 151,65	23 890,14	21 621,94	24 149,22	25 569,41	25 040,09	25 270,65	25 370,39	25 233,96
Crédit Intérieur Net	26 933,26	26 932,53	27 468,25	28 056,95	28 785,64	30 079,63	29 506,34	31 358,43	32 545,70	32 151,25	32 616,43	33 245,88	33 486,80
Créances sur le Secteur Public	14 889,30	15 087,87	15 667,58	16 316,90	16 924,41	18 236,39	18 019,97	19 437,62	19 918,73	19 515,11	20 307,77	20 382,36	20 478,03
Créances Nettes sur L'État*	14 889,25	15 084,76	15 667,26	16 315,65	16 923,08	18 234,30	18 018,92	19 435,26	19 916,04	19 512,17	20 304,34	20 378,70	20 477,98
BCRG	9 478,74	9 630,60	10 058,55	10 424,98	11 233,65	12 160,71	10 788,54	12 493,72	13 419,05	12 763,36	13 260,05	11 766,52	11 567,23
Banques	5 410,51	5 454,16	5 608,71	5 890,67	5 689,44	6 073,59	7 230,37	6 941,54	6 496,99	6 748,81	7 044,29	8 612,18	8 910,75
Créances sur les Entreprises Publiques	0,06	3,11	0,32	1,25	1,33	2,09	1,06	2,35	2,69	2,94	3,43	3,66	0,05
Créances sur le Secteur Privé	12 043,96	11 844,66	11 800,67	11 740,04	11 861,23	11 843,24	11 486,36	11 920,82	12 626,96	12 636,14	12 308,66	12 863,51	13 008,77
Autres Postes Nets	-6 087,58	-7 049,35	-6 355,75	-6 473,68	-6 633,99	-6 189,50	-7 884,40	-7 209,22	-6 976,29	-7 111,16	-7 345,78	-7 875,49	-8 252,84
Masse Monétaire	30 416,16	30 562,69	31 585,14	31 790,66	32 581,45	33 588,80	33 711,67	35 206,09	35 711,73	36 402,47	37 374,83	37 209,46	37 420,67
Base Monétaire	13 804,92	14 091,33	14 580,79	14 795,18	15 224,68	16 370,70	15 795,69	17 244,92	18 150,17	18 241,63	18 688,64	16 184,47	16 455,01
Monnaie En Circulation	8 816,94	8 907,38	9 240,69	9 311,36	9 716,88	10 519,54	9 690,43	10 762,23	10 894,69	11 240,28	11 505,92	11 415,66	11 541,59
Dépôts à Vue GNF	12 953,40	13 047,60	13 150,00	13 291,18	13 293,53	13 799,55	14 151,68	14 227,75	14 516,00	14 819,59	15 061,37	14 919,56	14 712,93
Dépôts à Terme GNF	2 302,46	2 175,89	2 623,67	2 577,11	2 588,53	2 531,85	2 716,85	2 978,79	3 080,50	3 153,70	3 313,97	3 230,59	3 192,65
Dépôts En Devises	6 343,37	6 431,82	6 570,79	6 611,00	6 982,51	6 737,86	7 152,71	7 237,31	7 220,54	7 188,90	7 493,57	7 643,65	7 973,50

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A11 — Situation monétaire de la Banque Centrale (en milliards GNF)

	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Avoirs Extérieurs Nets	7787,23	8640,28	7983,93	7562,42	7530,42	6922,70	9172,01	7964,86	7421,99	8421,52	8951,76	8659,58	8754,45
Avoirs Intérieurs Nets	6017,69	5451,06	6596,86	7232,76	7694,25	9447,99	6623,68	9280,07	10728,18	9820,11	9736,87	7524,89	7700,56
Secteur Etat net (avec stock dette titrisée)	9478,74	9630,60	10058,55	10424,98	11233,65	12160,71	10788,54	12493,72	13419,05	12763,36	13260,05	11766,52	11567,23
Secteur Etat net (hors recapitalisation)	5752,85	5904,71	6332,67	6699,10	7507,76	8434,83	7062,66	8767,84	9693,16	9037,47	9534,17	8040,64	7543,28
Secteur Etat net (hors stock dette titrisée et recapit.)	-1143,58	-920,78	-492,82	-126,39	753,21	1680,28	308,10	2084,22	3009,54	2353,85	2921,48	1427,96	930,60
Banques	0,00	40,00	0,00	40,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-995,00	-275,00
Créances sur les Entreprises Publiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits au Secteur Privé	89,38	94,50	90,95	92,18	91,01	91,04	91,14	91,45	91,62	91,74	91,79	91,83	91,60
Autres Postes Nets	-3550,43	-4314,04	-3552,63	-3324,40	-3630,40	-2803,76	-4256,00	-3305,10	-2782,49	-3034,99	-3614,97	-3338,46	-3683,27
Base Monétaire	13804,92	14091,33	14580,79	14795,18	15224,68	16370,70	15795,69	17244,92	18150,17	18241,63	18688,64	16184,47	16455,01
Circulation Fiduciaire	8816,94	8907,38	9240,69	9311,36	9716,88	10519,54	9690,43	10762,23	10894,69	11240,28	11505,92	11415,66	11541,59
Réserves des Banques	4653,72	4836,58	5057,47	5206,86	5232,16	5556,53	5752,21	6130,55	6835,52	6629,61	6864,59	4513,60	4594,15
Encaisses	779,48	726,30	750,27	820,70	871,87	802,56	819,49	841,76	1075,14	962,26	1142,65	923,35	763,98
Dépôts	3874,24	4110,27	4307,20	4386,16	4360,29	4753,97	4932,72	5288,80	5760,38	5667,34	5721,93	3590,25	3830,17
En GNF	2842,10	3041,66	2975,88	3095,28	3035,98	3448,59	3538,02	4162,44	4531,32	4358,09	4435,06	2250,41	2294,57
EN devises	1032,14	1068,62	1331,32	1290,88	1324,31	1305,38	1394,70	1126,36	1229,06	1309,25	1286,87	1339,84	1535,60
Dépôts du Secteur Privé	334,26	347,38	282,63	276,95	275,64	294,63	353,05	352,14	419,96	371,74	318,13	255,20	319,28
En GNF	80,34	77,91	69,12	77,67	80,61	112,82	81,87	74,85	143,00	158,20	87,19	40,46	43,27
En Devises	253,92	269,47	213,50	199,28	195,03	181,81	271,18	277,29	276,97	213,54	230,94	214,74	276,00

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

	nov-19	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Avoirs Extérieurs Nets	1875,2	1783,2	2039,2	2488,7	2645,0	2899,4	2776,0	2917,7	3092,0	2720,3	2940,9	3152,4	3179,5	3432,3
Avoirs	3006,1	3100,0	3241,1	3696,1	3824,4	4252,1	4095,8	4137,9	4262,8	3643,1	3851,9	3941,8	3907,1	4348,3
Engagements	1131,0	1316,8	1201,8	1207,4	1179,4	1352,7	1319,8	1220,2	1170,7	922,8	911,1	789,4	727,6	916,0
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Créances sur BCRG	5225,0	4653,7	4796,6	5057,5	5166,9	5232,2	5556,5	5752,2	6130,6	6835,5	6629,6	6864,6	5508,6	4869,2
Créances	0,0	0,0	-40,0	0,0	-40,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	995,0	275,0
Fonds de régul monét	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves Banques	5225,0	4653,7	4836,6	5057,5	5206,9	5232,2	5556,5	5752,2	6130,6	6835,5	6629,6	6864,6	4513,6	4594,2
Dépôts	4457,6	3874,2	4110,3	4307,2	4386,2	4360,3	4754,0	4932,7	5288,8	5760,4	5667,3	5721,9	3590,3	3830,2
Encaisses	767,4	779,5	726,3	750,3	820,7	871,9	802,6	819,5	841,8	1075,1	962,3	1142,7	923,3	764,0
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédit Intérieur net	16446,6	17365,1	17207,4	17318,8	17539,8	17461,0	17827,9	18626,7	18773,3	19035,0	19296,1	19264,6	21387,5	21828,0
Créances secteur Public (nettes)	4981,6	5410,6	5457,3	5609,0	5891,9	5690,8	6075,7	7231,4	6943,9	6499,7	6751,8	7047,7	8615,8	8910,8
Etat net	4978,8	5410,5	5454,2	5608,7	5890,7	5689,4	6073,6	7230,4	6941,5	6497,0	6748,8	7044,3	8612,2	8910,7
Créances	5128,0	5532,5	5571,8	5735,6	6013,7	5808,0	6199,6	7370,4	7080,1	6706,0	7027,4	7358,0	8905,8	9189,1
Engagements	149,2	122,0	117,7	126,9	123,0	118,6	126,0	140,0	138,5	209,0	278,6	313,8	293,6	278,4
Entreprises publiques	2,8	0,1	3,1	0,3	1,2	1,3	2,1	1,1	2,4	2,7	2,9	3,4	3,7	0,1
Créances sect. privé	11465,0	11954,6	11750,2	11709,7	11647,9	11770,2	11752,2	11395,2	11829,4	12535,3	12544,4	12216,9	12771,7	12917,2
Créances saines	10283,2	10837,1	10629,4	10599,4	10551,4	10663,6	10630,4	10296,2	10725,5	11553,0	11564,5	11249,0	11784,8	11915,4
Créanc. compromises	1181,8	1117,5	1120,7	1110,3	1096,5	1106,6	1121,8	1099,0	1103,9	982,3	979,9	967,9	986,9	1001,8
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres Éléments nets	-2869,0	-2537,1	-2735,3	-2803,1	-3149,3	-3003,6	-3385,7	-3628,4	-3904,1	-4193,8	-4076,2	-3730,8	-4537,0	-4569,6
Autres créances	3254,5	3269,1	3268,5	3459,2	3309,8	3191,1	3005,9	2936,8	3153,5	2805,2	2924,8	3282,3	2705,2	3148,9
Correspondants	527,2	562,2	555,4	644,8	561,3	546,7	450,2	398,5	467,7	506,7	465,3	467,2	35,5	41,2
Immobilisations	1798,8	1854,6	1879,3	1940,1	1947,4	1955,6	2013,4	2052,4	2061,1	2070,4	2101,3	2118,2	2129,2	2084,6
Divers	928,6	852,3	833,8	874,2	801,1	688,7	542,2	485,9	624,7	228,2	358,2	696,9	540,5	1023,1
Autres Dettes	-6123,5	-5806,3	-6003,8	-6262,3	-6459,1	-6194,7	-6391,6	-6565,2	-7057,6	-6999,0	-7001,0	-7013,1	-7242,3	-7718,4
Correspondants	-309,4	-89,6	-84,1	-69,0	-111,9	-82,3	-121,1	-95,1	-78,5	-79,8	-76,2	-79,1	-65,6	-387,1
Fonds Propres	-3654,7	-3755,8	-3739,1	-3826,9	-3704,3	-3731,0	-3840,4	-3880,1	-3979,9	-4071,2	-4139,4	-4199,7	-4305,6	-4408,2
Divers	-2159,4	-1960,9	-2180,5	-2366,4	-2642,9	-2381,4	-2430,1	-2589,9	-2999,1	-2848,1	-2785,4	-2734,3	-2871,1	-2923,1
	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes envers le Secteur Privé	20677,8	21265,0	21307,9	22061,8	22202,3	22588,9	22774,6	23668,2	24091,7	24397,1	24790,4	25550,8	25538,6	25559,8
Dépôts en GNF	14956,5	15175,5	15145,6	15704,5	15790,6	15801,5	16218,6	16786,7	17131,7	17453,5	17815,1	18288,1	18109,7	17862,3
Dépôts à vue	12574,4	12873,1	12969,7	13080,9	13213,5	13212,9	13686,7	14069,8	14152,9	14373,0	14661,4	14974,2	14879,1	14669,7
Dépôts à terme	2382,1	2302,5	2175,9	2623,7	2577,1	2588,5	2531,8	2716,9	2978,8	3080,5	3153,7	3314,0	3230,6	3192,6
Dépôts en devises	5721,2	6089,4	6162,4	6357,3	6411,7	6787,5	6556,1	6881,5	6960,0	6943,6	6975,4	7262,6	7428,9	7697,5

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A13 — Taux d'intérêt (en %)

	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
1-Taux directeur	12,50	12,5	12,50	12,5	11,50	11,5	11,50	11,5	11,50	11,5	11,50	11,5	11,50
2- Taux créditeurs minimum	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre	libre
4- Taux des bons du trésor													
91 jours (1)	6,656	9,00	9,481	9,333	9,000	8,765			8,146		9,813	11,500	11,500
182 jours (1)	8,467	11,530	10,551	11,118	10,000	11,481	10,042	8,688	9,642	9,315	11,313	11,562	12,000
364 jours (1)	11,829	12,518	12,264	13,152	12,895	11,958	14,167	12,320	12,552	11,724	11,287	14,446	15,000

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A14 — Situation du marché des BDT et encours par maturité (en milliards de GNF)

Mois	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
Volume des émissions	930,50	765,00	788,50	942,50	635,00	811,50	555,00	947,50	884,00	944,50	2237,50	2271,00
Volume des Souscriptions	354,00	1092,50	749,25	625,00	1475,00	732,50	922,00	919,50	1289,00	1136,50	1346,75	1450,25
Volume adjugé	351,50	722,00	674,50	540,00	620,00	615,50	470,00	800,00	854,00	735,50	1163,75	1364,00
Volume de rembourse-ment	335,00	455,00	570,00	540,00	720,00	618,00	424,00	568,00	526,50	460,00	575,00	1067,25

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A15 — Encours de BDT (en milliards de GNF)

Encours	déc-19	janv-20	févr-20	mars-20	avr-20	mai-20	juin-20	juil-20	août-20	sept-20	oct-20	nov-20	déc-20
42 jours												145	145
91 jours	310	360	310	376,50	366,50	366,50	200	150	100	100	133,50	370,50	730,50
182 jours	886	900,50	1185,50	1163,50	1013,50	1078,50	1127	1163	1003	1065	1115	1177,50	1335,75
364 jours	3667,75	3620,25	3652,25	3722,25	3872,25	3907,25	4022,75	4082,75	4524,75	4790,25	4932,25	5299,25	5039,25

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A16 — Budget en devises (en millions de dollars au taux courant)

	2016	2017	2018	2019	2020
A - Entrées	687,5	817,5	884,9	992,2	1 363,7
Etat	309,1	259,2	423,2	504,8	579,5
Recettes minières	153,0	167,5	250,4	197,8	138,0
Autres recettes	137,5	91,7	77,0	140,4	100,4
Banque Centrale	366,0	536,6	439,2	368,0	723,93
Produits financiers BCRG	0,2	1,3	2,3	10,5	11,4
Dépôts des Banques	365,5	534,8	383,2	205,0	343,77
Autres recettes	0,2	0,5	53,8	17,7	39,24
Entreprises publiques	12,5	21,7	22,4	119,4	60,19
B - Sorties	578,6	737,4	655,8	1 023,9	1 433,8
Etat	214,6	269,5	326,2	313,9	211,9
Dette extérieure en devises	73,8	62,1	103,2	62,1	59,6
Principal	44,2	38,8	71,0	43,0	30,5
Intérêt	29,6	23,3	32,1	19,1	3,4
Autres dépenses courantes	140,4	178,1	190,8	128,0	152,3
Ambassades	33,5	16,9	25,5	17,8	29,2
Autres dépenses	106,9	161,2	165,3	0,0	123,1
Banque Centrale	19,1	15,8	14,6	39,8	292,7
Frais impression billets	12,8	7,2	3,7	13,8	18,8
Autres charges BCRG	6,3	8,6	10,9	26,0	273,9
Banques Privées	326,8	423,7	270,2	472,2	668,3
Entreprises publiques	18,1	28,3	23,7	188,7	260,9
C - Solde (Entrées - Sorties) = (A - B)	108,9	80,1	229,8	-52,2	-70,1

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A17 — Évolution du taux de change (moyenne mensuelle)

			Jan	Fév.	Mars	Avr.	Mai	Juin	Juil.	Aout	Sep	Oct.	Nov.	Déc.
2016	Marché Officiel	USD	8 495,24	8 873,04	8 922,51	8 944,93	8 951,49	8 969,82	8 978,80	9 011,24	9 059,76	9 055,93	9 077,64	9 176,18
		EURO	9 225,53	9 856,31	9 886,91	10 148,01	10 144,37	10 084,19	9 934,09	10 113,64	10 155,84	9 987,88	9 818,25	9 677,45
	Marché parallèle	USD	8 748,62	8 996,00	8 994,66	9 020,08	9 009,59	9 067,91	9 158,02	9 254,66	9 160,87	9 211,50	9 255,38	9 473,92
		EURO	9 410,50	9 849,33	9 836,89	10 012,25	10 068,64	10 079,05	10 069,33	10 190,08	10 153,53	10 208,67	10 180,72	10 127,83
2017	Marché Officiel	USD	9 259,56	9 292,34	9 279,34	9 155,68	9 097,80	8 975,99	9 019,58	8 982,00	8 994,26	8 996,62	9 002,01	9 004,66
		EURO	9 830,38	9 898,54	9 910,70	9 801,48	10 040,80	10 077,22	10 370,89	10 597,79	10 728,25	10 579,67	10 548,64	10 652,02
	Marché parallèle	USD	9 522,30	9 408,79	9 350,69	9 239,71	9 163,97	9 067,42	9 147,54	9 051,74	9 044,96	9 056,07	9 025,00	9 069,72
		EURO	10015,08	9 994,75	9 914,79	9 893,97	9 976,67	10 066,25	10 441,51	10 606,97	10 682,96	10 657,38	10 631,49	10 680,66
2018	Marché Officiel	USD	9003,02	9001,57	8995	9001,46	9000,78	9003	9010	9004	9005	9031,56	9049	9084,86
		EURO	11182,65	11072,84	11082,74	10864,75	10469,72	10428,17	10527,29	10527,47	10542,15	10270,69	10304,1	10405,74
	Marché parallèle	USD	9 076,67	9 074,17	9 058,33	9 005,00	9 010,83	9 091,67	9 069,17	9 045,83	9 077,50	9 077,50	9 080,00	9 128,33
		EURO	11 231,67	11 266,67	11 116,67	11 075,00	10 490,00	10 630,00	10 583,33	10 508,33	10 625,00	10 441,67	10 426,67	10 364,33
2019	Marché Officiel	USD	9 096,57	9 099,92	9 106,02	9 119,58	9 128,57	9 150,50	9 169,83	9 167,35	9 201,34	9 253,58	9 332,34	9 380,91
		EURO	10 387,63	10 329,63	10 299,90	10 257,43	10 212,81	10 328,24	10 295,37	10 198,93	10 134,43	10 224,98	10 322,86	10 413,44
	Marché parallèle	USD	9 128,33	9 128,33	9 128,33	9 182,58	9 225,00	9 227,98	9 239,17	9 243,71	9 288,37	9 400,33	9 426,68	9 497,66
		EURO	10 364,61	10 365,33	10 365,90	10 393,38	10 408,33	10 419,04	10 459,17	10 400,71	10 301,02	10 399,32	10 469,84	10 545,63
2020	Marché Officiel	USD	9 368,34	9 354,38	9 378,55	9 398,41	9 422,22	9 523,52	9 580,61	9 603,70	9 694,60	9 745,65	9 774,69	9 936,32
		EURO	10 411,52	10 204,62	10 377,02	10 215,90	10 253,41	10 705,59	10 926,18	11 355,15	11 440,46	11 478,07	11 556,23	12 065,46
	Marché parallèle	USD	9 481,82	9 399,00	9 475,00	9 516,67	9 550,00	9 629,77	9 679,02	9 682,50	9 703,03	9 750,83	9 762,02	9 876,23
		EURO	10 533,33	10 339,75	10 475,28	10 366,83	10 400,00	10 738,64	10 910,30	10 986,67	11 037,23	11 366,18	11 464,88	11 984,60

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A18 — Balance des paiements (en millions d'USD)

	2017	2018	2019	2020
A. Compte des transactions courantes n.i.a	519,4	-190,46	-314,57	2684,75
Crédit	5190,29	4537,91	4483,02	9394,11
Débit	4670,89	4728,37	4797,59	6709,36
1. Balance commerciale	1 111,01	592,42	475,36	5 203,76
Crédit	4 595,06	3 978,07	3 945,36	8 931,20
Débit	3 484,05	3 385,64	3 470,00	3 727,44
2. Balance des services	-703,53	-696,99	-754,7	-2521,25
Crédit	52,38	104,03	95,4	64,82
Débit	755,91	801,02	850,1	2586,07
3. Revenus primaires	-50,63	-181,85	-114,09	-144,78
Crédit	47,66	68,66	88,13	32,53
Débit	98,29	250,51	202,22	177,31
4. Revenus secondaires	162,55	95,96	78,86	147,02
Crédit	495,19	387,15	354,13	365,56
Débit	332,64	291,2	275,27	218,54
B. Compte de capital n.i.a	145,7	140,36	40,69	147,12
Crédit	149,42	140,37	41,32	150,38
Débit	3,72	0,02	0,63	3,25
C. Capacité (+) ou besoin (-) de financement	665,1	-50,1	-273,88	2831,87
D. Compte financier n.i.a	469,53	-796,04	-997,56	2063,06
1. Investissement direct n.i.a	-576,5	-353,08	-43,37	-173,99
2. Investissement de portefeuille n.i.a	-0,08	-11,39	-5,54	12,03
3. Drivés financiers n.i.a	0	0	0	0
4. Autres investissements n.i.a	1046,11	-431,57	-948,65	2225,02
E. Erreurs et omissions nettes	1,47	3,81	1,26	-0,03
F. Solde global à financer	197,04	749,75	724,94	768,78
G. Financement du solde global	197,04	749,75	724,94	768,79
Avoirs de réserve	76,5	432,94	282,7	125,58
Crédits et prêts du FMI	26,26	45,53	31,72	63,36
Financement exceptionnel	94,28	271,28	410,52	579,85
Tirages sur nouveaux emprunts	94,28	271,28	410,52	579,85
Remises de dettes	0	0	0	0
Reéchelonnement de dettes existantes	0	0	0	37,16
Accumulation d'arriérés	0	0	0	0
Reéchelonnement d'arriérés	0	0	0	0
Annulations d'arriérés	0	0	0	0
Dons réçus bonification du FMI	0	0	0	0
Remboursement d'arriérés	0	0	0	0

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A19 — Crédits dans le système bancaire (en milliards de GNF)

2020	Crédits à court Terme					Crédits à moyen et long termes			Total des crédits
	Créances Commerciales	Comptes ordinaires débiteurs	Autres crédits à court terme	Secteur Public	Total des crédits à court terme	Total des crédits à moyen terme	Total des crédits à long terme	Total des crédits à moyen et long termes	
Janvier	776,6	4 014,3	1 302,3	12,4	6 105,7	4 493,6	213,1	4 706,7	10 812,3
Février	821,3	3 893,1	1 331,9	10,2	6 056,5	4 488,6	234,4	4 723,0	10 779,5
Mars	873,3	3 754,9	1 300,3	10,9	5 939,4	4 694,7	235,5	4 930,2	10 869,6
Avril	785,8	3 938,3	1 262,0	13,6	5 999,6	4 710,7	244,0	4 954,8	10 954,4
Mai	833,5	3 848,5	1 191,7	8,0	5 881,8	4 632,7	263,5	4 896,1	10 777,9
Juin	828,0	3 506,1	1 191,0	7,7	5 532,7	4 676,8	260,6	4 937,4	10 470,1
Juillet	824,7	3 755,1	1 348,7	9,3	5 937,8	4 735,2	271,1	5 006,2	10 944,1
Août	894,0	3 222,5	1 423,0	7,7	5 547,2	4 451,5	267,6	4 719,1	10 266,3
Septembre	915,3	3 264,4	1 752,0	7,4	5 939,2	4 562,8	277,2	4 840,1	10 779,2
Octobre	812,5	3 557,6	1 804,5	18,7	6 193,3	4 577,9	281,7	4 859,6	11 052,9
Novembre	819,4	3 314,5	1 864,3	9,4	6 007,6	4 679,8	284,5	4 964,3	10 971,9
Décembre	792,2	3 139,3	2 056,3	5,5	5 993,3	4 833,8	265,5	5 099,3	11 092,6

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A20 — Établissements de crédit agréés

Dénominations	Sigle
Access Bank Guinée	
African Lease Guinée	ALG SA
Afriland First Bank de Guinée	AFBG
Banque de Développement de Guinée	BDG
Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie de Guinée	BICIGUI
Banque Islamique de Guinée	BIG
Banque Nationale d'Investissement de Guinée	BNIG
Banque Nationale de Guinée	BNG
Banque Populaire Maroco-Guinéenne	BPMG
Banque pour le Commerce et l'Industrie de Guinée	BCI
Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce de Guinée	BSIC
CORIS Bank Guinée	CBG
Eobank Guinée	Eobank
First Bank of Nigeria Bank Guinée	FBNBank
Guinea Leasing Service	GLS SA
NSIA Banque Guinée	NSIA
Orabank Guinée	Orabank
Skye Bank Guinée	Skye Bank
Société Générale Guinée	SGG
United Bank for Africa	UBA
Vista Bank Guinée	Vista Bank

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A21 — Bilans résumés comparés ACTIF

ACTIF		
DESIGNATION	**2019**	**2020**
I. Or		
1. Or monétaire en dépôt	1 791 296 806 014	2 535 467 335 969
2. Or monétaire en placement	0	0
3. Or monétaire à recevoir	0	0
4. Provision dépréciation sur les avoirs en Or	0	0
Or	1 791 296 806 014	2 535 467 335 969
II. Argent		
1. Argent dépôt	2 928 438 835	6 279 130 804
2. Argent en placement	0	0
3. Provision dépréciation sur les avoirs en Argents	0	0
Argent	2 928 438 835	6 279 130 804
III. Créances sur l'étranger		
1. Disponibilités D.T.S.	905 198 523 494	856 858 380 115
2. Correspondants étrangers	8 164 393 853 622	9 288 337 868 874
Compte de Prêts interbancaires	0	0
3. Valeurs à l'encaissement à l'étranger	185 606 366 196	18 242 076 700
4. Caisses devises	291 533 967 636	557 135 763 586
5. Provision pour dépréciation des valeurs en caisse devise	0	0
6. Chèque de voyage	40 353 359	40 353 359
7. Souscriptions au F.M.I.	2 709 063 821 787	2 747 372 970 109
8. Autres Souscriptions	0	0
9. Intérêts courus à recevoir	1 189 888 648	1 465 504 322
10. Provision Pour dépréciation des autres avoirs	0	0
11. Avance et Acompte Fournisseurs Etranger	32 163 489 282	43 853 037 869
Créances sur l'étranger	12 289 190 264 024	13 513 305 954 933
IV. Créances sur l'état		
1. Comptes de l'Administration Centrale	1 922 146 861 386	3 701 559 732 752
2. Comptes de l'Administration Locale	-211 594 751	0
3. Pertes nettes de change	0	0
4. Titre d'Etat recapitalisation	3 725 885 371 834	4 023 956 196 581
5. Titres d'Etat Convention et P.net.change/2007	0	0
6. Titres Prot.BCRG/Futur/Etat	0	0
7. Titre d'Etat GNF	6 258 000 000 000	6 258 000 000 000

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A21 — Bilans résumés comparés ACTIF

ACTIF		
DESIGNATION	**2019**	**2020**
8. Titre d'Etat USD	0	0
9. Titre d'Etat EUR	0	0
10. Nouveaux Bons du Trésor	0	0
11. Autres Titres d'Etat	0	0
12. Autres opérations d'open market	0	0
Créances sur l'état	11 905 820 638 469	13 983 515 929 333
V. Créances sur les agents économiques et financiers		
1. Prêts sur le marché monétaire	0	0
2. Portefeuille	0	0
3. Effets pris en pension	0	170 000 000 000
4. Escompte des Bons du Trésor	0	0
5. Escompte BDT/Formule	0	0
6. Provision des créances douteuses sur opérations du Marché monétaire	16	16
7. Compte des Banques	0	0
8. Comptes E/ses pub. n/Financières	-1 026 956 025	-1 354 373 402
9. Comptes des Sociétés privées et Particuliers	-1 100 076 155	-1 204 553 124
10. Comptes des Entreprises financières n/bancaires	0	0
11. Comptes des Entreprises d'Economie mixte	0	0
12. Intérêts courus à recevoir	0	0
13. Comptes d'avance du personnel	90 483 805 428	92 799 672 373
14. Titres de placement	0	0
15. Provision pour depreciation sur les comptes de titres de placement	0	0
16. Autres creances	3 704 390 933	918 972 361
Créances sur les agents économiques et financiers	92 061 164 197	261 159 718 224
VI. Comptes de régularisation et divers		
1. Fournisseurs Avances et Acomptes	265 624 377 656	245 354 815 810
2. Produits à recevoir	346 665 959 983	196 327 184 348
3. Charges payées d'avance	9 219 435 395	13 634 384 856
4. Autres comptes de régularisation Actif	0	0
5. Dépenses à régulariser	32 609 069 739	28 073 892 293
6. Débits à régulariser	22 048 832 691	409 533 870 400
7. Provision pour dépréciation sur les comptes des DAR	-48 541 340 104	-45 403 553 234

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A21 — Bilans résumés comparés ACTIF

ACTIF		
DESIGNATION	**2019**	**2020**
8. Débiteurs divers	8 541 827 068	8 963 974 652
9. Provision pour dépréciation sur les comptes de débiteur divers	-115 136 263 833	-151 130 263 531
10. Provision pour dépréciation sur les comptes de personnel et comptes rattaches et DAR Manquants	-5 890 081 338	-73 021 466 128
11. Stocks des consommables	15 770 275 767	12 689 041 578
12. Or non monétaire	1 422 065 450	1 377 728 399
13. Autres matières précieuses	145 126 222	226 354 211
14. Stock de billets et jetons	99 098 465 416	68 726 654 942
15. Stock pièces commémoratives et de collection	0	0
16. Provisions pour dépréciation sur les comptes des Stocks	0	0
17. Compte Fonds en Route	0	0
18. Comptes de liaison siège et agences	0	0
19. Chèques et Virements à payer	76 967 172	34 877 785 585
20. Différence de conversion Actif	0	0
21. Ecart de conversion des avoirs Actif	1	0
22. Instruments Optionnels achetés	0	0
23. Comptes de Passage ente entités	44 223 868	0
24. Reprise CDL	0	0
25. Comptes de contrevaleur en devise (EasyOpen)	0	0
26. Suspens de migration débiteurs	0	0
27. Comptes de Suspens	1 302 149 882	3 006 842 038
28. Comptes d'ajustement	0	0
29. Provision pour dépréciation sur autres comptes d'opérations diverses	-1 000 000 000	-1 000 000 000
Comptes de régularisation et divers	632 001 091 033	752 237 246 219
VII. Immobilisations		
1. Charges immobilisées	0	0
2. Immobilisations incorporelles	9 662 627 770	16 097 518 788
3. Immobilisations Corporelles	428 384 380 477	626 816 931 512
4. Immobilisations financières	133 959 587 338	142 424 492 657
5. Avance et Acomptes Versés sur Immobilisation	0	0
V Immobilisations	572 006 595 585	785 338 942 956
TOTAL ACTIF	**27 285 304 998 158**	**31 837 304 258 438**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A22 — Bilans résumés comparés PASSIF

PASSIF		
DESIGNATION	**2019**	**2020**
I. Billets et monnaies en circulation		
1. Emission	-11 802 588 253 323	-14 318 233 203 776
2. Billets en caisse BCRG	2 142 840 023 791	1 987 861 919 241
3. Billets à détruire	0	0
4. Destruction automatique des billets	63 328 395 100	24 802 760 900
Billets et monnaies en circulation	-9 596 419 834 432	-12 305 568 523 635
II. Engagements envers l'étranger		
1. Chambre de compensation de l'AO	-93 883 879	-114 971 595
2. Correspondants étrangers	-5 358	-5 694
3. Valeurs tirées sur l'étranger non disponibles	0	-24 975 004
4. Devises espèces à transférer	-741 850 084	-6 665 385 940
5. Organismes internationaux et bilatéraux	-6 248 122 664 573	-7 235 536 838 877
6. Représentations diplomatiques	-141 421	-141 421
7. Autres engagements envers l'Etranger	-42 567 536 417	-46 255 331 471
8. Fournisseurs étrangers à payer	0	-3 552 810 920
9. Intérêts courus à payer	-1 731 716 192	-2 172 213 688
Engagements envers l'étranger	-6 293 257 797 924	-7 294 322 674 610
III. Engagements envers l'état		
1. Comptes de l'Administration Centrale	-2 110 217 198 246	-2 217 686 383 653
2. Comptes de l'Administration locale	-283 956 005 300	-178 773 801 191
3. Autres engagements envers l'Etat	-532 279	-191 647 461
Engagements envers l'état	-2 394 173 735 825	-2 396 651 832 305
IV. Fonds de contrepartie		
1. Fonds de contrepartie Trésor	-32 911 290 559	-19 631 290 559
2. Fonds de contrepartie soviéto-guinéen	0	0
Fonds de contrepartie	-32 911 290 559	-19 631 290 559
Engagements envers les agents économiques et financiers		
1. Emprunts sur le Marché Monétaire	0	-445 000 000 000
2.Opérations d'interface sur le marché monétaire	0	0
3.Mise en pension de Titrs et Effets	0	0
4. Comptes de la clientèle Banques	-3 874 239 710 932	-3 830 169 887 860

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A22 — Bilans résumés comparés PASSIF

PASSIF		
DESIGNATION	**2019**	**2020**
5. Comptes des Entreprises Publiques non financieres	-37 890 787 438	-4 465 095 514
6. Comptes des Societes Privees et des particuliers	-286 813 174 635	-253 550 549 261
7. Comptes des Entreprises publiques financieres non bancaires	-1 824 612 757	-1 144 359 888
8. Comptes des Entreprises d'economie mixte	-1 059 733 567	-53 090 867 200
9. Comptes des Projets et Programmes	-5 645 190 010	-5 669 771 464
10. Autres comptes de Depots	-4 451 303 673	-22 841 522 810
11. Remuneration a payer	-4 693 919 346	-3 733 625 507
12. Charges sociales a verser	-48 078 977	-2 752 162 659
13. Retenue et traitement sur salaire	-246 780 663	172 519 041
14. Versement Forfaitaire	0	0
15. Interet courus a payer	0	0
Engagements envers les agents économiques et financiers	-4 216 913 291 999	-4 622 245 323 122
VI. Comptes de régularisation et divers		
1. Fournisseurs et comptes rattachés	-20 146 208 817	-31 510 621 581
2. Retenues sur salaires du Personnel	-21 180 375 662	-24 834 147 679
4. Valeurs compensées	0	0
5. Produits perçus d'avance	-417 463 618	-205 690
6. Charges à payer	-557 134 015	-54 617 444 574
7. Autres comptes de régularisation Passif	0	0
8. Recettes à régulariser	-1 205 921 107	-3 817 261 157
9. Crédits à régulariser	-524 847 155 935	-106 255 971 795
10. Valeurs à l'encaissement non disponibles en Guinée	-1 022 109 359	-654 702 492
11. Dépôts et cautions reçus à LMT	-10 075 804 599	-11 675 804 599
12. Comptes de liaison agences	-366 294 117	-357 877 507
13. Compte Fonds en Route	-440 000	-440 000
14. Chèques et Virements à payer	-24 223 637 564	-30 270 213 416
15. Créditeurs Divers	0	0
16. Différence de conversion Passif	0	0
17. Ecart de conversion des Avoirs Passif	-2	-1

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A22 — Bilans résumés comparés PASSIF

PASSIF		
DESIGNATION	**2019**	**2020**
18. Instruments Optionnels Vendus	0	0
19. Comptes de passage entre entités	-2 000 000	-1 566 689 320
20. Reprise CDL	0	0
21. Comptes de contrevaleur en devise (EasyOpen)	0	2
22. Suspens de migration créditeur	0	0
23. Comptes de Suspens	-729 729 369	-1 673 229 746
24. Comptes d'ajustement	0	0
25. Comptes Contrôle de réception	4 336 640 165	-20 997 750 833
Comptes de régularisation et divers	-600 437 634 000	-288 232 360 386
VII. Capitaux propres		
1. Capital	-3 157 727 934 507	-3 157 727 934 507
2. Réserves et Fonds Social	-470 969 157 457	-932 040 758 886
3. Report à nouveau	0	0
4. Subventions d'investissement	0	0
5. Subventions d'investissement virées au compte de résultat	0	0
6. Ecart de Réévaluation	-57 028 542 907	-178 012 963 208
Ecart de Réévaluation	0	0
Métaux Précieux	-57 028 542 907	-178 012 963 208
7. Fonds de Réévaluation des réserves de change	0	0
8. Provisions R&C	-4 394 177 118	-4 427 995 866
Capitaux propres	-3 690 119 811 989	-4 272 209 652 467
Résultat en instance d'affectation		
Résultat en instance d'affectation	1	0
Résultat	-461 071 601 431	-638 442 601 352
TOTAL PASSIF	**27 285 304 998 158**	**31 837 304 258 438**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A23 — Comptes d'exploitation résumés comparés

PRODUITS		
DESIGNATION	**2019**	**2020**
I. PRODUITS		
1. Intérêts créditeurs	-725.646.240.130	-671.370.696.197
Intérêts sur découverts exceptionnels	-367.562.843	-3.424.898.289
Intérêts sur concours à l'économie	-98.716.232.595	-104.291.744.978
Intérêts sur titre de Recapitalisation	-275.991.509.025	-298.070.824.747
Intérêts sur titres et opérations avec le Marché Monétaire	-98.057.960.000	-634.939.004
Intérêts sur correspondants Etrangers	-147.405.823.984	-61.189.745.343
Intérêts reçus sur Titrisation et Opérations OM	-98.057.960.000	-196.115.920.000
Intérêts sur opérations avec le FMI	-7.049.191.683	-7.642.623.836
2. Commissions	-243.019.663.933	-151.255.223.825
Commissions sur tenue de comptes	0	0
Commissions de change	-184.909.379.614	-84.324.262.581
Commissions sur crédit documentaire	0	0
Autres commissions, Services	-58.110.284.319	-66.930.961.244
Commissions sur achat de métaux précieux	0	0
Commissions sur opérations avec le FMI	0	0
3. Ventes de publications	-1.500.000	-750.000
4. Autres Produits d'exploitation Résidents	-3.107.576.637	-4.962.143.997
5. Autres Produits d'exploitation Non-résidents	-714.548	0
6. Autres produits sur services extérieurs	-16.061.542.571	-30.589.458.623
7. Production immobilisée	0	0
8. Reprises d'amortissements et provisions	-55.074.279.992	-192.647.642.313
9. Pénalités	-2.318.512.517	-479.531.213
10. Transferts de Charges	0	0
11. Produits et profits exceptionnels	-1.821.326.680.351	-2.761.624.536.066
I. PRODUITS	**-2.866.556.710.679**	**-3.812.929.982.234**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A24 — (Suite) Comptes d'exploitation résumés comparés

CHARGES		
DESIGNATION	**2019**	**2020**
II. CHARGES		
1. Charges du personnel	193.660.660.717	199.623.148.340
2. Services extérieurs et charges diverses	157.106.037.322	184.719.963.827
Locations, charges locatives et de copropriété	3.583.976.510	2.475.729.810
Entretien et réparations	38.553.333.390	37.706.637.396
Primes d'assurance	3.655.017.813	3.973.630.932
Etudes, recherches et documentation	4.644.214.090	5.186.410.245
Publicités, publications et relations publiques	1.601.331.525	1.142.610.032
Frais de poste et télécommunications	4.044.267.957	3.939.656.520
Transports	1.627.607.009	2.285.391.269
Charges du personnel extérieur	4.275.044.215	4.844.200.709
Rémunération d'intermédiaires et de conseils	19.122.748.286	63.403.821.721
Frais de formation	3.294.517.728	1.942.658.242
Redevances pour brevets, licences et logiciels	2.046.471.333	2.719.376.418
Louages de services, dépôts de signes monétaires	0	0
Services extérieurs divers	58.010.872.779	40.404.440.979
Jetons de présence et rémunérations des conseils et comités	800.000.000	3.108.835.000
Cotisations, subventions et dons à des tiers	11.218.608.687	11.038.519.555
Autres charges diverses	628.026.000	548.045.000
Charges sur gestion de metaux precieux	0	0
3. Achats et variation des stocks	180.631.745.243	199.714.028.446
Frais de Fabrication de signes monétaires	107.438.131.679	134.316.873.721
Achats de matières précieuses	342.826.638	0
Achats de fournitures stockés et divers	37.142.186.619	33.364.918.090
Achats de pièces commémoratives	0	0
Achats de pièces de collection	0	0
Eau, Electricité et gaz	5.707.751.294	5.135.826.752
Carburants et lubrifiants	24.866.948.252	22.257.380.228
Produits pharmaceutiques	1.585.577.416	566.277.055
Petits équipements et outillages	997.547.345	1.694.949.600
Diverses fournitures non stockées	2.550.776.000	2.377.803.000
4. Charges financières	100.821.171.952	179.435.790.918
Charges sur opérations de trésorerie et opérations interbancaires	29.628.312.544	61.250.425.829

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A24 — (Suite) Comptes d'exploitation résumés comparés

CHARGES		
DESIGNATION	**2019**	**2020**
Charges sur opérations avec le FMI	15.644.805.477	10.200.365.801
Charges sur autres comptes de correspondants	13.983.507.067	51.050.060.027
Charges sur opérations avec les Institutions Etrangères	0	0
Charges sur autres engagements	0	0
Autres charges sur trésorerie et opérations interbancaires	0	0
Charges sur opérations avec la clientèle	0	11.403.648.619
Charges sur comptes ordinaires	0	0
Charges sur comptes de dépôts des Banques et Institutions étrangères	0	0
Charges sur autres opérations de politique monétaire	0	11.403.648.619
Charges sur opérations sur titres et sur opérations diverses	0	0
Charges sur comptes d'actif immobilisé	0	0
Charges sur opérations de changes	71.192.859.408	106.781.716.470
Charges sur opérations hors bilan	0	0
5. Dotations aux amortissements	35.678.722.422	46.795.709.937
6. Dotations aux provisions	49.876.751.712	111.431.813.199
DEP des comptes d'opération de trésorerie et d'opérations interbancaires	496.504	0
DEP des comptes de la clientèle	469.146.711	108.079.233.472
DEP des comptes des opérations sur titres et d'opérations diverses	46.661.205.151	576.100.000
Dotations aux provisions pour dépréciation des comptes d'actif immobilisé	1.741.657.333	2.742.660.979
Dotations aux provisions pour risques et charges	1.004.246.013	33.818.748
7. Impôts et taxes	2.703.567.029	5.904.305.473
Impôts et taxes directs (Sauf sur résultat)	2.636.665.229	5.861.293.355
Impôts et taxes indirects	0	2.000.000
Taxes diverses	66.901.800	41.012.118
8. Charges Exceptionnelles	1.685.006.456.052	2.246.862.627.584
II. CHARGES	2.405.485.112.449	3.174.487.387.724
Résultat d'exploitation	-324.751.377.131	-123.680.692.878
Résultat Exceptionnel	-136.320.224.299	-514.761.908.482
****** Résultat de l'exercice ******	**-461.071.601.430**	**-638.442.601.360**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A25 — Comptes d'exploitation condensés comparés (en milliards de GNF)

	2020	2019
Produits d'intérêts	671,371	725,647
Charges d'intérêts	-72,654	-29,628
Gains et pertes de changes	- 22,457	113,717
Autres Commissions	66,931	58,110
Produits Net Bancaire	643,191	867,846
Produits d'exploitation non bancaires	36,032	21,490
Charges d'exploitation	-636,757	-569,781
Frais de personnel	-199,623	-193,660
Frais de fabrication des signes monétaires	-134,317	-107,438
Achats, Services extérieurs et charges diverses	-250,117	-230,300
Impôts et taxes	-5,904	-2,704
Dotation aux amortissements	-46,796	-35,679
Reprise et dotations sur dépréciation des actifs	81,216	5,197
Reprises	192,648	55,074
Dotations	-111,432	-49,877
Resultat d'Exploitation	123,682	324,752
Résultat exceptionnel	514,762	136,320
Produits exceptionnels	2761,625	1 821,327
Charges exceptionnelles	-2246,863	-1685,006
Résultat de l'exercice	**638,443**	**461,072**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

A26 — Bilan condensé comparé (en milliards de GNF)

	2019	2020
ACTIF		
Or et argent monétaires	1 794,225	2 541,746
Disponibilités en devises (hors relation avec le FMI)	8 674,928	9 909,074
Avoirs auprès du FMI	3 614,262	3 604,231
Créances sur l'État	11 905,821	13 983,516
Créances sur les établissements de crédits	0	170
Créances sur la clientèle non bancaire	1,577	-1,640
Autres actifs	722,484	845,037
Valeurs immobilisées	572,007	785,339
Titres de participation	141,199	152,407
Autres immobilisations	430,808	632,932
TOTAL ACTIF	**27 285,304**	**31 837,304**
PASSIF		
Billets et monnaie en circulation	9596,419	12 305,568
Engagement en devises (hors relation avec le FMI)	131,188	81,021
Engagement envers le FMI	6 194,980	7 232,933
Engagement envers l'État	2 394,176	2 396,652
Engagement envers les établissements de crédits	3 874,240	4 275,169
Engagement envers la clientèle non bancaire	337,684	340,762
Autres passifs	605,426	294,545
Provisions pour risques et charges	4,394	4,428
Subvention d'investissement	0	0
Capitaux propres	4 146,797	4 906,224
Capital social	3 157,728	3 157,728
Réserve et report à nouveau	470,969	932,041
Écart de réévaluation Or et argent monétaires	57,028	178,013
Résultat de l'exercice	**461,072**	**638,443**
TOTAL PASSIF	**27 285,304**	**31 837,304**

Source : Banque Centrale de la République de Guinée

BCRG
BANQUE CENTRALE DE LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE

12, boulevard du Commerce, 6e avenue de la République C/Kaloum - BP 692 - Conakry - République de Guinée
Tél : (+224) 664 67 77 77 - Fax : (+224) 669 08 88 88 - mail : secretariat.gouv@bcrg-guinee.org

www.bcrg-guinee.org